



HAL
open science

stridences en conjoncture trouble, notre situation historique

Sophie Wahnich

► **To cite this version:**

Sophie Wahnich. stridences en conjoncture trouble, notre situation historique. excès, 2021. hal-03485497

HAL Id: hal-03485497

<https://hal.science/hal-03485497>

Submitted on 5 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Stridences en conjoncture trouble
Notre situation historique**

Sophie Wahnich

« Je hais les indifférents parce que leurs pleurnicheries d'éternels innocents me fatiguent. Je demande à chacun d'eux de rendre compte de la façon dont il a rempli le devoir que la vie lui a donné et lui donne chaque jour, de ce qu'il a fait et spécialement de ce qu'il n'a pas fait. » Gramsci, 11 février 1917, cité par « une meuf racisée, antifasciste, une Gilet Jaune qui voit dans ce mouvement plus d'une utopie. » Lyon, 2 février 2019.

Les monstres, la démocratie, Novembre 2020

Du principe responsabilité.

Il y a ce qui nous arrive, et ce qui arrive par nous. L'impondérable, la structure et le sujet.

Inanité de l'impuissance.

Que nous est-il arrivé ?

A quand faut-il faire remonter notre situation historique ? Peut-être 1995, où la poussée néolibérale avait conduit beaucoup de monde dans la rue avec une myriade de petites pancartes. Je me souviens d'un Juppeus diplodocus fait d'un jouet d'enfant de grande taille et porté comme on porterait une effigie en procession. Je me souviens aussi des fumigènes rouges et jaunes des cheminots et puis des tentatives multiples pour garder les traces dans des enquêtes, puis la mémoire de cet événement, un an après dans des happenings dans des gares. Nous disions déjà « ça va péter ». Puis en 1997, la gauche avait gagné les élections législatives et Lionel Jospin était devenu premier ministre. La lutte semblait porter des fruits malgré le sentiment d'une CFDT qui l'avait bradée, au moins il y avait un débouché politique avec la gauche plurielle. Mais Jospin en 2000 fait passer le mandat du président de 7 ans à cinq, et aligne les élections présidentielles et législatives pour qu'il n'y ait plus de cohabitation. Il donne la primauté aux présidentielles et oublie que le conflit démocratique se soutient de la tension temporelle de l'alternance entre élection présidentielle et à mi mandat de l'élection législative ;

Je me souviens en avoir été atterrée. En historienne de

En 2002 et pour la première fois la présence d'un candidat d'extrême-droite, Jean-Marie Le Pen au deuxième tour.

Jospin avait déjà décidé de présidentialisier un peu plus la Ve République, et fait du scrutin présidentiel déjà passer les e un où nous avons l'obligation de nous confiner en mars 2020 pour ne plus laisser propager un virus nouveau et meurtrier. Nous confiner pour sauver nos corps et les corps les plus en péril, ceux des vieux, des malades, des malheureux. Il nous est arrivé un virus. Mais celui ci serait passé quasi inaperçu s'il ne nous était pas arrivé une crise sanitaire.

Cette crise sanitaire tient à un régime idéologique court-termiste qui ne pense qu'en faveur des retours sur investissements. Cette crise tient à la victoire de cette idéologie. Elle a prospéré en France sur les trahisons et les ruines du socialisme démocratique, se rie de l'incapacité des communismes à se relever vraiment de leurs échecs historiques et sait profiter d'une difficulté de la droite à pouvoir prétendre à nouveau produire de l'espérance sur l'imaginaire de la Tradition. Toutes les couleurs de l'échiquier politique traditionnel ont montré leur inanité. Mais contrairement aux bibelots de Mallarmé, l'inanité n'est pas seulement sonore, elle s'inscrit comme violence sociale sur les corps, les formes de vie programmées, les libertés publiques enterrées, les savoirs dévoyés, le contrôle démocratique ramené à la seule farce électorale. Or cette situation nous pouvons considérer qu'elle nous est arrivée par les mystères du système, ou qu'elle arrive d'une manière récurrente par nous, nous qui répétons sans cesse des gestes qui signent notre impuissance. Nappes immobiles du temps qui semblent régir les conditions d'une servitude volontaire : le sentiment d'impuissance.

A l'automne ça a recommencé. Confinement, un peu différent,

Tyrannie et crime de lèse humanité.

Selon un raisonnement qui débute avec Cicéron, ceux qui considèrent leur intérêt propre au dessus de celui des autres, agissent non humainement et contre la loi naturelle des êtres humains, naturellement sociables et conscients des intérêts du groupe et donc du commun. Devenus ainsi « tyranniques » ils se comportent en « bêtes féroces ». Selon Cicéron « un tyran, bête faite homme », n'est pas seulement l'ennemi de la communauté mais de tout le genre humain. En agissant ainsi, il lèse l'humanité.

Les hommes des Lumières, Montesquieu, Jean-Jacques Rousseau, Voltaire etc reprennent le raisonnement et la métaphore et ne cessent de comparer les rois à des bêtes féroces et cruelles. Puis c'est le tour des révolutionnaires des deux rives de l'Atlantique. Jefferson, parle de la « classe des rois » comme celles « des tigres déguisés en humains », Saint-Just déclare que bientôt « les rois fuiront dans les déserts, parmi les animaux féroces leurs semblables. »

Mais selon Saint-Just, il n'y a pas que les rois qui peuvent se comporter en bêtes féroces, ceux qui empêchent les liens sociaux sont tout aussi qualifiables par ce vocable. Ainsi : « vous êtes des bêtes féroces vous qui divisez les habitants 'une république et tracez un mur semblable à celui de la Chine autour de toutes les peuplades. Vous êtes des sauvages vous qui isolez la société d'elle même (...) bientôt les Français n'auraient plus parlé la même langue. Il s'est fait depuis quelque temps peu de mariages éloignés ; chaque maison étant pour ainsi dire une société à part. »

Quand l'intérêt national isole et quand le covid 19 devient l'alibi d'une distanciation sociale maintenue et dans les universités et dans les rassemblements culturels ou politiques, ceux qui prennent les décisions qui conduisent à ce nouvel isolement de chacun, auraient été qualifiés de « bêtes féroces » au XVIIIe siècle. C'est inactuel, mais c'est contemporain. Ne sortons nous pas désormais muselés au double sens du terme. Universelle humanité qui ne peut plus donner de la voix, ni mordre ni embrasser.

Ça urge.

Socialisme ou barbarie, c'était en 1948, pour lutter contre la cruauté totalitaire. Notre devenir bête féroce n'est pas d'une absolue nouveauté, mais il semble encore plus difficile à circonscrire. La Révolution (mot dévoyé par E. Macron) est « un monstre politique et moral si elle a pour but d'assurer la félicité de quelques centaines d'individus, et de consolider la misère de millions de citoyens. C'est une dérision insultante à l'humanité, que de réclamer sans cesse le nom de l'égalité, quand des intervalles immenses de bonheur séparent l'homme de l'homme, et qu'on voit étouffée sous les distinctions de l'opulence et de la pauvreté, de la félicité et de la misère, la déclaration des droits qui ne reconnaissait d'autres distinctions que celle des talents et des vertus. » Ainsi parlait Collot d'Herbois. Nous en sommes là.

La question pressante est revenue, que faire, comment faire ? Quelles quadratures du cercle devons nous résoudre pour espérer à nouveau sinon une victoire, un recul de l'ennemi ?

On ploie sous les éclairs, puis on étouffe

Stridences des attentats en 2015, stridence de l'assassinat cruel et barbare de Samuel Paty l'automne 2020, stridences en retour de la destruction opportunistes des libertés publiques ; l'état d'urgence depuis ne nous aura plus quitté, banalisé puis qualifié d'état d'urgence sanitaire depuis que la Covid 19 aura répandu un climat de peur, d'anxiété, d'épuisement morbide, avec son lot d'attestations, d'interdits, d'injonctions.

Stridence du retournement du sens du mot « loi ». Cette dernière en régime démocratique et républicain permet de sortir de l'arbitraire, c'est pourquoi une bonne

loi protège en fabriquant des règles du jeu qui sont supposées incarner un sens commun du juste, du bien, du bon.

Mais les lois promulguées pour organiser nos vies depuis 2016, loi travail, loi retraite, loi sécurité globale, loi de programmation de la recherche, loi sur le séparatisme, loi d'accélération et de simplification de l'action publique, loin de nous protéger nous exposent à la violence de rapports de domination.

Nous sommes exposés au bon vouloir des employeurs avec qui il faut négocier sans normes supérieures protectrices, à l'allongement de la durée de travail en période de manque d'emplois, donc à un risque de ne pouvoir aller au bout du bout du ban et de voir chaque pension de retraite sérieusement amputée et ainsi chaque fin de vie dégradée. Quand un mois d'EHPAD coute aux alentours de 3000 euros, comment ne pas être soucieux ?

La violence policière tue désormais sans être vraiment dénoncée par une presse parfois complice, parfois intimidée, parfois incriminée. Stridence le 23 novembre 2020, de l'évacuation brutale des migrants de la place de la République par des forces de l'ordre qui semblent s'en donner à cœur joie, puis dans la même semaine, suivi en direct du tabassage totalement arbitraire d'un producteur de musique noir, grâce, comble de l'ironie aux cameras de surveillance d'un lieu privé.

La recherche est désormais à la merci de sa capacité à faire retour sur investissement loin de toute recherche fondamentale à long terme et de tout rapport critique. Cela n'aura pas mis longtemps pour qu'un député LR se sente autorisé à réclamer à l'Assemblée nationale la création d'une mission d'information parlementaire sur « les dérives intellectuelles idéologiques dans les milieux universitaires » puis à jeter à la vindicte des noms de collègues qui se battent depuis fort longtemps contre le tournant managérial-néolibéral et qui avaient protesté contre cette atteinte à l'idée même de libertés académiques, dignes de la guerre froide et de ses chasses aux sorcières.

La loi sur le séparatisme rend incandescente la ligne de fracture qui sépare ceux qui défendent une identité dite républicaine et ceux qui sont dans l'inquiétude face à toutes les discriminations réelles que subissent les minorités culturelles, religieuses, politiques. Or aucun outil de cette loi n'existe déjà dans l'arsenal antiterroriste du juriste français. C'est donc un objet de propagande pour que rien ne puisse ni se résoudre, ni s'apaiser. C'est aussi un outil pour empêcher que l'idée républicaine puisse s'incarner autrement, car qu'est-ce que l'idée républicaine ? L'idée d'un état de droit protecteur, un droit gouvernement encore une fois contre l'arbitraire de la violence, de la force. Au nom de la république, on l'assassine. Les enseignants ont raison d'avoir peur.

La loi d'accélération et de simplification de l'action publique vise d'ailleurs à supprimer toutes les instances critiques face à ce que fait le pouvoir en notre nom. Fin des enquêtes publiques quant à l'intérêt général pour un équipement, fin des savoirs experts. Rappelons nous c'était en 2014, à des années lumière, pour le barrage de Sivens, ces avis avaient été sollicités mais n'avaient pas été écoutés : un avis du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel de Midi-Pyrénées — CSRPN, deux avis du Conseil National de Protection de la Nature — CNPN, avaient été formulés par les meilleurs spécialistes des sciences de la nature et de la vie de ce pays. Ils étaient négatifs et l'autorisation de construire avait quand même été accordée. Mais il y avait aussi dans la quête de cet intérêt général, les réserves des services de l'État. La Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, avaient déclaré qu'ils s'aligneraient sur les scientifiques. Les conclusions négatives de la commission d'enquête publique enfin n'avaient pas non plus été respectées, il s'agissait d'un avis réservé, subordonné à l'avis favorable du CNPN.

Ces enquêtes avaient pris du temps pour faire semblant, la nouvelle loi est crue. Désormais on ne reprendra plus le temps de faire croire que l'avis des institutions représentatives des citoyens, l'avis des citoyens comme des experts compte. Ils ne comptent plus. Au moment où j'écris ces lignes, ces trois lois sont soumises à l'avis du conseil constitutionnel, dernier frêle rempart avant de sombrer à nouveau dans le non droit donc dans l'arbitraire, autre nom du pur rapport de force.

La Vie démocratique en danger

La démocratie n'est pas seulement un régime politique juridique mais un art de vivre. Une forme de vie. Faire société dans la tradition théologique comme dans la tradition freudienne, ce serait aimer les mêmes lois. Ces lois qui font liens ne sont pas toujours écrites et encore moins toujours théologiques. Elles ressemblent parfois à des normes qui s'inventent en situation, que chacun respecte parfois implicitement en participant d'une même institution civile qui les secrète et les entretient. C'est là le rôle des institutions civiles, défendre la société en entretenant ses lois-normes sans qu'elles soient lois de contrainte, mais bien au contraire, lieux de désir, d'effort sans effort. Les cafés, les restos, les salles de concerts, tous les lieux de la fête sont ces lieux désirables où un effort s'accomplit sans effort du fait du plaisir d'y être ensemble avec des règles sociales et des objets d'amour partagés. Le faire-société qui s'y accomplit ne relève aucunement de l'État ou du théologique, il est pourtant éminemment politique, car il secrète des normes d'inclusion et d'exclusion, de souci de soi et de souci de l'autre. Les lieux de l'étude, de l'école à l'université sont aussi des lieux qui secrètent cette socialité nécessaire à la démocratie, comme l'oxygène nous est nécessaire pour respirer. Mais ce sont aussi tous les lieux où s'inventent des formes de vie coopératives que l'on dit plus volontiers communales aujourd'hui. Coopératives de travail, d'entraide, d'échange culturel ou et politique. Dans tous ces lieux, parler est nécessaire pour décider ensemble de ce qu'on souhaite qu'il arrive justement. Ces lieux, ces institutions sont ou ne sont pas mixtes sur le plan des sexes, des âges, des origines culturelles, de la richesse.

Qu'est ce alors que désirer la vie démocratique ? Sans doute après plusieurs gros coups depuis 2015, maintenir la volonté de tisser ensemble la plus belle cité possible, celle où l'on vivrait bien, où chacun pourrait chercher sa félicité. Pour ce faire, il faut non seulement multiplier et protéger ces lieux de fabrique du social, mais déconstruire la confiscation effective du pouvoir par les puissants, les aristocrates, les riches, les grandes familles. En trouvant une manière de doter chaque membre du démos de la possibilité de prendre part au pouvoir grâce à des institutions à inventer, il s'agit bien de reconnaître l'égalité de tous les citoyens devant la loi, pour faire la loi.

Une cité démocratique est de ce fait un lieu de combat où le *démos* doit toujours être sur le qui-vive face à ceux qui veulent ravir aux humbles cette outrecuidance qui consiste à affirmer « nous sommes tous égaux ».

Les révolutionnaires français l'avaient dit dans l'ironie des ritournelles :

« Il faut raccourcir les géants
et rendre les petits plus grands
tous à la même hauteur voilà le vrai bonheur ».

Ainsi s'affirmait la possibilité de sortir de la servitude en déclarant : « Nous sommes le peuple souverain, nos propres gouvernants, et si ceux qui nous représentent nous trahissent nous disposons du droit de résistance à l'oppression. Nous n'avons pas besoin de grands, d'aristocrates. »

De fait, la cité démocratique est par définition dans un conflit ouvert ou latent avec ces supposés grands.

C'est pourquoi l'harmonie visée en démocratie ne peut refouler le conflit, bien au contraire, elle doit le chérir et le contrôler comme on chérit le feu sans le laisser nous dévorer.

Chez les Grecs du Ve siècle avant Jésus Christ, l'harmonie n'est pas le calme, mais l'agitation permanente qui évite la guerre civile qui voit s'affronter deux camps politiques. L'harmonie vient du mélange constamment agité comme le *kukeon*, breuvage des mystères où les particules doivent rester en suspension dans le liquide et non se déposer au fond du flacon. Agiter c'est empêcher la division en deux parties dressées l'une contre l'autre. La véritable concorde, n'a donc rien de statique. Faute d'un débat constant sur le juste et l'injuste, c'est la guerre civile qui pointe son nez. « Sans conflit, c'est la division » nous expliquait Nicole Loraux.

Une hydre à trois têtes

Trois mâchoires broient aujourd'hui les poumons démocratiques et elles fonctionnent ensemble en se renforçant, l'une, l'autre et conduisent de fait à une sorte de guerre civile aux fronts discontinus, discrets ou tonitruants. Hyde monstrueuse à trois têtes.

La première mâchoire est celle du renouveau des positions identitaires nationalistes, souverainistes, xénophobes, populistes souvent aujourd'hui, très intellectuelles au moment de leur création en 1969.

La seconde mâchoire est celle des fondamentalismes, tous, pas juste celui de l'autre. Et puis la troisième mâchoire est celle de ce capitalisme néolibéral, notre éther de plus en plus visible, globalisé, qui gouverne par la dette et l'injonction à placer son portefeuille même modeste. A cet égard les bureaux sont passés de mode, ce sont les EPHAD qui sont rentables avec un taux de profit qui ne fait qu'augmenter en dépit des morts indignes du printemps 2020 du fait du coronavirus.

Ce capitalisme dont nous savions le caractère foncièrement sauvage, capable d'ensauvager pour sa cause aussi bien les puissants que les impuissants fabrique notre assujettissement à une sorte de survie. Sous couverts de la violence voire de la mort avec la pandémie, un nouveau mode d'être au monde s'invente fait de frilosités, d'anxiétés, de colères retenues. L'insensibilité à la commune humanité devient la norme. Or cette insensibilité ne peut plus ouvrir au savoir de ce que « démocratie » avait pu vouloir dire, dans un autre temps.

Ces trois mâchoires fabriquent des peuples apeurés, assujettis, humiliés, des peuples de refoulés aux frontières, d'exploités partout dans le monde, des zones de relégation et de non droit. Ça bat son plein.

Ça marche ensemble

Les positions identitaires nationales populaires se nourrissent aujourd'hui d'un sentiment d'abandon social. L'inquiétude vécue au quotidien fait revendiquer protection et pureté. Pour être protégé de capitaux transnationaux, quoi de mieux que des frontières ? Et la frontière est-ce autre chose qu'un outil qui permet d'inscrire la ligne de séparation entre « eux » tous ces indésirables et un « nous » national, territorialisé ? Il y a peu de chemin à franchir pour qu'advienne une identité figée et inscrite au corps. La haine de l'impureté peut dès lors croître et prospérer, on la dit phobique quand il s'agit de l'islam. Or l'islam ce n'est pas un lieu social unifié, ni même un lieu religieux unifié, encore moins un lieu immédiatement politique puisque nous avons besoin de l'adjectif politique pour parler de cet islam là ou de ce post fixe redoutable « isme ». La phobie broie et occulte en même temps. Elle occulte le danger intégriste de toute religion et broie les croyants qui ne le sont pas. Ce danger de tout intégrisme, on pouvait le

nommer après les manifs pour tous de 2013 et le rejet violent des mariages homosexuels. Dans ce cadre, les alliances se sont faites entre intégristes catholiques et certains musulmans au nom d'une famille naturelle. Or ces intégrismes, quels qu'ils soient savent aussi faire alliance avec ce capitalisme néolibéral et chacun de dévoyer le beau vocable de démocratie.

La vie démocratique ne le soucie pas et c'est pourquoi, il détruit aujourd'hui tous les outils raffinés inventés pendant des siècles qui permettaient de maintenir une forme de vie et une espérance démocratique. Il détruit en premier lieu le droit moderne bien au delà des mauvaises lois, en refusant de laisser sa place au juge et en donnant une place prépondérante à la police.

Ce capitalisme néolibéral s'appuie désormais sur un droit pénal de l'ennemi. Ce ne sont pas encore les lois de la guerre et pourtant plus celles de la paix qui ont force de loi, mais un objet indéterminé. Il permet d'ouvrir des fenêtres pour les drones tueurs, les kill-box, et conduit à nous faire discuter à l'infini de ce que veut dire « être en guerre ». Les mots eux mêmes deviennent louches. La destruction de ce qui nous a fondé comme êtres subjectifs libres, capables d'opiner et de connaître les règles, certes à respecter mais aussi à inventer, nous rend incapables, impuissants à l'heure où le discours de l'empowerment prolifère à en devenir quasi-risible. Comment ne plus attendre de dieu ou de soumissions féodales les liens protecteurs, à l'heure des kill-box ?

Qu'est-ce alors que désirer du conflit démocratique aujourd'hui ? Porter plainte, contre les inégalités, l'injustice bien sur, mais surtout peut-être, rendre visible le caractère contingent de l'ordre, le dénaturiser en quelque sorte loin de nos institutions dévoyées. Car même quand les institutions sont inégalitaires « il y a de la politique » parce qu'il y a toujours déjà de l'égalité et de la liberté fondée sur l'universalité du langage. Nous sommes tous des êtres parlant. Cela ne veut pas dire que l'universelle intercompréhension des uns par les autres est donnée, mais chacun peut savoir et dire ce qu'il pense. Ce « dire » fait naître un sujet collectif qui s'identifie au « Tout de la communauté ». Ces dernières années, cette capacité à assumer une parole collective a été redécouverte dans des AG nombreuses, sur des rond-points, dans des hôpitaux. Ceux qui n'aimaient pas ces mouvements parlaient chiffres, « vous êtes combien pour parler au nom de tous les personnels ? Vous ne me représentez pas ». Mais tout sujet collectif est le lieu d'une subjectivation qui défait les ordres et les partages inégalitaires du monde dans l'agitation. La démocratie est l'art de faire reculer dans l'égalité des débats, l'inégalité des positions.

Pour Jacques Rancière qui a instruit notre génération « l'âge démocratique » ou « l'âge des révolutions démocratiques » a inscrit cette égalité dans la constitution du peuple souverain dont la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen proclamée par la Révolution française est l'exemple le plus achevé. Alors il faudrait relire ces droits dans leur version de 1789 et dans celle de 1793, tant ils entrent en échos avec nos expériences récentes et permettent de comprendre ce sentiment d'étau ou de peau de chagrin.

Des textes, des actes et des durées

Longtemps nous avons cru que les textes, déclaratifs et normatifs, la loi en fait, qu'elle soit intériorisée ou explicitée pouvait faire bouger le monde. Puis certains ont considéré que les textes ne servaient qu'à amuser la galerie, qu'il fallait dire « mon ennemi c'est la finance » et ensuite faire affaire avec. Las, les plus radicaux dans leur désir de « bien vivre » ont voulu abandonner les utopies écrites, racontées, filmées, et ont déclaré qu'il fallait agir, et faire des utopies concrètes et immédiates, agir là où c'était possible et où

c'était urgent. Je crois qu'il nous faut réconcilier ces croyances, car l'écrit reste un bon vecteur idéologique, mais que les Marseillais ont raison de dénoncer ceux qui n'auraient « que de la bouche » et ne mettraient jamais en actes leurs promesses, qu'elles soient amoureuses ou politiques, ne mettraient jamais à la pâte du commun. Mais je crois aussi que le refus de toute pensée théorique projetée est une erreur, une manière de se tirer une balle dans le pied, qu'il faut avoir une pensée d'avance et la rectifier, car nous ne partons jamais de rien mais bien de nos expériences vécues et réfléchies. Que ces expériences soient partielles et partiales, certes, mais ce sont elles qui font de nous des être vivants qui continuent à désirer du mieux, du meilleur, du plus beau, du plus joyeux, du plus vivant et du plus malin.

Il n'y a jamais eu de percolateur direct des idées aux textes, des textes aux mondes sociaux, des mondes sociaux à la politique effective, mais nous devons avancer avec notre bricole politique du plus infime infans qui résiste à l'oppression par l'anorexie même, au plus puissant syndicat qui pourrait décider de penser au delà de sa tradition, de la plus fugace des situations à la plus structurelle, du plus bref instant à la plus longue projection, du plus local au plus cosmopolitique, car la cosmopolitique n'est pas la global politique mais la reconnaissance à chaque échelle d'action qu'il existe non des décideurs et des agents, mais bien des sujets libres, des acteurs qui peuvent abdiquer ou résister, inventer ou répéter.

Est ce un retour ? Un retour à Kant et à la Révolution française de la Déclaration de paix au monde ? Est-ce contraire à Freud ? A Lacan ? Est-ce encore cette illusion d'un souverain en la maison raison ?

Je crois qu'il n'y a jamais de retour au pays natal, juste des outils pour frayer un chemin et oui, il nous faut inventer une cosmopolitique à la hauteur de Freud et de Lacan, mais surtout à notre hauteur de femmes, d'hommes, d'enfants dans une éthique qui soit aussi neuve que notre désir de vivre dans un monde vivant et une terre respectée.

Pour ce faire j'ai la faiblesse de croire que faire récit et raconter l'histoire sur la longue durée et sur la courte aussi, peut servir à comprendre notre situation historique et ainsi à faire peut-être bifurquer ce qui arrive.

Il y a eu l'hiver dernier un violent désir de révolution, et l'année d'avant aussi, avec les gilets jaunes, puis la covid est venue et a rendu impraticable nos manières de faire de la politique. Nous avons tenté d'autres gestes, d'entraide, de constitution de conseils, de micro groupes écrivant des textes, de micro groupes réfléchissant ensemble. Nous avons essayé d'être têtus. Il faut reprendre le film à l'envers ou presque se souvenir où nous en étions avant la pandémie, mais aussi avant l'élection d'E. Macron. Comprendre d'où vient notre situation historique dans un feuilletage de faits, d'effrois, d'après-coup, de reprises, de répétitions mais aussi d'inventions, de tentatives. « Je » est une tribu, elle abuse du nous, nous est un artefact, mais pas toujours, « je » a du mal à savoir où il habite. « Je » se répète. Je ne sais pas s'il a raison de penser ainsi, mais ça n'arrête pas de penser. Entre élans et abattements. Une foi en l'impossible ? La peur de la voir s'effondrer. Il est midi et vingt minutes ce samedi 28 novembre 2020, et les sirènes de voiture de police ont déjà envahis l'atmosphère. Une manifestation contre la loi sécurité globale aura lieu cet après midi à République. Elles y vont. Le silence revient dans le 18^e arrondissement.

Avant la pandémie, un violent désir de révolution, automne 2019

Bleu, vert, jaune, noir

« La planète bleue est en danger et pour lui redonner sa couleur verte, il nous faut un peu de jaune ». Cet énoncé multicolore est écrit sur une pancarte de taille moyenne. Elle est portée par un petit monsieur d'une soixantaine d'année en imperméable beige. Il est là, devant le jardin du Luxembourg, à Paris, le samedi 21 septembre 2019. La manifestation pour le climat a débuté il y a juste une demi-heure. L'art du mélange des couleurs s'affiche pour faire lien entre ceux qui jusque là ne manifestaient pas souvent ensemble. Désormais, il va falloir se mélanger. Un peu. Un peu seulement car les couleurs doivent aussi savoir rester primaires. L'énoncé est si feuilleté, qu'à le lire chacun peut sourire à sa façon. Je me souviens de « petit bleu » et « petit jaune », ces personnages abstraits de l'illustrateur pour enfants Léo Lionni¹, les deux amis ont tellement joué ensemble qu'ils sont devenus verts, et leurs parents ne les ont pas reconnus et ils en pleurent. Leurs larmes les ont chacun lavé de leur couleur nouvelle et ayant retrouvé leur identité, ils retrouvent l'amour des leurs. Nous ne sommes pas pareils, mais nous avons des préoccupations analogues, alors oui le cortège des uns peut accueillir le jeu des autres. Mais chacun sait qui il est. « Petit jaune » passe avec un drapeau tricolore, et le petit monsieur se retourne, je vois l'autre face de sa pancarte, avec un slogan désormais plus connu, « fin du monde, fin du mois même combat ». Ce « même combat » a toujours été présent chez les gilets jaunes, déjà inscrit dans la pétition de Priscillia Ludosky de mai 2018 sur la taxe carbone, mais il se prépare activement depuis le printemps. Au théâtre de l'échangeur à Bagnolet, des gilets jaunes sont venus discuter avec des écologistes, ceux qui œuvrent depuis longtemps dans les Zads et ont fait face à la cop 21, et ceux qui viennent de se créer comme « *Extinction-Rebellion* ». Il y a aussi des chercheurs gilets jaunes et écologistes comme Christophe Bonneuil et Quentin Hardy qui ont créé récemment la revue *Terrestres*². Le refus de la taxe carbone n'était pas le refus de la décarbonisation, mais une demande d'équité fiscale face à la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, et face aux voyages aériens non taxés. La question sociale préoccupe aussi les écologistes, mais certains c'est indéniable sont des bourgeois qui n'ont pas conscience de la situation des classes populaires.

Ce jour d'équinoxe d'automne, il fait un peu trop chaud sous un soleil estival et les parents donnent à boire à des enfants en poussette. Certains, plus jeunes, dansent au son d'une sono, image quasi anachronique, d'autres poussent un vélo.

Une demi heure plus tard, je vois la pancarte abandonnée sur la chaussée. Un départ précipité sous les gaz lacrymogènes, le bruit, l'effroi. Plus haut sur le boulevard, le reflux s'est fait de nasse en nasse et les parents naïfs n'ont pas été épargnés. Grenades de désencerclement et nuages de fumée irritante ont empêché le mélange sinon de se faire, du moins de s'accomplir. Les pleurs et la tristesse sur les visages ne sont pas seulement liés aux produits chimiques déversés. Ils sont ceux d'une douleur politique, une douleur qui décille ceux qui ne savaient pas encore que la liberté publique de manifester n'allait

¹ Léo Lionni, *Petit bleu et petit jaune*, l'école des loisirs, Paris, 1970.

² Dernier débat avant la fin du monde Après "On s'est planté", réfléchissons à la stratégie du mouvement climat. Théâtre de l'Echangeur, 24 avril 2019, Pauline Boyer, Alternatiba, Vincent Verzat, Partager c'est sympa, Christophe Bonneuil, historien des sciences, Juliette Rousseau, Coalition 21 et ZAD, Sofia, Extinction Rebellion, Nathalie Athina, Gilet jaune Paris, Philippe, Gilet jaune St Nazaire, Matthieu Burnel, Animateur : Quentin Hardy, revue *Terrestres*.

plus de soi. Les gilets jaunes en avaient fait l'expérience dès novembre et décembre 2018. L'énoncé « J'ai mal à ma démocratie » inscrit à même un gilet jaune et publié par le site *plein le dos*³, pouvait se généraliser à chacun des présents. Les gilets jaunes n'étaient pas surpris ce jour, et tentaient d'apaiser les cris et les affrontements avec les forces de l'ordre au niveau des barrages organisant les nasses. Rue de l'abbé de l'épée, on pouvait croiser François Boulo, l'avocat en gilet jaune du rond point aux vaches de Caen qui s'était fait connaître sur les plateaux télé. Il jouait vaille que vaille ce rôle apaisant alors qu'une vieille dame répétait en boucle, « je ne veux pas y retourner » et que des manifestants demandaient pour elle, une exception, par mesure d'humanité. Plus bas, sur le boulevard St Michel, des personnes en noir, cagoulées détruisaient une banque. Noir absorbant, des gilets jaunes s'interrogent, des écologistes condamnent. Comment, pourquoi les policiers dans une manifestation si surveillée, si contrôlée laissent-ils faire? C'est un fait, le noir est une couleur absorbante. Aucune larme n'y peut rien. Le noir est sans retour, et ce 21 septembre, il ne fait pas consensus. Mais de cela aussi, il s'agit de faire expérience.

Faire expérience

Cette notion « d'expérience » même si elle n'est pas nommée toujours comme telle est sans doute une basse continue de la séquence historique que nous traversons. Chacun fait expérience, un nous se dessine de l'expérience partagée. L'expérience comme préalable et comme véritable fruit du mouvement.

De fait, aucun acteur n'était arrivé véritablement sans expérience contrairement à ce qui avait été répété. Considérées comme éloignées de la politique comme telle, ces expériences n'étaient pas pour autant sans souci des rapports de domination vécus. Elles induisaient des « textes cachés » comme art de la résistance⁴. L'ironie à l'égard des grands, les blagues, mais aussi les choses lues et vues sur le web, toute une formation discursive parfois déjà articulée à une formation sociale⁵. Ces expériences passées ont permis d'éclairer la forme prise par le geste du 17 novembre 2018, imprévu, inventif et rigolard, véritable trouée de l'horizon d'attente commun. Mais une autre expérience, neuve, se déploie dans le mouvement qui conduit à fabriquer dans un tac au tac avec des adversaires dangereux une nouvelle critique apte à soutenir l'invention de nouvelles revendications, de nouvelles formes de luttes. La lutte n'est pas seulement vécue comme une traversée hagarde, elle est passée au crible du jugement critique et offre ainsi de nouvelles perspectives. Le vécu est ainsi transformé en expérience pour un nouvel art de résister mais aussi de reprendre l'initiative.

Intuitivement, le sentiment d'injustice devenu trop massif appelait à faire quelque chose, mais cela n'avait pas eu lieu. C'est la morgue aristocratique du président qui semble avoir mis le feu aux poudres en déclarant indignes « les gens qui ne sont RIEN », les chômeurs, les petits. Les énoncés moraux sont légions sur les gilets jaunes et ils répondent souvent au président. L'analyse faite par ces hommes et ces femmes qui se sont mis en branle avec le sourire, repose ainsi sur une philosophie implicite du jugement et des valeurs. Ils disent que les lois faites par ce gouvernement ne sont pas moralement acceptables. Or selon le Georges Canguilhem⁶ des années 1930, celui qui se

³ <https://pleinledos.tumblr.com/>

⁴ James Scott, *Domination and the arts of resistance: Hidden Transcripts*. (1990) en français, éditions Amsterdam, 2009.

⁵ Régine Robin, *Histoire et linguistique*, Armand Colin, 1973.

⁶ Emiliano Sfera, *Georges Canguilhem inédit. Essai sur une philosophie de l'action*, L'Harmattan, La philosophie en commun, 2018.

sépare de son maître, le philosophe Alain⁷ et devient de fait un grand résistant, les êtres humains en polarisant le monde en valeurs, fabriquent un anti-fatalisme. C'est pourquoi ils agissent. Il y a donc d'abord des jugements de valeur, le cri du cœur « c'est injuste ! », puis une activité pour réduire l'injustice ressentie. Chez Canguilhem comme chez Kant, les sensations sont déjà des perceptions, c'est-à-dire qu'elles sont déjà marquées par l'entendement. Sans la sensibilité, nul objet ne nous serait donné, et sans l'entendement, aucun ne serait pensé. C'est seulement dans la mesure où ils se combinent que peut se produire une connaissance critique grâce à une « raison sensible »⁸. L'expérience repose alors sur l'activité par laquelle l'esprit ordonne librement le monde vécu, polarisé en valeurs. Connaissance et morale sont donc de fait étroitement liées et liées en particulier pour orienter la pensée de l'action. La stratégie d'un mouvement repose alors sur cette compétence critique, qui consiste à faire expérience de l'action et de proche en proche, à la réviser en vue d'une plus grande réussite ou du moins d'un meilleur ajustement à l'analyse de la situation. La fabrique d'un tel savoir critique est une opération qui loin de surgir d'une comparaison entre une représentation, une définition et un objet qui serait extérieur au sujet pensant, procède selon Canguilhem d'une opération de liaison effectuée par le sujet au sein de ses représentations et au contact de l'action comme élan. La position critique est aussi bien élan, que jugement, elle est une *critique en actes*. Puis vient la connaissance critique, liée elle au retournement indissociablement moral et réflexif sur cet élan. L'« expérience » est alors la combinatoire d'une raison expérimentale, en situation et de valeurs posées sur le monde vécu. « L'expérience », ce serait un vécu réfléchi, évalué, jugé. Les gilets jaunes sont des acteurs critiques car ils ont fait expérience de ce qu'ils vivent et loin de seulement répéter des gestes, ils les font évoluer grâce à cette compétence critique. Gestes complexifiés, parfois abandonnés ou auto-subvertis. Ils ont critiqué et transformé de ce fait ce qu'ils faisaient et ce qu'ils pensaient. C'est pourquoi ce mouvement repose sur ce que j'appelle *une dynamique de la critique*. Dans cette dynamique, les émotions sont à part entière des facultés de juger en actes. Mais ces émotions sont toujours reliées à une réflexivité qui permet de prendre des décisions c'est-à-dire de choisir des orientations.

Dans cette dynamique critique trois séquences aux rythmes différents me semblent possible à distinguer. Celle de l'élan qui conduit à une inventivité ébouriffante et à un dessillement politique très rapide. La force libératrice venait des actes qui s'enchaînaient chaque samedi, quand la redécouverte de la fraternité se faisaient sur les ronds-points. Une gilet jaune qui remercie ironiquement le président et associe des lieux et des énoncés de la devise nationale. « Merci Macron, tu nous a fait redécouvrir la fraternité, on vient chercher la liberté et l'égalité ». Les illusions tombent, d'autres apparaissent et conduisent à penser que le « peuple » alias les gilets jaunes, peut transformer la situation historique. Cela s'étend du 17 au 30 novembre 2018 où les premières tentatives de conciliation entre gilets jaunes et pouvoir échouent, donnant aux gilets jaunes le sentiment qu'ils ne sont toujours pas entendus. C'est la fin de l'innocence. Mais sous couvert d'innocence, la simultanéité des gestes montre qu'il existait bien un jugement partagé déjà sur la situation, ce « texte caché » qu'on déploie dans l'entre soi pour parler des dominants quand on est dominé.

Ainsi l'événement fulgurant donne raison à la fois à Canguilhem et à James Scott. L'action est première, elle témoigne des jugements et permet d'engager la critique réflexive. Mais il n'y a pas de fausse conscience complètement aliénée, il y a dévoilement

⁷ Alain, dont l'antisémitisme a été décrypté grâce à des archives nouvellement mises en circulation.

⁸Sophie Wahnich, *La longue patience du peuple*, Paris, Payot, 2008.

du texte caché mis aliéné mis émancipé, conscient des dominations, peut être moins conscient de l'état de la situation historique, mais cette conscience de la domination et de l'illégitimité du pouvoir permet de comprendre *l'apocalypse*, c'est-à-dire ce caractère d'ubiquité de l'événement émancipateur, où tous se lèvent et agissent en même temps sans avoir besoin d'élaborer des mots d'ordre sur une forme complètement verticalisée. Tous les acteurs sortent du bois en même temps et trouvent ensemble la force d'en sortir dans ces situations de foule qui justement donnent de la joie et de la force. Mais ensuite la bataille s'engage et la dynamique critique n'est plus celle élaborée en amont dans des textes cachés multiples, expérimentés dans des lieux aux sensibilités fondamentalement différentes, de l'apéro saucisson pinard d'extrême droite, à la Zad anarchiste. Il faut inventer, réagir, tenir.

De nouvelles revendications font leur apparition, le mouvement est désormais loin de la seule question fiscale et écologique. La demande est celle d'une véritable reconquête de souveraineté populaire et démocratique, celle d'un droit à la vie et non à la survie, celle d'un droit au bonheur.

L'appel de Commercy lancé le 30 novembre fait alors naître beaucoup d'espoirs chez certains quand d'autres craignent de rompre l'unité ou de s'enfermer dans une forme qui s'éloigne de l'action proprement dite.

Une seconde séquence s'ouvre le 1^{er} décembre avec l'acte III, enjambe les fêtes, fabrique une véritable guerre des qualifications, disqualifications et représentations et s'achève dans l'épuisement le 8 avril 2019 par l'énoncé des conclusions du *grand débat* lancé comme contre feu par le président, et celles du *vrai débat* lancé comme contrefeu de celui du président. De fait la question politique et celle des services publics sont fondamentales dans l'espérance gilet jaune⁹. D'autres assemblées se maintiennent à distance et autrement. La dénonciation des violences policières tisse telle Pénélope, l'unité autour des blessures et des injustices.

Depuis avril 2019, une troisième séquence s'est ouverte où les gilets jaunes cherchent un nouveau souffle, de nouvelles formes, de nouvelles alliances. Les assemblées des assemblées s'égrènent, le mouvement virevolte.

Ceux qui étaient syndicalistes préparent le mouvement contre la loi retraite. Ils ne croient plus à la verticalité du fonctionnement syndical et veulent une grève dure, qui ne se résume pas à quelques journées d'action qui ne peuvent faire plier le gouvernement Philippe et le président Macron. Ils fabriquent depuis la base cette grève durable qui enjambe les fêtes comme l'avaient fait les gilets jaunes l'année précédente. Il ne faut plus de trêve des confiseurs, de trêve, il faut aller au bout d'une vérité, d'une lisibilité.

Dans les grandes manifestations syndicales, on continue à enfiler des gilets jaunes. Par contre les actes du samedi s'étiolent. Les syndicalistes ne rejoignent pas les gilets jaunes. Dans des assemblées, sur les piquets de grève, dans les manifestations, les uns et les autres cependant se côtoient souvent, se jaugent, s'apprécient, s'agacent mutuellement. L'altérité s'apprivoise. On tente ensemble de faire plier un pouvoir. On espère que c'est bien la grève qui avait manqué l'année précédente. Désormais la grève est là. Massive. Mais le pouvoir ne plie toujours pas vraiment.

En ce mois de février 2020, dans les petites communautés gilets jaunes qui se sont maintenues et qui travaillent régulièrement pour agir avec les autres en prenant des décisions un soir de chaque semaine, l'heure peut être aux bilans. Une manière de s'interroger sur l'expérience vécue depuis le 17 novembre 2018 et après avoir traversé tant de moments communs, les débats, les ronds points, les pique-nique, les séquences

⁹ Voir l'enquête réalisée à partir des données de la plateforme du Vrai débat effectué par le Groupe de Travail Gilets Jaunes de Triangle (UMR CNRS 5206, Lyon).

pour faire signer sur aéroport de Paris pour ne pas se laisser voler un bien national, les piquets de grève, les caisses de grève, les manifestations, encore et encore, les nasses, la *lacrymocratie*¹⁰...

Un échange dans un groupe que je suis de loin, témoigne de ce désir de savoir ce qui s'est passé pour soi et les autres, pour soi avec les autres dans cette séquence. Il date des 19 et 20 février 2020. Une femme assez âgée pour avoir vécu la libération, prend ainsi la parole :

« Plusieurs d'entre nous ont été ou sont encore dans une organisation associative ou politique, d'autres n'ont « jamais mangé de ce pain là ».

Les attentes sont diverses et les positions plus ou moins radicales. Du moins dans ce qu'on entend.

La question du capitalisme, notamment, même si elle est sous-jacente est rarement abordée sauf autour des privatisations.

Ce que je retiens surtout, sans doute est-ce parce que c'est très important pour moi en ce moment, c'est la fraternité et le plaisir d'être ensemble malgré nos différends et les désaccords qui se font jour. Tous ces jalons dans la semaine m'aident à me tenir debout au milieu d'un fond de déprime lié à l'écrasement que Macron nous fait subir, après que nous ayons dû supporter toutes les trahisons du PS et de Hollande en particulier.

Pour être adhérente de la CGT et de la Ligue des Droits de l'Homme et avoir milité au Parti de Gauche, je n'ai pas ressenti avant cette liberté.

Alors, bien sûr, les attentes peuvent varier.

Je ressens chez les plus jeunes une impatience bien légitime devant ce qui pourrait passer pour de l'attentisme. Quand on a connu la verticalité de certaines décisions dans les organisations, on est plus détendu, même si on a parfois l'impression de réinventer la même chose à intervalles irréguliers mais tout de même ...

Il est difficile alors que les uns ou les autres ne ressentent pas des frustrations et l'impression de ne pas être respectés dans les efforts qu'ils ont pu faire pour soutenir le groupe.

Cela a été beaucoup dit : dans les ronds points les gens ont cherché, peut être avant tout, à rencontrer d'autres gens qui souffraient souvent des mêmes difficultés.

Recherche de valeurs communes. Nous l'avons dit et écrit.

Je radote sans doute si je vous redis que pour moi les Gilets Jaunes sont un formidable outil d'irrigation et de partage.

N'est-ce pas eux qui ont redonné vie à la politique dans notre pays désabusé, déçu et fatigué.

Alors bien sûr, il y a les organisés, les efficaces et les rêveurs. Bon. C'est bien évidemment une richesse même si certains ont l'impression de « faire » tandis que d'autres « ne font rien ».

J'écris cela « à chaud » tant que j'en ai le courage.

Quand on a vécu déjà trop longtemps on se souvient de la Libération avec tous ses formidables espoirs. Ne laissons pas le capitalisme et les technocrates détruire peu à peu ce qui avait été gagné sur l'horreur nazie alliée au MEDEF. Une sorte d'alliance qui revient subrepticement. »

Une série de réponses mériteraient attention mais j'en ai retenue une que je trouve plus particulièrement significative de ce qui se joue dans l'idée d'alliances qui se déploie aujourd'hui :

¹⁰ selon un énoncé lu sur un gilet jaune, « bienvenu en lacrymocratie ».

« Merci pour ton texte qui résume toute la vie, la vitalité, les passions, les hauts et les bas qu'on peut rencontrer lorsqu'on est Gilet Jaune.

Oui, c'est tout à fait cela. Les Gilets Jaunes sont un "morceau" de la société qui reflète toute sa diversité et tous ses caractères. C'est notre faiblesse mais c'est avant tout notre force.

Loin de nous l'idée de nous battre pour une catégorie de travailleurs (voire un métier, voire une filière de ce métier) pour "gratter" un point d'indice, une prime, quelques postes supplémentaires avec une action presse-bouton décidée à notre place...

Loin de nous l'idée de nous battre en écrasant ceux qui sont encore plus bas que nous mais en nous attaquant à ceux qui sont au-dessus de nous (bien au-dessus) et qui nous font les poches et nous pourrissent la planète.

Loin de nous l'idée de rester dans notre coin en nous disant que nous sommes les meilleurs et qu'on ne rejoint pas les autres (Extinction Rebellion, syndicats, coordinations...). Oui, nous montrons l'exemple !

Bon, bien sûr, chacun a son passé, ses désillusions, ses rancoeurs et... son caractère (j'ai pu le voir en AG).

Mais voilà, nous nous battons pour tous (et pas uniquement pour son conjoint, ses enfants) afin que chacun puisse vivre dignement, ne plus être écrasé ni méprisé par cette caste au pouvoir, par respect pour les blessés, les mutilés, les condamnés....

Voilà pourquoi je mets toujours des majuscules aux Gilets Jaunes.

Nous sommes nous, nous sommes nombreux, sans nous ils ne sont rien.

Avec toi. »

Ce « nous » fabrique une épreuve pour être entendus et arrêter le train néolibéral dans sa course folle. Chacun croit alors à sa puissance. Chacun connaît sa fragilité. Une si longue bataille suivie d'une longue grève c'est cher financièrement, physiquement et émotionnellement.

C'est une épreuve.

Epreuve démocratique

La Révolution française avait fait des émotions populaires une épreuve de vérité. Ce qui était éprouvé dans un lieu ne devait pas être raillé par ceux qui n'avaient pas la même « expérience ». C'est ce qu'explique le député Cavellier le 19 juin 1792 à l'Assemblée pour parler à Paris de ce qu'éprouvent les Marseillais chez eux lorsque leur adresse est lue devant les législateurs. Dans ce texte, «les hommes libres du Midi» se présentent parfois comme « plusieurs citoyens de la ville de Marseille » parfois comme «le peuple». Il s'agit d'affirmer que la partie peut incarner le tout et que l'épreuve locale peut aussi avoir valeur d'alarme nationale : «La liberté française est en péril, les hommes libres du midi sont tous levés pour la défendre. Le jour de la colère du peuple est arrivé. Ce peuple qu'on a toujours voulu égorger ou enchaîner, las de parer les coups, à son tour est prêt d'en porter. Ce lion généreux, mais aujourd'hui trop courroucé va sortir de son repos pour s'élancer contre la meute de ses ennemis.»¹¹

Après la lecture de l'adresse, les députés se divisent, exprimant un soutien de ces émotions populaires ou leur déniaient au contraire toute valeur. Le déni des émotions populaires apparaît comme déni des compétences populaires à évaluer une situation, à en faire expérience. C'est un déni sensible qui s'exprime en tant que tel, certains ne peuvent pas prétendre avoir voix au chapitre, ils n'auraient même pas le droit d'y être représentés.

¹¹ Adresse de Marseille lu le 19 juin 1792.

Peut-être que tout le débat révolutionnaire consiste à débattre de cette place donnée ou non à cette faculté de juger populaire, à légitimer ou non cette compétence sensible du peuple.

Elle est celle qui l'autorise à savoir quand il faut résister à l'oppression, quand il sent comme le dit Sieyès le 21 juillet 1789, qu'il est « sous le joug ». Il a alors le devoir envers lui même d'y résister, car un homme n'est pas une bête de somme. On éprouve l'oppression, on éprouve le danger, on éprouve l'alarme, le corps peut se figer ou retrouver son élan, conjurer l'effroi ou rester pétrifié.

Qu'est-ce alors que l'épreuve démocratique ?

La capacité à transformer l'alarme en lois protectrices. Par des procédures, de l'écoute, de l'intersubjectivité, des négociations, des arts de traduire, des arts de promouvoir un bien commun et un ethos de la cité, en faveur du bien commun.

Ce qui s'y déploie est aussi un art de représenter. C'est-à-dire sans doute de se représenter ce que les autres vivent, comment ils vivent et pourquoi ils demandent à mieux vivre. Parfois simplement à vivre.

Représenter dans une cité démocratique suppose ce geste de la part des représentants, un geste qui met en jeu leur sensibilité à la commune humanité, à l'horizon d'égalité, à la pluralité des voix en démocratie. Mais surtout, car c'est bien de cela dont il s'agit en démocratie, les représentants doivent être sensibles à la voix de « la classe immense du pauvre ». « Les malheureux ont le droit de parler en maîtres aux gouvernements qui les négligent. » Saint-Just résonne et ses mots devenus slogans habillent les murs à Nantes et St-Nazaire. Le petit peuple est celui qui doit être entendu dans sa demande de lois justes et bonnes et ces lois ont vocation à le protéger de l'avidité mortifère des puissants.

To neglect en anglais est l'antonyme de *to care*. La loi doit produire un care.

Représenter : Prendre soin ou négliger, être représenté : être précieux ou quantité négligeable.

La situation depuis 2016 est celle où une chambre élue sur un programme de supposée protection de l'égalité démocratique, trahit et fabrique des lois qui dégradent la dignité de la vie des plus humbles au profit des très riches.

En 2016, la loi travail autorise une exploitation démesurée de la force de travail humaine alors que les manifestations se déploient dans tout le pays donnant naissance au mouvement des *Nuits debout*. Il s'agissait de ne pas rentrer chez soi après les manifestations contre cette loi travail et de préparer un autre monde possible. Même si alors le mouvement syndical et le mouvement des places n'avaient pas réussi à conjuguer leur force et à être véritablement efficaces, il était clair que le pays était en désaccord avec cette loi injuste et aliénante. Les sondages le montraient. 71 % des Français de tous bords politiques confondus étaient contre ce projet de loi en mars 2016¹² selon des sondages publiés par le journal *le Parisien*.

En 2020, la loi sur les retraites produit un désaccord profond et le pays le manifeste de mille manières y compris dans les fameux sondages d'opinion où 61% des Français déclarent vouloir le retrait du projet.

La Ve république en France a réinstauré de l'ordre vertical, et accusé le désordre démocratique, celui supposé de la IVe république, de mener à vaux l'eau. Chacun le sait, « coup d'état permanent ». Mais les institutions ne font pas tout, la question est aussi celle de leur usage, et les grandes émotions populaires de la Ve république n'ont pas toujours été refoulées par la violence comme ont été refoulées les émotions des gilets

¹²selon des sondages publiés par le journal *le Parisien*.

jaunes, et avant eux les manifestations contre la loi travail, ou par la surdité comme le sont désormais les grévistes qui refusèrent la loi travail et refusent aujourd'hui la réforme des retraites.

Dans notre mythologie historique, les accords de Grenelle en 1968 étaient dans la lign e des conquêtes de 1936. Et quand on r coute George Pompidou expliquer leur contenu après le marathon des 30 heures de négociation non stop, le mythe prend une consistance empirique. On n giait avec des syndicats, la base n'était pas toujours d'accord, surtout en mai 1968, mais il y avait bien au bout du compte, gr ce à de vraies négociations, de nouvelles lois, de nouvelles règles.

Un pouvoir politique démocratique négocie, fabrique une triangulation entre le côté droit et le côté gauche et le mouvement social. Ce dernier vient soutenir tantôt l'un, tantôt l'autre. Mais quoiqu'il en soit, le peuple manifestant est une voix du peuple qui en situation démocratique doit être  coutee, apaisée, retraduite.

Manifester, c'est de fait toujours d'abord manifester ses émotions, ses sentiments, et avoir envie d'être entendu dans ce que ces émotions disent de ce qui ne va pas. Les émotions populaires sont donc des épreuves démocratiques, car elles disent que quelque chose ne va pas dans la démocratie, mais elles sont aussi le lieu où la démocratie s'éprouve, passe une épreuve dans sa capacité ou non   transmuter les émotions en lois. Les corps intermédiaires ont servi de filtres au XXe siècle, mais ce ne sont pas les filtres qui font l'écoute, et s'il y a ici un intérêt à revisiter la Révolution française, c'est pour saisir à l'état naissant, la fonction rêvée d'un bon représentant face aux émotions populaires en démocratie.

Encore une fois, l'expérience du mouvement climat et des longues grèves de l'automne-hiver 2019-2020, à bien des égards grèves exemplaires par leur durée et leur détermination, leur organisation, leurs capacités à multiplier les angles d'attaques et à mêler les couleurs jusqu'alors restées séparées, est celle d'un changement de règles du jeu. La surdité volontaire, active d'un gouvernement qui ne veut plus de ce régime de circulation démocratique de la puissance souveraine tourne le dos à la figure du bon gouvernement, du bon magistrat capable de traduire les sentiments populaires et de les apaiser en faisant progresser la justice.

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire de la République française. Cette république oscille entre une conception où la souveraineté appartient au seul pouvoir exécutif et en ce cas le pouvoir législatif ne dialogue pas avec le peuple manifestant mais seulement avec l'exécutif, une conception où la souveraineté n'appartient qu'au peuple qui se dote de mandats, qui s'ils faillissent seront tanc s voire destitués par une insurrection. La première forme produit la fusillade du champs de mars et les répressions de Prairial an III, la seconde conduit les spectateurs à applaudir les députés du Tiers quand ils bataillent pour fonder une nouvelle assemblée nationale constituante en mai-juin 1789, mais aussi à demander que les girondins ne si gent plus à la Convention en juin 1793 quand ils sont considérés comme traîtres et   le demander en encerclant l'assemblée de canons. A faire ainsi une démonstration qui permette de démontrer que les représentants ne sont pas tout-puissants. La puissance ultime appartient au peuple qui veut la partager avec ses mandats aptes à fabriquer la loi, mais pas pour leur abandonner de pleins pouvoirs destructeurs de la justice et du bien commun.

Une révolution, mais laquelle ?

La notion de Révolution a changé plusieurs fois de sens au cours de l'histoire.

Elle désignait, dans les années 1770-1780, le mouvement des astres et, sur le plan politique, un moment de trouble institutionnel et social avant le retour à la normale et à

la stabilisation d'un régime connu ou nouveau, dans la tradition des humanités grecques et latines.

Après les révolutions anglaises, américaines et françaises, le concept désigne une rupture d'expériences et une tension vers ce qu'on nomme alors «progrès». L'historien allemand Reinhart Koselleck (1923-2006) affirme que le champ d'expérience comme l'horizon d'attente sont alors troués par l'événement qui les rend caducs, et ouvre un nouveau temps qui les reconfigure.

Si l'on s'en tient à la définition temporelle, nous vivons bien en France une sorte de «révolution» brutale, car de fait notre champ d'expérience semble caduc dans bien des domaines, à commencer par le champ universitaire, savant, intellectuel qui ne ressemblera bientôt en rien à celui de l'expérience vécue de ses acteurs actuels si les changements prévus avec la LPPR ont bien lieu. Mais face à cette transformation radicale la résistance fait événement.

C'est ce que disait en son cœur la vidéo de grève présentée chaque soir à l'opéra de Lyon du 31 janvier au 5 février 2020. « NOUS VIVONS UN MOMENT HISTORIQUE ». Et elle explicitait en quoi. « Notre système de retraites basé sur la solidarité est attaqué et menacé, la sécurité sociale mise en place après guerre fait encore aujourd'hui notre bonheur. Etre assuré d'une retraite digne, se soigner dignement. Les services publics sont vitaux, tout comme la culture. Coupes budgétaires, retraites incertaines. Un autre avenir est possible, plus juste, plus humain, plus artistique, plus heureux pour tous. En 1936, nos deux premières semaines de congés payés de l'histoire étaient obtenues grâce aux grèves de nos aînés. Aujourd'hui 57 jours de grèves, des millions de personnes dans la rue. Une majorité de nos concitoyens souhaitent le retrait de la réforme. NOUS VIVONS UN MOMENT HISTORIQUE. Du fond du cœur merci à ceux et celles qui se battent pour nous et pour les générations futures : Opéra de Rouen, Ballet de Lorraine, Enseignantes, avocats, aéronautique, personnel hospitalier », et suit toute la scénographie des spectacles volés et offerts dans la rue, la scénographie des jets de cartables, de blouses blanches, de robes noires, de bleus de travail, les marionnettes géantes du théâtre du soleil. Et se déploie ainsi comme une poétique retrouvée face à l'argent au comptant extorqué par des gouvernants qui occupent en bande organisée les lieux du pouvoir démocratique : présidence, conseil des ministres et assemblée nationale. Suivent dans la vidéo « Cheminots, égoutiers » en assemblée générale syndicales et votant la grève. Puis l'orchestre et le chœur de Radio France reprennent la grève en offrant un concert dans le hall de la grande maison. Pompiers casqués et fumigènes, ballet des danseuses de l'Opéra de Paris, Garnier, puis Bastille, le public applaudit. Une affiche de la comédie française en grève en fond de décor, le poing levé, un défilé de musiciens, un chèque géant de caisse de grève et l'annonce que « certains salariés de l'Opéra reverseront le cachet de leur soirée aux caisses de grève. » Ici comme ailleurs ces dernières semaines de janvier et de ce début du mois de février on entend des mots forts et on voit des corps, des visages, des sourires qui partagent leur fatigue et leur fierté.

A ce titre, ce « nous » vivant est en soit effectivement un moment historique, il y aura un avant et un après, une vraie rupture comme l'avait promis le président dans son livre *Révolution* lorsque débutait sa campagne puis son mandat. Mais une rupture double car « nous » du côté populaire témoigne d'un dessillement et d'un désir neuf de ne plus être esclaves d'un capitalisme agressif et destructeur. Le chant des esclaves de Nabucco offre un fond sonore signifiant à cette vidéo, il avait déjà été entonné en protestation par le chœur de Radio France lors des vœux rituels du début d'année. La poétique déployée est bien celle de la fin du devenir esclave de l'humanité. *Un autre monde est possible*. Un

monde de progrès pour l'humanisation, là où la Révolution macronienne est explicitement déshumanisante.

Pourtant, cette poétique ne suffit pas, ne suffit plus, elle est de combat, de combat révolutionnaire, mais n'est pas l'ultime combat.

Que serait cet ultime combat ?

Une capacité proprement politique à ne pas laisser le rassemblement national s'approprier l'imaginaire de l'abolition des mauvaises lois. Car il a déjà annoncé que la loi retraite serait abolie s'il était au pouvoir. Et ce ne serait pas contradictoire avec la tradition réactionnaire du pays qui souvent a su s'emparer des rêves du bien vivre ouvrier, prolétaire, populaire. La retraite par répartition a été rêvée par le mutualisme ouvrier du 19^e siècle mais réalisée de fait par le gouvernement de Vichy et sa révolution nationale. Le système par capitalisation datant de 1930 ne pouvait fonctionner dans la crise, aussi l'allocation du vieux travailleur salarié est-elle mise en place par répartition, les capitaux restant du système précédant servant seulement à amorcer le processus, et ce dans un accord avec d'anciens syndicalistes de la CGT. C'est ce système par répartition qui est repris en 1945¹³. La médecine du travail (octobre 1941) et l'institut national d'hygiène (30 novembre 1941) avaient été pensés par des libéraux juste avant guerre et sont institués aussi sous Vichy pour répondre à ses préoccupations raciales et hygiénistes. La forme hospitalière est réorganisée également sous Vichy¹⁴. Tout cela est confirmé soit à la libération soit plus tard comme l'Institut National d'Hygiène devenu Inserm en 1964.

Alors comment fabriquer une révolution qui réponde à notre attente de progrès sans risquer de nous retrouver pris au piège de cette histoire retorse ?

Il s'agit une nouvelle fois, de tourner le dos à deux sortes de chefferie et de technocratie, celle dont l'histoire est étroitement associée à Vichy, celle du néolibéralisme ravageur.

La première invente le PDG dans une recherche d'efficacité par la responsabilité individuelle du dirigeant au détriment de la collégialité. Elle généralise dans la société la fonction de « chefs », sur le modèle allemand du *führerprinzip*, ce qui fabrique des fonctions cadres où le régime de Vichy autoritaire confie le pouvoir de décision à des technocrates dont l'action est clairement opposée à celle des maires et députés démocratiquement élus.

La deuxième chefferie est celle du néolibéralisme et prend appui sur la même armature mais en ne valorisant que le retour sur investissement capitaliste. Le pouvoir d'Etat prend alors de plus en plus le caractère d'un pouvoir public organisé aux fins de l'asservissement des travailleurs, salariés et ouvriers : un appareil de domination de classe. Loin du fard terrien ou corporatiste vichyste qui donne les couleurs de la tradition à un mode d'exploitation capitaliste malgré tout légèrement contraint, cette chefferie affiche son darwinisme social inégalitaire. C'est face à elle qu'une résistance s'organise qui prend la forme « gilets jaunes » ou la forme syndicale, mais bien à chaque fois comme lutte de classe. En témoigne le slogan « pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur » qui circule partout. Or chaque progrès de la lutte des classes accentue le caractère purement répressif du pouvoir d'Etat ce qui apparaît de façon explicite et sans vergogne avec une violence policière sans pareil. Le pouvoir d'Etat est bien en ce moment l'engin de guerre national et européen du Capital contre le Travail.

¹³ Philippe-Jean Hesse et Jean-Pierre Le Crom, *La Protection sociale sous le régime de Vichy*, Presses universitaires de Rennes, 2001.

¹⁴ Voir aussi Philippe Vichard, « La loi hospitalière du 21 décembre 1941 : origines, conséquences » in *Histoire des sciences médicales*, 2007, vol. 41, no 1, p. 61-70.

Mener la lutte au delà de cette magnifique poétique idéologique et de cette fierté des forces sociales qui prennent pleinement conscience d'elles mêmes, ce serait aller jusqu'au geste politique, non pour se choisir de nouveaux chefs élus, mais pour choisir d'être une force agissante souveraine en actes selon les termes de Marx¹⁵. L'agir du pouvoir législatif du peuple souverain.

Marx¹⁶ considère que cette force est celle d'un entendement humain devenu autonome par le fait de son unité et de son caractère propre, « l'intelligence politique » qualifiée par Marx « d'âme organisatrice du tout ». Marx nous parle alors de la nécessité d'incarner le « principe politique », par « une représentation de l'intelligence », « la représentation de la matière du peuple ». Et si Marx peut affirmer que « le pouvoir législatif a fait la Révolution française de 1789 à 1793 », c'est en tant que le législateur était lié à un républicanisme « intérieur », c'est-à-dire à une communauté sociale et politique consciente d'exister en faisant circuler des sentiments, des sensations, de l'entendement. Ainsi peut-il dire : « l'acte que j'appelle une loi » résulte du moment où « tout le peuple statue sur tout le peuple ». C'est pourquoi « le pouvoir législatif ne fait pas la loi ; il la découvre et la formule seulement. »

Gramsci commente en considérant que « chacun est législateur au sens large de ce concept » du fait que chaque homme « tend à établir des normes de règles de vie et de conduite », et détient ainsi un « pouvoir représentatif » réel, alors que « les représentants » proprement dits n'en proposent abstraitement qu'« une expression systématique normative ».

Donner aujourd'hui des réserves empiriques de progrès démocratiques à une révolution qui abolirait les lois travail, d'état d'urgence et sur les retraites, suppose de penser ensemble cette reconquête du pouvoir de faire les normes, sans chef mais avec des représentants qui seraient liés à l'intelligence politique qui indéniablement se redéploie désormais dans les luttes.

Nous avons une formation idéologique novatrice qui a mûri à l'ombre du changement climatique et de l'anticapitalisme nécessaire aux défis qu'il déploie, nous avons une vaste culture néo-marxiste, mais aussi libertaire et communaliste. Elles ne peuvent redevenir révolutionnaires qu'en réfléchissant aux manières de faire jouer révolutionnairement l'intelligence collective populaire.

Il ne suffit plus d'occuper des lieux de travail, des lieux de vie, ni même d'inventer d'autres modes de vie, mais bien de reconquérir le pouvoir de faire nos normes. Occuper l'assemblée nationale, en ayant au préalable inventer de nouvelles coopératives politiques qui désigneront les occupants-commissaires, les mandatés, les éclaireront et les surveilleront. Si « nous » sommes le peuple, « nous » sommes l'intelligence révolutionnaire et il faudrait que ça se sache enfin et que ça agisse pour de bon. Ce texte est donc aussi un appel à instituer sur les noyaux sociaux de luttes, luttes interprofessionnelles, inter-âge, inter-genre, ces coopératives politiques qui désigneront leurs porte-parole, commissaires, intercesseurs, mandatés fabriqueront cette nouvelle

¹⁵ Marx, *Critique du droit politique hégélien*, Paris, Ed. Sociales, 1975, p. 43. Ce texte est désigné plus généralement soit par l'appellation Manuscrit de 1843, soit Manuscrit de Kreuznach. Voir, à son propos, l'ouvrage collectif : *Marx démocrate. Le Manuscrit de 1843*, sous la direction d'Étienne Balibar et Gérard Raulet, Paris, PUF, 2001.

¹⁶ Nous sommes ici redevable à Jacques Guilhaumou, « Marx, Rousseau et la Révolution française », in Luc Vincenti, *Rousseau et le Marxisme*, éditions de la Sorbonne, 2011, pp.95-110, article dont nous recommandons chaleureusement la lecture *in extenso*.

force agissante loin de toute chefferie et dans une autodétermination où pourra régner un désordre fraternel¹⁷ qui n'empêchera pas l'intelligence.

Nous n'avons que deux ans, mais il est temps ! Temps de redonner d'autres réserves empiriques au concept de *Révolution*. Car les grandes révolutions sont celle du pouvoir législatif et non celles du pouvoir exécutif. *Révolution* ne peut rester un mot du pouvoir d'Etat, il doit redevenir celui de la puissance populaire démocratique. Les gilets jaunes l'ont dit et redit, ils ont fait expérience d'une butée du réel, nous devons désormais contourner l'obstacle et fabriquer nos outils politiques efficaces, efficaces.

Assemblées primaires et société fraternelles, initiative citoyenne

Il s'agit cependant d'inventer cet outil en tenant compte d'une situation particulière : une perte de confiance quasi absolue dans la démocratie représentative confiscatoire. Celle que l'on connaît avec la Ve République, celle de la toute puissance du pouvoir exécutif, du pouvoir législatif humilié, celle d'un peuple absenté. Ce « peuple » ayant compris qu'il sert de prétexte pour des rituels électoraux qui ne servent qu'à légitimer une nouvelle oligarchie, refuse de plus en plus souvent et massivement de voter. Mais ce faisant, s'il témoigne de sa compétence critique, il ne reconquiert pas pour autant de compétence législative. Les mauvaises lois peuvent trouver la force de l'appareil d'Etat post-démocratique.

Il s'agit donc de réinventer un gouvernement populaire en commençant par se demander comment abroger les mauvaises lois, au nom de quelle légitimité et comment surveiller les mandats ?

Nous n'avons pas d'espace politique efficace en France pour abroger ces lois. Le référendum contre la privatisation d'aéroport de Paris montre combien il est difficile de créer une culture du blocage par un vote massif et ciblé.

Or, un tel espace avait été inventé comme routine pendant la période révolutionnaire. Dans la constitution de 1793 aucune loi ne pouvait être promulguée sans l'assentiment implicite ou explicite des « assemblées primaires ». L'assemblée législative préparait un projet de loi dans une délibération qui pouvait prendre plus ou moins de temps, et ensuite le projet était « imprimé et envoyé à toutes les communes de la République, sous ce titre : loi proposée. » Puis « quarante jours après l'envoi de la loi proposée, si, dans la moitié des départements, plus un, le dixième des Assemblées primaires de chacun d'eux, régulièrement formées, n'avait pas réclamé, le projet était accepté et devenait loi. »¹⁸ Mais « s'il y avait réclamation, le Corps législatif convoquait les Assemblées primaires. »¹⁹ Alors chacun votait pour ou contre la loi. « Les suffrages sur les lois étaient donnés par oui et par non. »²⁰

Cette possibilité d'abrogation n'était donc pas de l'initiative de l'assemblée, mais bien de celle des citoyens qui pouvaient donner l'alarme dans leurs assemblées primaires car ils disposaient effectivement de l'initiative de les convoquer quand un projet de loi arrivait à la municipalité alors structure administrative.

De quelle manière ? Trois articles l'explicitent :

« Article 34. - Les Assemblées primaires se forment extraordinairement, sur la demande

¹⁷ Nous faisons ici référence à Miguel Abensour qui dans *La Démocratie contre l'Etat. Marx et le moment machiavélien* met au cœur de sa réflexion la question d'un interdit d'Etat, qui est aussi une grande méfiance à l'égard de tout pouvoir exécutif séparé de cette autodétermination du peuple. Selon Marx, « Les Français de l'époque moderne ont compris (que) dans la vraie démocratie l'État politique disparaîtrait ».

¹⁸ article 59 de la constitution de 1793, que nous avons mis au passé.

¹⁹ article 60 de la constitution de 1793, que nous avons mis au passé.

²⁰ article 19.

du cinquième des citoyens qui ont droit d'y voter.

Article 35. - La convocation se fait, en ce cas, par la municipalité du lieu ordinaire du rassemblement.

Article 36. - Ces Assemblées extraordinaires ne délibèrent, qu'autant que la moitié, plus un, des citoyens qui ont droit d'y voter, sont présents. »

Pour pouvoir mettre en œuvre un processus aussi complexe et massif, il fallait en amont des espaces de veille qui étaient constitués par des sociétés populaires ou fraternelles, de sensibilités politiques multiples mais qui étaient toutes attentives à ce travail législatif. Elles délibéraient de fait sur les lois avant de faire s'assembler les assemblées primaires. Car il était alors entendu que le peuple n'est souverain que s'il délibère sur les lois et les adoptent. C'est le contenu explicite de l'article 10. « Le peuple souverain délibère sur les lois. »

Les assemblées primaires sont chez les révolutionnaires les groupements d'habitants qui s'assemblent pour délibérer puis voter dans une circonscription électorale. Non pas un simple bureau de vote, mais un lieu commun du politique. Quant aux sociétés fraternelles, elles ressemblent aux espaces délibératifs ou de noyaux de discussion autour du café ou du repas qui ont existé sur les ronds-points et dans les cabanes. On s'y informe, on y discute, on y discute de la qualité de la loi.

Il nous faudrait ces deux régimes d'assemblée pour abroger des lois sans que ce soit seulement le résultat d'un référendum, mais que le vote résulte bien d'une élaboration substantielle, mais pour cela il faudrait disposer de ce droit de juger la loi.

On voit bien qu'ici nous sommes devant un problème de fond, faut-il en faire le projet d'une autre législature, ou faut-il penser en termes insurrectionnels ou encore en termes de retrait pour inventer dans des espaces sociaux d'un autre genre, une autre vie ? Cette question semble insoluble. Il convient cependant de rappeler que l'insurrection est toujours couteuse et qu'elle n'a de sens que si elle a des chances d'être victorieuse, donc si un rapport de force et d'intelligence collective peut lui donner ces chances, face à un pouvoir oppressif qui dispose d'armes et de l'état d'urgence pour en faire usage. Quant au retrait, il n'est pas moins fragile comme l'a montré la destruction de tant d'espaces de la Zad de Notre Dame des Landes. Il faut aussi des lois protectrices pour protéger le retrait et les modes de vie alternatifs.

Il faut donc murir ces questions comme tant d'autres dans des assemblées politiques populaires et fraternelles dont il faut se doter comme formes permanentes, sans leur donner la forme de partis politiques, mais bien d'assemblée autonomes, n'obéissant à aucune chefferie, mais discutant avec les autres assemblées autonomes. C'est ce que tentent de faire la commune des communes de Commercy et l'assemblée des assemblées (ADA). Mais dans ces groupements impressionnants, la question de l'échéance des législatives 2020 comme enjeu de reconquête n'y est pas encore frontalement élaboré. « Que faut-il faire pour que les lois scélérates soient abrogées » est pourtant bel et bien une question législative. Et c'est bien ce pouvoir législatif qu'il faut reconquérir. Bref, écouter Marx et Gramsci.

Comment prendre appui sur les formations sociales qui se sont reconnues dans le mouvement social contre la loi travail, puis celles qui ont enfilé le gilet jaune, puis celles de la loi contre les retraites ? Comment s'organiser pour faire advenir des assemblées nouvelles, ni circonscription électorales seulement, ni partis politiques confiscateurs, ni assemblées conseillistes sans pouvoir sur la fabrique de la loi à venir ou sur l'abrogation des lois déjà existantes.

De fait une idéologie commune s'est désormais constituée, et depuis 2016 le mouvement social quasi-continu permet aux noyaux socio-politiques même différents de se

reconnaître et de s'unir. Il leur reviendrait de délibérer des meilleurs moyens à mettre en œuvre pour ne plus laisser les mains libres à l'oligarchie élue en occupant le vote avec des mandatés étroitement dépendants du pouvoir souverain du peuple et de sa capacité à s'insurger.

Il est fort probable que surgisse rapidement la nécessité de changer la constitution. Or, là encore la révolution nous a donné des imaginaires disponibles en prévoyant la nécessité de convoquer des conventions nationales ou assemblées constituantes quand c'est nécessaire. « Article 115. - Si dans la moitié des départements, plus un, le dixième des Assemblées primaires de chacun d'eux, régulièrement formées, demande la révision de l'acte constitutionnel, ou le changement de quelques-uns de ces articles, le Corps législatif est tenu de convoquer toutes les Assemblées primaires de la République, pour savoir s'il y a lieu à une Convention nationale. Article 116. - La Convention nationale est formée de la même manière que les législatures, et en réunit les pouvoirs. Article 117. - Elle ne s'occupe, relativement à la Constitution, que des objets qui ont motivé sa convocation. » Mais nous sommes toujours avec cette question de la poule et de l'œuf. Comment s'assurer d'avoir des mandatés qui ne trahissent pas ? Comment les faire émerger, les choisir ? Comment pouvoir les révoquer s'ils tournaient casaque ?

On comprend que le RIC ait pu paraître un outil parfait, car il semblait répondre à toutes les questions à la fois : production et abrogation législative, révocation des mauvais élus, possibilité de réformer la constitution.

Mais s'il s'agit de garder ce RIC en mémoire, il s'agit aussi de faire en sorte que toutes les petites assemblées existantes souhaitent basculer vers ce projet précis de reconquérir le pouvoir législatif, d'en créer de nouvelles qui s'appuieraient sur les mouvements sociaux en cours dans ce but, et que sans tarder elles puissent prendre acte que l'espérance d'un dialogue avec ce pouvoir est illusoire et qu'il faut préparer non la négociation sociale, mais le rapport de force politique afin de refonder une véritable république démocratique.

L'état d'urgence appliqué aux militances politiques ne facilitera aucune tâche, chacun le sait. La cause des mutilations et des conditions inacceptables dans lesquelles sont maintenus les manifestants est liée au traitement par l'Etat de toute résistance comme on le ferait du terrorisme. Mais n'est-il pas temps de tenter des gestes neufs d'auto-institution qui permettraient de faire changer la peur de camp ?

Il faudra trouver des lieux du politique²¹ et se doter d'un calendrier de travail.

Puis la pandémie est devenue mondiale, et faute de masque de protection et de services hospitaliers à la hauteur, ils avaient été détruits malgré les sonnettes d'alarme des praticiens hospitaliers en particulier des urgences, il a fallu se confiner. Expérience indissociablement intime et politique.

²¹ Je renvoie sur ce point à l'intervention que j'avais faite dans et pour le film de Thomas Lacoste *notre monde* (2012).

Vivre confine ou mourir, vivre confine ou revivre, juin 2020

Au commencement était le verbe « confiner ».

Traduction en anglais : to confine.

« Confiner » sonne un peu étrangement, comme le sont les mots dont on a la sensation qu'il ont changé de sens sans qu'on y ait pris garde, sens qu'on aura répandu en le traduisant d'une autre langue et ainsi en le faisant dévier de « faux ami » en « faux semblant », ou mieux en lui faisant faire un salto temporel, pour retrouver un sens ancien.

Se confiner, c'était au XVe siècle être proche par la parenté, puis se limiter à un espace restreint, au XIVe cela s'appliquait à un objet à borner, tel un champ, au XIIIe confiner quelqu'un c'était l'enfermer, mais la forme du verbe n'était pas pronominale. Jusque très récemment confiner, c'était être contigu de quelqu'un ou de quelque chose, être sur des confins. Ce n'était évidemment pas pronominal.

Aujourd'hui nous trouvons :

« Confiner :

1 : Enfermer, être maintenu dans un espace restreint. Exemple : Atteint d'une maladie grave, il doit rester confiné dans une chambre stérile. Synonymes : enfermer, isoler, boucler, reléguer, renfermer.

2 : Toucher aux limites de, être proche de. Exemple : Son entêtement confine à la bêtise. »

« Se confiner (v. pron.)

1.s'isoler.

2.(figuré)se cantonner, se limiter à.

Ce mot intéressant permet des associations libres, poétiques ou politiques : « Notre confinement confine à la tyrannie. » « Je me suis enfermée dans un confinement douillet ». « Relégué dehors, je n'ai pas pu me confiner. » « Confinés en prison nous avons réclamé notre déconfinement pour pouvoir nous confiner comme les autres, à bonne distance et sans confins ». Les amoureux de Jean Tardieu pourront continuer l'exercice avec rythmes et temps forts.

Lire

Je le reconnais. J'en suis, et le poème de Jean Tardieu, *étude de rythme à six temps forts* m'accompagne ces jours-ci.

« je raconte un pays je raconte un pays étranger je raconte
je raconte un pays étranger d'où rien n'est jamais revenu

...

c'est là cependant que je vis chaque jour

c'est là cependant que nous tous nous vivons chaque jour et chaque heure ;

ici-bas un pays étranger d'où rien n'est jamais revenu. »

Molière aussi m'a beaucoup troublé alors que j'essayais d'égayer ma mère en lui lisant au téléphone *l'amour médecin*. Elle était confinée dans sa chambre d'EHPAD d'une manière drastique depuis plusieurs semaines déjà.

Un médecin parle : « Les alchimistes tâchent à profiter de la passion qu'on a pour les richesses, en promettant des montagnes d'or à ceux qui les écoutent (...) Mais le plus grand faible des hommes c'est l'amour qu'ils ont pour la vie ; et nous en profitons nous autres par notre pompeux galimatias et savons prendre nos avantages de cette

vénération que la peur de mourir leur donne pour notre métier. » (*L'amour médecin*, acte III, scène 1.). A nous qui venons de naviguer entre alchimistes gouvernementaux et médecins, Tardieu comme Molière semblent nécessaires à la compréhension d'une situation qui confine à la fiction.

Les médecins

Des médecins, nombreux, hauts placés, haut gradés ont affirmé de janvier à mars 2020 que le confinement ne serait pas nécessaire. La petite grippe, le sars covid 19 ferait bien quelques morts certes, mais nous ferions aussi notre *immunité de groupe*. Nous étions un troupeau et étions donc à penser comme tel. Les individus, c'est bon pour l'intimité et un vieux libéralisme révolutionnaire attaché aux droits de la personne humaine, le troupeau, c'est statistique, d'Ancien régime et très actuel.

La Chine semblait pourtant avoir beaucoup souffert à Wuhan. Mais la France n'était pas la Chine.

En France, en Grande Bretagne, en Belgique, aux Etats-Unis, la doctrine jusqu'au dernier moment a été celle de la dite *immunité de groupe*. Elle serait obtenue quand un nombre suffisant de personnes aurait contracté la maladie et fabriqué des anticorps. Alors le virus ne pouvant plus circuler, il serait tenu en respect et ainsi inutile de faire cesser nos activités, c'est moyenâgeux entonnèrent médecins et épidémiologistes.

Le 24 février, dans une conversation avec mon médecin de quartier, nous nous étonnions de conserve de l'absence de mesures préventives connues pourtant depuis l'antiquité...Face à une nouvelle maladie mortelle, il faut fabriquer des cordons sanitaires...

Puis l'Occident sous le nom de *l'Imperial London College* fabriqua des courbes épidémiologiques qui annonçaient le pire. Si on ne faisait rien de plus, les morts se compteraient en millions. Il fallait donc écraser, la courbe, l'aplatir et cesser de laisser le méchant Covid 19 circuler sans contraintes. On avouait donc que les « clusters » n'étaient décidément pas des « cloisters » et que depuis ces grappes de personnes infectées, le virus faute d'avoir été arrêté par des cordons sanitaires avait pénétré un peu partout, semant la mort au hasard. Il risquait désormais en France de faire déborder les capacités d'un hôpital mal en point après les traitements comptables et managériaux qu'il subissait depuis des années au détriment des logiques de service public. La saturation hospitalière témoignerait de cette destruction d'une sécurité sociale sanitaire qui caractérisait, il n'y a pas si longtemps, l'Etat social français, très orgueilleux de son système hospitalier.

Désormais, le cordon ne pouvait être établi d'une région à une autre mais seulement quasiment d'individu à individu.

Chaque maison était pour ainsi dire une société à part

Les citoyens invités à voter pour les élections municipales le dimanche 15 mars 2020, trouvèrent incohérent de maintenir le scrutin quand les écoles avaient déjà été fermées suite au discours du jeudi précédent. Une grande réunion de « riposte à la violence d'Etat » organisée ce même dimanche, avait *in fine* été annulée à regret par les militants qui la préparaient depuis plusieurs semaines.

Le lundi 16 mars nous avons été sommés de nous confiner et avons jusqu'au mardi 17 le midi pour prendre nos dispositions. Nous étions dans la désocialisation décrite par Saint-Just quand il s'inquiétait de la perte de confiance civile fomentée par la contre-révolution. Selon lui la division de la société avait conduit chaque famille à s'isoler d'intérêt, à ne plus parler la même langue, à ne plus faire de mariages éloignés et de

s'exclamer « vous êtes des bêtes féroces vous (...) vous êtes des sauvages, vous qui isolez la société d'elle-même ou qui excitez des rumeurs pour effaroucher la confiance qui nourrit les citoyens (...) chaque maison était pour ainsi dire une société à part. »²² Mais le confinement ne devait durer que quinze jours dicit notre gouvernement. Un collègue s'inquiéta, le confinement ferait-il de nous des cons finis....

Les alchimistes.

Les alchimistes ont espéré pouvoir maintenir leur amour de l'or plutôt que de prendre des mesures de précautions en faveur de la santé publique jusqu'au dernier moment. Face à la mort qui rôdait la panique saisit Wall Street, les investisseurs s'alarmant des conséquences sur l'économie du coronavirus. Le Dow Jones plongeait, le Nasdaq chuta, le CAC 40 lâcha, la Bourse de Londres perdit des points. Les précautions étaient estimées trop drastiques pour l'économie, trop coûteuses.

Qu'est-ce à dire ? Le travail réel ne pourrait plus s'accomplir, la plus value extorquée de manière de plus en plus belliqueuse en France depuis la loi dite travail qui dérégule la hiérarchie des normes sur le territoire, ne pourrait plus être engrangée, la consommation s'en trouverait contractée, et la circulation des capitaux qui détermine le PIB dangereusement ralentie.

C'est pourquoi ce qui en France s'arrêtait d'un côté devait continuer de l'autre, l'incitation au télétravail pour ceux qui pouvaient fabriquer une continuité de l'activité avec les outils numériques était insistante. Muriel Pénicaud ministre du travail ne voulut pas que les chantiers de construction prennent du retard en s'arrêtant. Quand aux personnes permettant d'assurer les soins et le ravitaillement, ils resteraient au travail....la même Pénicaud imagina qu'on pourrait augmenter la journée de travail à 12 heures et la semaine à soixante... Les alchimistes avaient leur jargon, même les journalistes mirent des guillemets « Alors que l'épidémie de coronavirus fait trembler les économies mondiales et les marchés financiers, le Haut Conseil de stabilité financière a décidé mercredi de supprimer en le ramenant à zéro un coussin de fonds propres « contra-cycliques » que les banques ne pouvaient pas utiliser pour prêter de l'argent. Ce geste permet selon Bercy d'injecter environ 8 milliards d'euros dans l'économie. »²³

Intermède 1.

J'ai accueilli le confinement comme une chance inespérée. Je pouvais annuler grâce à lui, deux conférences internationales, trois déplacements en Province, quelques séminaires, un conseil de labo...mes visites hebdomadaires à L'EHPAD avaient quant à elles, été interrompues depuis le 6 mars car la pandémie exposait particulièrement les plus âgés au danger. Dix jours plus tôt que les autres les personnes âgées dépendantes avaient été privées de visites.

J'étais exténuée par un sur-régime de travail stupide et déprimée par cette vague d'espoir échouée sur le sable mouvant de l'inconsistance stratégique. Ni la loi sur les retraites, ni la LPPR ne semblaient vraiment tanguer après plusieurs mois de grèves et de caisses de grève, de manifestations et de flash mob, de motions et de pétitions. Fatigue. Si le coronavirus n'était pas là pour me rappeler que ce repos relatif ne devait pas réjouir, je n'aurais même pas eu honte. Je me suis confinée ravie et honteuse. J'allais me reposer. Il fallait vite en profiter, ça n'allait durer que quinze jours, disaient-ils. Secrètement, j'espérais bien que ça

²² Sain-Just, *œuvres complètes*, introduction et notes de Miguel Abensour, Paris Folio, 2004.

²³ *Les échos*, 18 mars 2020.

durerait un peu plus et l'agitation de la première semaine pour mettre en place les outils numériques pour permettre la continuité du travail m'agaça. Je refusais physiquement cette continuité, ce double jeu d'une guerre au virus où l'on devait arrêter et continuer. Le virus profitait de la fatigue, seul le sommeil et le repos permettaient à l'organisme de pouvoir lutter, c'était du cirque de prétendre faire la guerre au virus en faisant ainsi la guerre aux corps épuisés par plusieurs décennies de néo-libéralisme.

Être contrôlés

Dès le 18 mars, le ministre de l'intérieur Christophe Castaner, a annoncé que « 4.095 contraventions, avaient été *distribuées* à des Français ne respectant pas les règles de confinement imposées pas le gouvernement ». Je souligne « *distribuées* » car pour moi on distribue des bonbons, des prix de fin d'année, des bons points... parfois certes des claques, mais ça sonne étrange à mes oreilles une distribution de contraventions. On admirera la précision des faits statistiques. « Notre objectif n'est pas de sanctionner mais de protéger les Français », a-t-il déclaré. Le bâton doit-il remplacer un civisme défaillant pour n'avoir plus été valorisé dans un régime de rivalité illimitée ? Pour avoir fait croire si longtemps qu' « être libre c'est se déclarer indépendant pour faire le mal », les premiers actes du gouvernement consistèrent à déclarer qu'il fallait nous dresser à l'auto-contrainte et à la menace qui plane si l'autocontrainte n'avait pas été intériorisée. Les attestations de déplacement dérogatoire faisaient mal à la mémoire des laisser passer de temps de guerre. On associa à tout va pour le meilleur – le refus de la tyrannie, et pour le pire -la confusion entre discrimination raciale pendant la seconde guerre mondiale et incitation bizarroïde à l'égalité civique en 2020, face au virus. Très vite ce régime rappela de mauvais souvenirs et de vilaines pratiques. La délation encombra les lignes téléphoniques des postes de police. On médit sur les Parisiens partis se mettre au vert entre le 16 au soir et le 17 au midi. Mais n'avaient-ils pas pris leurs dispositions comme le président les y avaient enjoint ? Avec le danger de mort, toute vergogne semblait s'évanouir dans la bonne conscience pour des bons soldats ravis de pouvoir montrer à nouveau qu'ils savaient être dociles. Distinguer entre docilité et alibi de la conscience civique s'avéra difficile. « De mauvais fonctionnaires disaient aux passants « tremblez ! et au lieu de rendre leur pouvoir utile au peuple, ils le leur rendaient funeste. » disait mon ami Saint-Just en 1794. Mais ça se passait près de chez vous...au coin de la rue, loin de Rueil et près de Saint-Denis. On imprima les attestations avec force date et créneaux horaires. Puis on les falsifia pour l'honneur... ratiboiser un quart d'heure de sortie donnait un vague sentiment de résister à l'inanité de cet Etat d'urgence sanitaire.

Avons nous été protégés ?

Le Welfare State a t-il refait son apparition ? Dans une certaine mesure oui, puisque le chômage partiel a été programmé, accordé pour faire face à la crise sociale et économique que l'arrêt brutal de toute activité ne manquerait pas d'entraîner. Mais produire des pansements sur des plaies ouvertes ce n'est pas vraiment protéger, car protéger, c'est prévoir. L'écureuil qui prépare ses noisettes pour l'hiver a longtemps été le fétiche des livrets d'épargne et de prévoyance de nos enfances.

Mais pour nous le gouvernement n'avait que des mots ronflants et inquiétants « c'est la guerre » nous avait répété le président, des expédients et nulle prévoyance, nul instrument ou matériel, ni tests ni masques.

« Il y a eu récemment quelques difficultés logistiques, mais les masques arrivent dans les

pharmacies depuis hier », avait assuré à l'issue du Conseil des ministres du 18 mars, la porte-mensonge du gouvernement, Sibeth Ndiaye. Elle expliquait que l'Etat continuait de libérer des « stocks stratégiques » pour les départements les plus touchés. Nul masque ne vint dans les pharmacies et même les malades étiquetés comme tels ne purent y accéder, ils devaient se débrouiller s'ils craignaient de contaminer proches et voisins.

L'Etat osa dire que les masques étaient en fait dangereux car difficiles à utiliser. Toujours le porte-mensonge... je ne pouvais m'empêcher de penser à la couverture d'un petit livre paru chez Allia en 2016. Une jeune femme aux cheveux argentés écoute avec un sourire énigmatique, un pantin au très long nez, Pinocchio dans le rôle de la propagande étatique, cette forme de falsification de la réalité qui intéresse l'auteur du texte, Alexandre Koyré dans ses *Réflexions sur le mensonge* paru en 1943²⁴. « Si rien n'est plus raffiné que la technique de la propagande moderne, rien n'est plus grossier que le contenu de ses assertions, qui révèlent un mépris absolu et total de la vérité. Et même de la simple vraisemblance. Mépris qui n'est inégalé que par celui- qu'il implique- des facultés mentales de ceux à qui elle s'adresse. »²⁵ On nous prend pour des « cons finis » comme disait mon collègue.

Tutoriels et civisme

Un civisme de l'auto-organisation fit alors son apparition, il fallait croire les soignants plus que les porte mensonge. Des tutoriels se diffusèrent sur internet pour apprendre à protéger plus qu'à se protéger, des couturières mirent des centaines de masques à disposition d'une manière courageuse et bénévole, on fabriqua, commanda, offrit des masques pour ses proches, ses voisins, ses cousins, ses copains, ses copines.

Des sites d'entraide covid débouchèrent sur des brigades d'entraide qui distribuèrent bientôt des repas à ceux qui manquaient du minimum, on discuta, on se disputa, on recommença, on rigola, on se redisputa, mais c'était la vie qui reprenait ses droits.

Dans le sud ouest des aides soignantes fabriquèrent des masques avec de vieux soutiens gorges, c'était drôle coloré et indispensable en particulier dans les EHPAD. Elles rigolèrent bien du caractère provocateur de leur nouveaux atours mais protégèrent, avec candeur, et responsabilité, loin de l'Etat manipulateur et inconséquent.

Défaillance étatique

Quand le confinement avait été décrété quinze jours plus tôt dans les dites EHPAD, seules les directions prévoyantes disposaient de masques. Quand au personnel, il entrait et sortait des établissements avec un test de température, en arrivant et en partant. Les procédures de sécurisation avaient été laissées à l'appréciation des établissements par les Agences Régionales de Santé, comme la date exacte de confinement. Mais ces établissements n'avaient accès à aucun tests, et les familles se voyaient définitivement exclues de l'enceinte qui prenait une véritable allure carcérale. L'Etat, c'est-à-dire les ARS avaient laissé ainsi aux directions d'établissement une très lourde responsabilité. Elles étaient à la merci d'une erreur d'appréciation face au virus, à la merci des groupes qui les employaient, à la merci de l'Etat qui se délestait, à la merci des familles qui s'alarmaient. Solitude dingue qui rend dingues et meurtrit. L'Etat même dans sa forme réticulaire ne jouait pas du tout son rôle de protection, ni pour le personnel, ni pour les directeurs et directrices d'établissement, ni pour les personnes âgées confinées.

²⁴ Alexandre Koyré, « Reflexion sur le mensonge », *La Renaissance*, NewYork, 1943, réédition Allia 2016.

²⁵ quatrième de couverture faite du montage d'extraits des pages 9-10-11. ed Allia.

Or le confinement dans ces établissements n'était à l'évidence pas la bonne solution, à moins de se confiner tous ensemble familles, soignants et personnes âgées. L'expérience a été faite à Beauvais pendant un mois et elle fut concluante, zéro contamination, mais un inspecteur du travail rompt le moment extraordinaire... et remet tout le monde en danger. Il aurait fallu des tests pour séparer les porteurs de virus des autres et cela concernait tous ceux qui pénétraient ou vivaient dans les établissements. Ces tests furent mis en place le 5 avril, entre temps les morts se sont égrainés et les familles se sont endeuillées.

Certains se sont extasiés du fait que pour la première fois, on préféra protéger la vie plutôt que les profits « quoiqu'il en coûte ». J'ai d'abord succombé à cette assertion, mais c'était faux, on prenait juste la mesure que trop de morts produirait une protestation inouïe. Il fallait prévenir car cette protestation après tout, nul ne pouvait prévoir ce qu'elle serait capable d'opérer.

Il fallait prévenir la maladie du corps social qui commençait déjà à dire que l'Etat nous mettait en danger en ne prenant pas les mesures nécessaires à la protection des corps en danger sanitaire. Les soignants réclamaient, s'alarmaient, travaillaient dur et étaient contaminés. On manquait de tout. On prépara des procès, on fit des banderoles pour les fenêtres « de l'argent pour l'hôpital », « du fric pour l'hôpital public », « la santé c'est publique... »

Les mensonges d'Etat surgissent quand l'Etat a peur, il ment pour se défendre en attaquant la réalité. Le mensonge est l'arme de ceux qui n'ont plus que cela, mentir pour tromper l'adversaire et se venger du fait qu'il vous fait peur. Mais l'Etat actuel ment aussi pour le plaisir, dans l'ivresse d'exercer cette faculté étonnante de créer par sa parole un monde dont il est seul responsable et auteur. Et en même temps.

Intermède 2

Les quinze jours étaient passés, le Covid m'avait fait peur pour un proche, pour moi, la nouvelle fatigue était autre. Le repos n'avait pas duré longtemps, je ne sais pas bien ce qui me fit accepter de me brancher sur skype, OVH, big blue button, gotomeeting, tous ces outils qui faisaient alors leur marché. J'ai résisté à Zoom, mais c'est celui qui s'impose à l'international... Peut-être passés les premiers jours, un souci pour les étudiants qui sans doute avaient besoin de n'être pas eux aussi abandonnés. Mes enfants que je voyais un peu déboussolés n'y étaient pas pour rien. Mais aussi la nécessité de savoir ce qui se passait pour les autres, faire tomber l'isolement social et politique, reprendre un fil car ça allait durer au delà de ce que j'avais osé imaginer. Entre temps ma mère vivait l'angoisse quotidienne. Chacun devait se tenir loin des autres. Les petits vieux se regardaient de travers ; quand l'une d'entre elle tentait de s'approcher pour parler c'était la fuite. Un silence morne s'abattait sur les lieux. Dans un salon la jeune femme de l'accueil s'occupait de la tablette « skype » pour mettre en contact les familles et les résidents, puis elle tomba malade. Ma mère technophobe avait refusé cet outil qui supposait une présence médiatrice entre elle et ses enfants. Le téléphone et le courrier cela pouvait suffire. Elle me dit que quand elle entendait ma voix, c'était comme si elle me voyait dans le fauteuil face à elle. Je m'en voulais d'avoir enlevé mon masque dans sa chambre le 1^{er} mars. Mais le 1^{er} mars c'était avant comme elle disait, c'était il y avait déjà longtemps. Le temps prit une étrange teneur, il filait plus que d'ordinaire, et s'offrait comme saturé d'activités ménagères, de soins à donner, de retards à rattraper, de réunions à organiser, de films à voir, de nouvelles à prendre. Non, nous n'avions pas cédé à la sauvagerie, en fait beaucoup moins que d'ordinaire, c'était même assez doux de recevoir ces nouvelles fréquentes et d'en donner avec des images, des blagues. Si personne ne savait plus bien ce qu'il devait faire, il y a eu

aussi des gens parfois merveilleux dans leur art de réinventer une tentative de société de secours réciproques selon la belle expression de Billaud-Varenne.

Mais le système D du care autogéré rassure plus sur la nature humaine que sur la situation. Nous ne sommes pas tous mauvais, égoïstes et tétanisés. La jouissance de faire le bien demeure une ressource pour l'action, qui pourtant n'est pas vraiment politique mais civile, civique, solidaire, organisée en brigades. Mais comme le tonneau des danaïdes, c'est sans fin et ça ne change in fine que trop peu de chose à l'enfer néolibéral.

Et puis les réunions politiques étaient encore ratées, toujours ce refus de la stratégie, du débat, de la pensée complexe et des nécessités inventives au delà du care. Certes certains osent demander qu'on réfléchisse à la reprise du gouvernail de la loi et compte tenu de nos institutions, du gouvernail de l'Etat, mais ils sont mal vus, je suis mal vue de ne pas croire à la seule magie communaliste...je reconnais que c'est pourtant bien dans ces noyaux sociaux inventifs et généreux que la vie vraiment humaine reprend ses droits dans cette dé-subordination, mais je la sens si fragile face à cette police de sbires, cet Etat Pinocchio. La vie fragile.

Confinement en EHPAD, une structure publique/privée

La vie fragile

C'est bien cela la vie en EHPAD. Certains des pensionnaires que j'avais rencontrés étaient entrés après un AVC comme ma mère ou parce qu'ils étaient Alzheimer, ou simplement pour ne pas mourir seuls, être encore socialisés à la veille de mourir quand les leurs avaient disparu ou que les enfants étaient décidément trop loin. Certains venaient pour les soins quotidiens, psychiques ou corporels, parce qu'ils ne savaient plus prendre leur médicaments et faire leurs courses et leur cuisine, ne pouvaient plus faire leur toilette seuls, parce que la mémoire était par trop défaillante et le corps aussi. Un peuple de vieux un peu inconnu, un versant de l'humanité devenu tabou et dont on parle fort peu ou mal. On connaît l'*infans* qui ne sait pas encore parler, mais que sait-on vraiment de ces êtres humains qui parlent mais ne savent plus bien le lendemain ce qu'ils ont dit ? Que sait-on de la tendresse qui manque, quand la maltraitance se fait par paroles rares et bourruées, ou gestes absents ?

Ma mère ne voulait pas rentrer chez elle, elle voulait aller en maison de repos après son AVC mais à 83 ans, une maison de repos c'est un EHPAD, et un EHPAD c'est aujourd'hui une entreprise. C'est côté au CAC 40 et même avec la mort qui rôde plus qu'à l'ordinaire les actions grimpent. C'est rentable. La spéculation sur ce versant de la vie humaine fragilisée, est rentable. Mesure-t-on le caractère odieux d'un tel énoncé. C'est incommensurable comme la perte d'humanité. Loin de tout droit créance, les vieux et les vieilles permettent de faire du retour sur investissement pour une entreprise rentable si elles en ont les moyens. Les autres n'existent pas et si on les a confinés, c'est moins pour les protéger que pour ne pas encombrer les hôpitaux surchargés. Certains médecins l'ont dit crument qui voulaient priver de leur liberté indéfiniment ces pauvres gens et leurs familles. « Ces gens là ne devaient pas encombrer les hôpitaux. » Nous sommes une société de monstres et nous acquiesçons à la monstruosité, par lâcheté, fatigue, inconscience, dans le sentiment que notre responsabilité n'est pas totale puisque c'est structurel et nous nous retournons sur nos vies, sur nos querelles, nos désespoirs, nos espérances, nos craintes désormais. Nous sommes désolés, et nous faisons avec notre sentiment de culpabilité et aussi le soulagement quand même d'y arriver à regarder la vieillesse et donc la mort en face, celle qui nous attend aussi.

Une chambre à soi dans un monde partagé

Contre toute attente ma mère ne s'est d'abord pas déplu en EPHAD. Elle retrouvait une vie sociale, des activités culturelles, qu'elle avait abandonnées depuis un moment enluee dans une dépression de longue haleine dont aucun de ses trois enfants ne réussissait à l'arracher. En octobre l'année d'avant, une cérémonie avait eu lieu pour honorer la famille qui l'avait cachée, enfant, pendant la guerre. C'était bien dans un sens d'enfin pouvoir dire qu'Angèle Laurier avait été une *Juste parmi les nations*. Ses petits enfants, et arrières petits enfants de notre génération, avaient été heureux que ce soit reconnu. L'école du village porte maintenant ce nom : *Angèle Laurier*. Mais ma mère avait revécu le trauma et après la fête elle avait un peu déprimé. J'étais repartie de l'autre côté de l'Atlantique pour des mois. La nouvelle de l'AVC me parvint la veille de mon retour qui se précipita. L'été fut délicat, mais après l'hôpital de jour, l'EHPAD apparut d'abord comme un havre de paix. Enfin une chambre à soi après deux mois de promiscuité un peu hargneuse...et puis l'animateur d'un peu plus de trente ans est doué. Il sait faire rire ses vieux, il les soulage de leur tristesse, les rend fiers d'eux pour se souvenir d'un livre, d'une exposition, d'une chanson, d'un événement, il les fait jouer aux boules, fait des crêpes et invite des musiciens pour tous les goûts : de l'opéra, du jazz, des chansons à textes. La vie retrouve des couleurs. Je me suis réjoui pour elle et aussi pour moi. Pour la première fois de sa vie une psychologue vient lui parler et le médecin lui donne des antidépresseurs. Elle avait toujours refusé de se soigner. Je repense à sa vie et je me dis que finalement cet AVC aura permis ces soins là et que ça change beaucoup de choses, elle est moins agressive et plus capable de dire merci. On réussit à se parler avec plaisir quand on se voit. Je lui ait fait une liste des moments heureux vécus pour qu'elle se souvienne d'autre chose que des malheurs, un peu comme un mantra à lire si elle flanche.

Mais, elle se mit à appeler mon frère plusieurs fois par jour, puis moi, puis ma sœur. Ce fut difficile, mais en août, ça se calma. Elle alla mieux. Le scanner de contrôle est alors programmé, elle a peur. Nous la rassurons avec ma sœur et nous y allons toutes les trois. Tout se passe bien.

A l'automne le neurologue affirme que l'AVC est cicatrisé, que la cognition est satisfaisante, bref que ça va. Mais elle ne veut pas rentrer chez elle. Elle veut garder cette chambre et les soins qu'on lui prodigue à un rythme variable, la toilette quotidienne, les médicaments, la psychologue une fois tous les quinze jours, les kiné quand c'est utile. Et puis l'animateur à qui elle s'est déjà attaché. Ne plus avoir à faire à manger, ne plus avoir à penser trop à la suite des jours. Elle veut rester. C'est un peu cher, je ne suis pas enthousiaste avec ma sœur et mon frère de nourrir Orpée, mais je la trouve mieux et c'est sa vie. Elle doit avoir raison cette fois.

Covid catastrophe

La catastrophe est un *dénouement*, et le covid produit cela, le nœud qui avait été bien effectué se dénoue. La psychologue est personne à risque face au Covid, et elle quitte rapidement l'établissement, elle était en CDD, il s'achève. Nos visites hebdomadaires que nous faisons chacune, ma sœur et à moi, s'arrêtent. Et moi qui ne voulait pas trop du téléphone, il ne reste que cela. Mon frère qui vit à l'étranger ne peut plus venir une fois par mois. L'animateur fait son possible, mais la dite distanciation sociale imposée rend la tâche difficile, et une semaine sur deux, il doit s'occuper de ses jeunes enfants.

Puis le confinement devient plus drastique. Chaque pensionnaire doit rester dans sa chambre. Tout se rétrécit, mission impossible pour la vie. L'animateur tente bien de

passer de chambre en chambre avec le courrier et des blagues, mais c'est difficile, ma mère a peur du virus, elle revit une fois de plus ses traumas, refuse de prendre les petits enfants d'Angèle au téléphone. Le personnel répond présent mais a peur, certains arrêtent, ma mère ne reconnaît plus les personnes qui s'occupent d'elle, elles ont une charlotte, un masque, une blouse et une sur-blouse. La peur envahit son monde, la mort rôde.

Nous avons organisé avec mon frère et ma sœur un tour pour lui téléphoner chaque jour, nous sommes quasiment ses seuls points de repère dans des journées vides entre la toilette et les repas servis sur un plateau, midi et soir. Elle craint qu'on oublie son médicament pour dormir, qu'on ne lui fasse plus sa toilette car une fois, elle a été effectivement oubliée. Je comprends que le covid a tué ce jour là et que l'équipe souffre. Je l'ai appris sur une liste what's up de familles qui veillent au grain depuis des mois, et qui là préviennent et sont fâchées car elles n'ont pas été admises au chevet des mourants. Catastrophe donc. Elle se plaignent aussi de n'avoir pas été vraiment prévenues, d'avoir appris que c'était le covid au moment des funérailles par le croque mort. Mais sans test que peut t-on dire ? Chaque jour pendant dix jours au moins j'apprends la mort de quelqu'un, parfois de deux personnes le même jour et je reçois la liste de messages de condoléances. J'admire les croyants et les incroyants. Pour savoir de qui on parle, certaines familles envoient des photos. Je reconnais certains d'entre eux et je suis sidérée et triste.

Une Vérité qu'il faut constamment aller chercher.

Je téléphone à la direction pour savoir si c'est bien le Covid, j'ai le directeur adjoint, j'entend une hésitation et puis un « oui c'est vrai ». Je comprends que la vérité ne pourra que sourdre et non pas être dite. Ou qu'il faudra constamment aller la chercher sans être sûr de l'obtenir. Ici pas de porte-mensonge, mais des mensonges par omission. La vérité sera la nourriture des âmes fortes, et des siens, les autres ne sont pas invités au partage. Parce que certains pense-t-on ne peuvent supporter un aliment de dure digestion, cette vérité crue ne les anéantirait-elle pas ? Ou ces familles deviendrait impossible à « gérer ». Il faut la neutraliser, l'habiller, la doser. Et puis la confiance entre l'institution et les familles est déjà dégradée. On ne peut demander des miracles à des aides soignantes surexploitées et trop peu nombreuses. Il y a eu des disfonctionnement pendant l'hiver et les échanges se sont fort mal passés. La direction refuse de faire confiance. Elle ne sait pas quel usage sera fait de la vérité. C'est trop compliqué cette séquence. Il y a mille raisons de rester prudent, « toute vérité n'est pas bonne à dire » dit le proverbe...Et nous sommes en situation où le mensonge est finalement un moindre mal pour la direction, il est sinon recommandable, tolérable. Tout le monde ment plus ou moins pour la plus ou moins bonne cause. La situation est dingue et pour les pensionnaires, ça résonne. Ils ont tous plus ou moins vécu la guerre, et la guerre est bien là : son symptôme c'est le mensonge qui témoigne de cette guerre sourde entre l'institution et les familles. Car en guerre, il ne faut pas informer mais désinformer l'ennemi, et nous sommes donc en conclusion logique comme familles, des ennemis à désinformer. Plus ou moins, à des degrés variables, avec des intensités qui changent avec les situations à vivre. Mais malgré tout des ennemis ; ça me rappelle mes années de parent d'élèves...

La loi, une circulaire

Les Agences Régionales de Santé, ARS ont pondu une circulaire en direction des EHPAD. Elle n'est pas diffusée aux familles et l'on va comprendre pourquoi. Elle a une portée inquiétante. « La place laissée aux proches dans le processus décisionnel et dans l'accompagnement risque d'être limitée par ces circonstances exceptionnelles » dit-elle. De telles dispositions autoriseraient ainsi une dérogation aux règles de la loi Léonetti sur *le droit de bénéficier des soins les plus appropriés* qui stipule que toute décision doit faire l'objet d'une consultation *préalable* du patient ou de sa famille en cas de décision à prendre. Or une circulaire ne peut déroger ou autoriser une dérogation à une loi, à moins qu'une autre loi ne prévoie cette possibilité, mais tel n'est pas le cas de la loi sur l'état d'urgence sanitaire du 23 mars 2020. La circulaire prévoit désormais que « toute décision doit...faire l'objet d'une communication, claire, loyale et sincère avec l'entourage... ». Elle autorise donc une décision unilatérale avec communication ultérieure. Cette décision qui serait prise unilatéralement par la direction des EHPAD concerne la poursuite des soins et l'admission à l'hôpital en réanimation. La circulaire préconise de limiter cette possibilité en fonction des disponibilités. Aucun vieux, aussi valide était-il avant le Covid, ne doit priver un jeune d'une place en réanimation. On laissera donc mourir... Enfin, la circulaire est silencieuse sur la manière dont les soins palliatifs devront être assurés dans l'institution, lorsqu'une hospitalisation aura été déclarée impossible.

Il est impossible de savoir dans quelles conditions cette circulaire a été appliquée dans les EHPAD, mais comment ne pas imaginer qu'elle l'a été d'une manière qui a mis en danger la santé et la vie des résidents, au mépris de la loi Léonetti ?

Les agences régionales de santé ont poussé les directions d'EHPAD à contourner la loi...

Chaque jour, deux fois par jour

J'ai appelé au téléphone ma mère chaque jour, deux fois par jour, le matin pour un bonjour, l'après midi un peu pour remplacer l'animateur, pendant une heure. C'était étrange mais assez doux en fait, sauf quand la plainte à l'égard des personnes qui l'entourent enflait et devenait pénible. Il fallait ramener patiemment de la raison, de la situation, de la conscience de l'autre... mais sinon je me suis inventé un rôle neuf. J'ai regardé des films qu'elle avait aimé pour les lui raconter, je lui ai chanté des chansons drôles de Boris Vian. *La java des bombes atomiques* a été en haut du hit parade, mais j'ai aussi tenté *le cinémascope*, *la complainte du progrès* et *je suis snob*. Je lui ai lu des poèmes de Victor Hugo, son géant adoré, mais aussi d'Eluard, de Roubaud, de Charles Cros, de Supervielle et de Tardieu. Ma sœur avait lu *les Fourberies de Scapin*, elle voulut aussi que je lui lise du Molière, je choisis *L'amour médecin*, mais nous ne sommes pas allées au bout ensemble. Je lui ai lu *l'histoire du Tigre* de Dario Fo, telle que je l'avais entendue avec elle au TEP quand j'avais quinze ans. J'ai relu ses poèmes préférés et deviser sur ce qui se passait, donner des nouvelles plus ou moins vraies, moi aussi je n'ai pas tout raconter...j'ai envoyé des images de fleurs et conseillé de ressortir mon mantra de l'été dernier. J'ai convaincu de refaire du dessin, mais ce n'était pas facile de la convaincre qu'elle avait tort de trouver ce qu'elle faisait « raté ». J'ai demandé à connaître mieux quelques mots de yiddish. Finalement j'ai réussi à tenir chaque jour l'exercice, sans parler des morts. Nous qui avons été si longtemps dans des liens difficiles, nous avons réussi à traverser cette étrange situation désespérée.

La vie s'était insinuée et le téléphone ce n'était pas si mal.

Les tests

Enfin, alors que le confinement durait depuis un mois déjà dont quinze jours dans la seule chambre, les tests covid sont arrivés le 5 avril. Ma mère était positive asymptomatique ; elle nota le mot qui lui parut compliqué et une réorganisation de la vie se fit. On sépara la cohorte de ceux qui avaient eu la maladie sans en souffrir et ceux qui ne l'avaient pas eu. Les aides soignantes avaient peur lorsqu'elles travaillaient avec les pensionnaires de l'étage des positifs. Seules de jeunes stagiaires semblaient pouvoir assumer cette proximité des corps de personnes âgées infectées. L'information sur l'organisation qui désormais prévalait était complexe à obtenir. Mais malgré tout l'animateur alterna ses activités entre les deux étages concernés, il me dit au téléphone qu'il ne laisserait tomber personne. Ses enfants étaient retournés à l'école. On réunit les personnes pour le déjeuner à l'étage même. Avec le « scaphandre » masque charlotte blouse sur-blouse... des visites redevenaient possible dans le jardin. Je revis ma mère ou plus exactement les yeux de ma mère et j'eus une impression étrange ; le mot distanciation prit une coloration intense, intensité de la morbidité installée mais aussi intensité du regard. Ce régime intermédiaire dura trois semaines, puis on refit des tests, les asymptomatiques n'étaient plus contagieux, la salle à manger rouvrit. Mais les visites restaient parcimonieuses. Dimanche prochain 21 juin nous sommes conviés à partager un premier repas en commun.

Responsabilités

Etrangeté du lien filial et du monde contemporain. Ceux qui ont perdu leur parent veulent faire un procès à la direction de l'établissement et à Orpéa. La judiciarisation du conflit entre le sentiment commun d'humanité et la manière dont nous avons de fait, été déshumanisés, ne me semble pas couler de source. Certes cette déshumanisation est apparue crument pendant le COVID et s'est aggravée quand la situation a conduit à ne plus assister les mourants, mais le retour à l'ordinaire est bien un « retour à l'anormal » : celui d'une grande relégation des personnes très âgées devenues des corps plus que des vies. D'ailleurs certains, parmi les morts de cette séquence, ne sont pas morts du covid, mais de glissement, cette euphémisation de l'abandon de l'effort de vivre lié à la solitude, ils n'ont pas supporté le confinement drastique, l'absence de liens, de paroles et de tendresse. Prendre soin de la vie ce n'est pas seulement prendre soin des corps, mais en faire le point d'appui de la vie humaine, bios/zoé, nous en parlons depuis si longtemps mais ne savons pas sortir de cette politique de la survie. Il y a des crèches coopératives, mais très peu d'EHPAD coopératives car il ne faut pas être dépendant pour coopérer et les familles ne réussissent pas à risquer des gestes si coûteux quand les parents sont dépendants. Je me suis mise à imaginer des étages EHPAD dans des immeubles ordinaires, pour cesser la réclusion et permettre le collectif, sortir des lieux où l'on ne croise que des vieux qui savent que c'est la fin. J'ai appris que des soignants avaient inventé des formes déambulatoires d'EHPAD dans le sud-ouest, les gens vivent chez eux mais sont regroupés pour des activités, des repas. Ce n'est pas simple, mais ils essaient car ces soignants ne voulaient plus collaborer avec les EHPAD ordinaires. Ils voulaient donner de vrais fruits murs à leurs protégés, de vrais soins, le temps de parler après la toilette, de rire et d'aimer la vie.

Mais l'ordinaire ce sont de fait des corps amoindris simples objets d'investissement marchand, pour un retour sur investissement. La mortalité aura bondi de 249% dans la région parisienne entre mars et mai 2020 dans les EHPAD. Le cours des actions des grands groupes de cette économie de la vieillesse aussi. Il sera possible de continuer à prélever des sommes exorbitantes sur les patrimoines familiaux des classes moyennes

ascendantes de la période fordiste sans avoir besoin de faire de nouveaux investissements puisque des places se seront libérées. Prétendre protéger et spéculer au sens le plus cru sur la mort.

Il y a mille responsabilités intriquées et je crains qu'on fasse payer des lampistes plus que l'Etat, les ARS et ces grands groupes. La loi secret des affaires passée vite fait pendant le confinement par notre gouvernement et notre chambre des députés, protégera Orpéa... Les ARS seront –elles inquiétées ? Il va falloir suivre cela de près car justice pénale, vengeance et guerre sont trois manières d'obtenir un semblant de réparation pour ceux qui font les procès. Mais si réparation il doit y avoir, je ne crois pas que ce soit la fonction de la justice de réparer les individus, il faut réparer le corps social et il est si abîmé que je ne crois qu'à un sursaut politique, qui atteindrait aussi le fonctionnement des EHPAD. Mais j'ai peut être tort.

Intermède conclusif

Certains collègues, du collège de France, nous avaient promis un renforcement du Léviathan étatique auquel nous ne serions vraisemblablement pas capables de nous soustraire. Nous adopterions stop-covid l'application de traçage et serions ces serfs volontaires par peur de la mort. Cette peur éternelle et mauvaise conseillère pour qui veut vivre en démocratie. Mais refuser d'être soumis à une condition d'être-pour-la mort est au fondement de la pensée utopique, non pas nier la mort, mais refuser qu'elle dicte ses lois, et préférer à la résignation liée à la pensée de la mort, l'organisation du désordre fraternel et de la vie malgré notre condition humaine, grâce à notre condition humaine.

Entre Léviathan et utopie, disons que la vie s'est vraiment frayée un chemin pendant ce confinement. Parfois bizarrement, parfois maladroitement, mais la mort aussi proche fut-elle ne l'a pas emporté.

La pensée de la mort et la peur qu'elle engendre produisent des « machines à gouvernement. » La pensée de la vie produit la démocratie, l'autonomie, le contrôle citoyen sur les lois de sauvegarde.

Nous avons indéniablement en France une « machine à gouvernement », qui pour faire sa Révolution néolibérale a produit des lois de destruction de l'Etat social et des « lois de contraintes » sur les corps vivants, sur les vies libres. Cette machine à gouvernement est aujourd'hui désavouée par 2/3 des citoyens en France, pour, face à la pandémie, n'avoir pas pris à temps les mesures protectrices de la population et des soignants, et avoir menti. La demande de procès pour de « grands coupables », ceux du gouvernement dépend de la cour de la cour de la République. Il est possible qu'ils aient lieu.

Face à cette « machine à gouvernement », les Français ont déclaré faire plutôt confiance aux soignants et fabriqué eux même les masques manquants, faire confiance plutôt aux maires élus de proximité, qu'aux députés élus avec un mandat représentatif, mais ne dialoguant plus avec leurs mandataires, ils ne sont plus que la courroie de transmission des défaillances gouvernementales sous lois de contraintes.

Lorsque Saint-Just au printemps de l'an II (1794) referme la lutte des factions, il est convaincu qu'on ne peut gagner une révolution avec les seules lois de contrainte et la seule « machine à gouvernement », il en appelle aux institutions civiles qui autour de noyaux de communautés affectives permettront de consolider l'art de vivre révolutionnaire, l'amour de l'égalité, de la liberté, et fonderont enfin la patrie comme « communauté des affections ».

Emmanuel Macron a réussi à fabriqué une machine à gouvernement, mais il ne peut compter sur cette communauté des affections. Ceux qui ont montré leur vaillance civique en soignant, cousant, en enseignant vaille que vaille, en faisant la classe à leurs enfants, en

soutenant leurs vieux parents isolés, en distribuant des paniers d'alimentation aux plus démunis, en logeant ceux qui n'avaient pas de logement, sont opposés radicalement à ce gouvernement. Or paradoxalement la crise du Covid a fait redécouvrir le pire comme le meilleur, la délation mais aussi « une société de secours réciproques ».

C'est pourquoi l'on peut craindre non seulement que les lois de contrainte continuent à produire leur étau sur les libertés publiques, mais que tout soit fait pour que cette communauté, cette socialité paradoxale ne laisse pas de traces, soit réprimée et récusée. Le retour à l'anormal serait le retour à des procédures qui à long terme désocialisent et conduisent à une espèce de frilosité généralisée des liens, une « perte de confiance civile ».

Toujours selon Saint-Just, sans confiance civile, les hommes se fuient et ne peuvent plus penser qu'ils sont libres parce qu'ils font lien, ils finissent par croire que les autres sont toujours des obstacles à leur liberté, voire des dangers qui mettent en péril leur bonheur. Ainsi commence le règne de la guerre de tous contre tous, le règne de la peur et d'une nouvelle sorte de guerre civile. Non pas un front belliqueux avec une véritable scène guerrière, mais un front de classe qui ne dit pas son nom.

Aujourd'hui ce nom est « distanciation sociale », elle segmente le corps social.

Si le télétravail a été une sauvegarde, sans lieu pour se rassembler les rapports sociaux des télétravailleurs risquent de perdre leur fluidité, leur familiarité, leur évidence et leur efficacité réflexive, car c'est avec les autres qu'on invente, qu'on projette, qu'on critique, qu'on lutte, qu'on enseigne...

A supposer que la pandémie soit résistante, comment pourrions nous résister à cette machine, qui loin de nous protéger nous défait ?

La question était lancinante pour les révolutionnaires : comment un peuple peut-il se protéger d'un gouvernement désastreux ?

Le droit de résistance était une ressource mais ultime, et aujourd'hui la résistance est violemment réprimée par une police qui a les mains libres grâce à l'état d'urgence ordinaire.

La possibilité de juger les fonctionnaires, les représentants malhonnêtes était une ressource, mais faut-il encore aujourd'hui que les procureurs acceptent d'agir, de mettre cette justice en action.

Il était également possible dans la constitution de 1793 de déclarer une loi inacceptable, de la censurer, de la révoquer. Cela s'appelle le contrôle démocratique et puisque nos gouvernants parlent si souvent de démocratie, il faut sans doute les prendre au mot et réclamer les institutions politiques qui permettront d'exercer ce contrôle démocratique.

Les gilets jaunes pour évoquer un régime soit disant démocratique mais où le peuple n'a plus droit à la parole parlent de démocrature.

Pour retrouver la possibilité de se déclarer démocrate, chacun devra faire de ce contrôle démocratique la pierre de touche du régime à venir. Cela doit devenir le centre de notre débat public.

Nous ne voulons plus être contrôlés par des machines à gouvernement défailtantes et despotiques, nous voulons contrôler ces machines, et nous auto-contrôler c'est-à-dire redevenir un peuple souverain apte à décider sous quelles lois il veut vivre, même en période de pandémie, surtout en période de pandémie.

Cessons de confiner nos espoirs politiques, nous vivons en pays étranger.

Nous étions en juin 2020.

Ethique de l'événement, l'accueil des Gilets Jaunes, automne -hiver 2018-2019

Il y a eu un événement gilets jaunes.

Peut-être même une myriade d'événements, chaque fois singuliers et identiques, car ceux qui sont descendus sur les ronds-points et dans la rue de fin octobre 2018 au printemps 2019, le faisaient souvent pour la première fois et ne savaient pas, peu avant qu'ils le feraient.

Un geste soudain.

Leur scénario était neuf. Intéressant pour cette raison même. Il s'agissait de jouer sur un symbole commun et facile à endosser : le gilet jaune. Objet étonnant par sa couleur réputée être celle des traîtres, mais étonnant aussi par ses enjeux symboliques : en cas d'accident de voiture, ce gilet doit vous permettre d'être visible sur la chaussée et ainsi vous protéger. Objet étonnant car peu importe qui vous étiez avant de porter ce gilet jaune, vous l'endossez et vous devenez acteur d'une protestation qui vous réjouit et vous dépasse. Cette capacité du gilet jaune à rendre homogène un agrégat hétérogène et fluide est indéniablement une force : celle d'une foule pourtant fragmentée sur des ronds-points et des pages de réseaux sociaux. Or dans cette foule horizontale, des opinions, des savoirs circulent, s'échangent et consolident un sentiment neuf de partage, de courage. En face, un gouvernement silencieux qui ne cède en rien sur sa morgue et blesse les sentiments de dignité de ceux qui demandent une pleine reconnaissance sociale et politique. En retour émerge une détermination, neuve. Y a-t-il des meneurs ? Dans une certaine mesure oui, mais ils peuvent être éphémères. L'identification verticale est en partie mouvante et pluralisée, l'identification horizontale pourtant solide. Ici, nulle dissociation des émotions et des arguments. Le sentiment de puissance émerge de cette découverte : le partage d'un point de vue avec d'autres comme reconnaissance réciproque. Cette unité ne conduit pas à une déshumanisation mais souvent à une jubilation. Il y a du plaisir et même, pourquoi pas, de la jouissance à partager des opinions et des émotions. On aura reconnu ici les motifs d'une jouissance liée au desserrement du surmoi. Cela peut produire un surcroît de valeur morale, comme conduire la foule à l'abjection. Une foule est sur le fil. Le gouvernement joue avec. Dangereusement.

Les gilets jaunes apparemment ne sont ni encartés, ni syndiqués, ni clairement politisés au sens d'une appartenance assumée à une sensibilité politique identifiable. S'ils en ont une, ils préfèrent la mettre dans l'ombre, au repos, en suspens, « they would prefer not to » et disent qu'ils ne sont ni de droite ni de gauche, se disent apolitiques, en fait en désaccord profond avec la manière dont la politique se mène depuis un moment. Ils disent qu'ils en ont assez d'être ignorés, c'est-à-dire invisibilisés et jamais écoutés, d'être maltraités, c'est-à-dire mal payés mais aussi mal rétribués en termes de soins et d'éducation, de logement, d'être vilipendés, c'est-à-dire mal considérés pour avoir demandé plus d'équité dans la répartition de la facture climatique. Ils ne veulent pas payer une écotaxe qui pèse sur des périphéries si mal reliées qu'il est impensable de n'avoir pas une, voire deux voitures par foyer quand les avions sillonnent le ciel en toute liberté. Ils ne demandent pas à « être milliardaires » mais ils souhaitent pouvoir « vivre de leur salaire ». Ils pensent faire ce mouvement pour leurs enfants afin qu'ils puissent vivre correctement après avoir reçu une éducation équitable, dans l'égalité des chances. Événement car, quelle que soit l'issue de ce qui arrive, cela aura des effets à long terme, quoi qu'on puisse en dire, il y a dans la demande des gilets jaunes une demande de

liberté –prendre part au pouvoir, se gouverner plutôt qu’être gouverné, et une ardeur à la demander qui ne pourra être seulement refoulée. Cette ardeur est notable dans la grande inventivité formelle, tactique et stratégique qui a été la leur. Dernière bataille aveugle avant la glaciation, ou balbutiement formel avant l’organisation véritable ?

Jaune poussin sortie de l’œuf ?

Sans doute pas pour tous, car si le gilet est un outil neuf, drapeaux et autres accessoires n’étaient pas tous sortis pour la première fois, mais sortis ensemble.

Comprendre

Or d’une manière étonnante, cet événement inattendu, a été accueilli par une myriade de textes, commentaires, désirs de comprendre ce qui arrivait. Qui étaient ces nouveaux venus qui ne se reconnaissaient pas dans les conventions politiques du pays où ils vivaient ? Qui étaient ces nouveaux venus qui n’avaient pas jugé bon d’être là contre la loi travail et n’avaient pas participé aux Nuits debout ? Ces nouveaux venus ne savaient pas même que manifester avait des règles construites sur la longue durée de l’histoire du mouvement ouvrier et de ses négociations avec l’ordre et son maintien. Des Français quelque part étrangers à quelque chose d’eux mêmes non pour avoir oublié mais pour n’avoir jamais appris. Pas appris à l’école, ni au travail, ni devant la télé. On n’apprend pas à manifester dans ces lieux. Apprendre à manifester, ça se transmet. C’est un geste que l’on montre à ceux qui viennent. Là, ils le réinventent, simplement parce qu’ils y croient. Ils croient qu’ils peuvent se faire entendre, exister et être compris. Les Français qui répondent aux sondages d’opinions déclarent d’ailleurs les comprendre. D’emblée et massivement. Soixante dix pour cent.

Un geste inaugural.

Cette histoire demeure inattendue, inattendue peut-être pas de tous, mais de ceux qui espéraient en France un événement qui soit capable d’interrompre l’épopée néolibérale, destructrice des droits protecteurs, des arts de vivre humains, destructrice de la planète Terre littéralement carbonisée. Mais l’inattendu est souvent illisible et inquiétant.

Jaune événement, jaune inquiétant.

On ne sait pas bien qui sont les gilets jaunes sous le gilet. Le mouvement est-il libre comme il l’affirme dans son refus des leaders et dans sa multiplicité surgissante ? *Apocalypse* aurait-on dit dans les années 50. Ou est-il manipulé par des acteurs politiques dissimulés ? L’un d’ailleurs n’empêchant pas l’autre, cela conduit à devoir jouer la partie entre ces deux hypothèses qui ne s’excluent nullement, l’enthousiasme et l’inquiétude.

Des nouveaux venus, étranges, étrangers à la tradition émancipatrice du mouvement ouvrier, et pourtant se revendiquant d’une fondation française, celle de la Révolution française. Fondation émancipatrice disait Jean Paul Sartre, fondation mythique répondait Claude Lévi-Strauss en 1962.

La Révolution française est leur allégorie. Une allégorie séquentielle, fictionnelle, narrative. Elle articule l’ordre de la vérité qu’ils tentent d’inventer. En partant d’un fond commun de ressources, de possibilités, ils inventent leur vérité originale et lui ont choisi cette généalogie. La Révolution française permet un geste inventif qui lance l’aventure avec des signes conventionnels.

Un geste conventionnel.

Pour inventer et se frayer un chemin, signer leur singularité, ils ont répété des gestes connus et les ont ainsi inscrits dans une chaîne de générations. En faisant cela, ils

réactivent la Révolution française, qui quoiqu'on en dise ne peut pas faire bon ménage avec l'Action française et le fascisme français. A vouloir être Français par cette référence, quelque chose s'abolit malgré tout d'une illisibilité de l'événement proclamé « ni de droite, ni de gauche. » La Révolution française a été raillée combattue par la droite catholique dès 1789 et tout le long du XIXe siècle, puis la République a été ralliée par la droite catholique en 1892. Une république qui oui, avait fait de la Révolution française son mythe fondateur mais dans une forme très assagie, nullement émeutière. La droite libérale actuelle rappelle les lois de 1791, Le Chapelier, sa loi martiale, sa destruction des corporations, l'époque du suffrage censitaire et de la fusillade du champ de mars. Une Révolution française à son usage et à son profit, des symboles subvertis dans de multiples retournements. Mais malgré tout cette Révolution française demeure quand même l'envers de la monarchie d'Ancien régime et l'envers de Vichy. C'est de l'histoire, sans herméneutique possible.

Alors oui les gilets jaunes c'est un événement qui arrive avec des arrivants, que faire avec (ce) qui arrive ? Pour d'autres arrivants, Jacques Derrida affirmait qu'il fallait commander une pensée de l'hospitalité, du don, du pardon, du secret, du témoignage. Je dirai une pensée éthique aussi imprévisible que l'événement lui même. Car c'est clair aussi qu'ils s'adressent à tous ceux qui ne les entendent pas, le gouvernement, mais aussi ceux qui ne veulent pas entendre « ces gens là ». L'écart peut être social, culturel, politique, les trois à la fois. Ceux qu'on ne peut reconnaître comme des collègues avec qui faire du commun. Ils ne sont pas comme nous, nous qui savons ce que sont les manifestations, ce que sont la droite et la gauche, l'ordre et le désordre.

Savoir

Il y a ceux qui ont la bonne conscience pour eux, car ils savent ce que savoir veut dire, et leur manière de continuer à savoir les conduit à décrire « ces gens là », ce qu'ils font, ce qui les anime, en extériorité. Il faut rendre intelligible mais sans chercher à les comprendre, ni même chercher à comprendre si la généalogie qu'ils se sont choisis a un sens analogique en plus de son sens généalogique. La généalogie révolutionnaire n'aura pas de place légitime au banquet du savoir.

Et puis il y a ceux qui cherchent ce que serait dans cet événement la condition d'une position éthique, une éthique de l'histoire, celle de notre histoire, celle qui nous arrive et qui arrive par nous, pas celle de Hegel qui n'arrive que quand tout est fini, non celle qui arrive en arrivant, et qui suppose que l'on décide où l'on tente en regard du geste adressé, un autre geste. Une décision.

Une décision responsable qui doit endurer l'expérience de l'indécidable. Endurer et non pas seulement traverser ou dépasser cet indécidable. Lorsqu'on sait ce qu'on doit faire, on ne prend pas de décision, on applique un savoir, un programme. Bien sur il ne faut pas renoncer à savoir, il faut s'informer, en savoir le plus possible, être sur le qui vive du savoir. Reste que le moment de la décision est indépendant du savoir. C'est au moment du " je ne sais pas quelle est la bonne règle " que la question éthique se pose. Seuls ceux qui se sont demandés ce qu'ils devaient faire face à ce qui arrivait, ont affronté l'indisponibilité des normes et leur responsabilités. Ils ont du alors prendre parti, d'une manière ou d'une autre. Car agir, assumer ses responsabilités, prendre parti se fait toujours dans l'urgence, la précipitation, le précipité disait Derrida.

Rendre intelligible

Sartre dans le numéro de *L'Arc*²⁶, qui lui est consacré en 1966, s'entretient avec Bernard Begaudeau et s'agace du succès du livre de Michel Foucault, *Les Mots et les Choses*²⁷. Il cherche à montrer que la temporalité du dépassement des contradictions est ce qui constitue l'humanité, retrouvant finalement ce que disaient les Lumières sous la figure du progrès de l'esprit humain, mais sans maintenir la temporalité du progrès, car les êtres humains chez Sartre peuvent aussi bien progresser que régresser, devenir libres ou renoncer à leur liberté.

C'est bien parce qu'il est capable d'être libre de penser et ainsi de faire face à sa condition, que l'homme est homme et c'est bien parce que cette pensée peut imaginer d'autres mondes qu'il y a de l'histoire et non pas seulement de la série, de la répétition, du pratico-inerte ou des structures immuables. Pour Sartre, mettre en doute cette liberté historique constitue selon ses termes un « *scandale logique* ». Il affirme alors que le positivisme peut gagner tous les territoires qui prétendent enquêter sur l'homme et fonder les sciences de l'homme, et que ce serait la mort de la philosophie et la régression de l'intelligibilité de l'histoire. Pour fustiger Foucault il évoque le retour à la « *lanterne magique* » quand on dispose pourtant déjà du « *cinéma* ».

Or ceux qui prétendent donner des éclairages sur l'histoire présente, qu'ils soient journalistes, sociologues, historiens bref, spécialistes de l'information et des sciences sociales et humaines, celles chères à Foucault, me semblent pouvoir être répartis en deux grandes catégories, ceux de la lanterne magique et ceux du cinéma.

Mais si la catégorie du clan de la lanterne magique est bien une catégorie spectatrice et uniquement spectatrice à la manière du Kant de la *Raison pratique*, que l'on a souvent qualifiée de raison procédurale et apathique, dénuée donc d'émotions, ceux de la catégorie du clan du cinéma jouent à la *Rose pourpre du Caire* et au Kant de la *Faculté de juger*, ils entrent en sympathie et en antipathie. Ils entrent et sortent de l'écran et le savent. Ils savent que leur manière de prendre part au débat est aussi une manière de prendre part à l'action et prenant part à l'action, ils espèrent l'infléchir, la déplacer. La déplacer parce qu'ils espèrent une issue heureuse – disons un renouveau démocratique –, la déplacer parce qu'ils craignent une issue malheureuse – disons l'avènement en France d'un national-populisme du type du mouvement Cinq étoiles italien. Certains pensent que rien n'est jamais joué d'avance, d'autres craignent que tout soit déjà joué, compte tenu de la puissance des structures, ou du pratico-inerte qui habite les gilets jaunes. Certains ont peur, d'autres espèrent et veulent jouer la partie du côté de cette espérance. Peut-être même espèrent-ils se déplacer eux-mêmes. Ils se font leur cinéma dans l'ardeur de l'événement, ils imaginent une suite qui leur convienne et agissent en conséquence, ils veulent peser contre le pratico-inerte et croient que le mouvement peut avoir une valeur transformative qui aille *in fine* dans le bon sens. Bref, ils veulent dans leurs analyses mêmes, maintenir le plus longtemps possible l'ouverture de l'événement comme lieu d'un progrès, c'est-à-dire d'une émancipation.

Ceux de la lanterne, attendent qu'une accumulation d'images arrêtées donne le sens d'un mouvement qu'ils commentent sans prétendre y prendre part. Ils regardent ce que signifie chaque image sans nécessairement les relier entre elles. Ils focalisent l'attention sur leur échantillonnage et fabriquent donc les dites images arrêtées sur lesquelles travailler. Ils les commentent d'une voix sobre et calme, parfois malgré tout avec un petit ton dramatique quand ils évoquent des collègues du « clan cinéma » pour les réprouver.

²⁶ *L'Arc*, n° 30, « Sartre », 1966.

²⁷ M. Foucault, *Les Mots et les Choses. Une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des sciences humaines », 1966.

Ils sont scientifiques. Ils ne font pas de paris. Ils observent et regardent en surplomb. Ils font leur travail, sérieusement, objectivement.

Il suffit de changer de focale pour faire voler en éclats cette taxinomie. Un simple jeu d'échelle et tout le monde se retrouve dans le magma de l'histoire avec les mêmes responsabilités à devoir assumer un devenir politique qui comporte toujours sa part de tragique et ne peut jamais faire l'économie du pari, sinon à confondre politique et police. Le Jacques Rancière de la *Mésentente* devrait permettre de refuser cette confusion-là. La police, la gestion, c'est une autre question, connectée mais différente. Cela nous oblige, nous les scrutateurs-spectateurs-acteurs, à interroger ce que sont les sciences humaines et sociales comme sciences qui ne sont pas des sciences naturelles. Bref en changeant de focale on se retrouve tous au cinéma.

Si alors tous ne jouent pas le même rôle, ils jouent bien dans la même histoire. La distanciation ne peut nous faire croire à une Histoire qui se jouerait sans nous, sans vous.

Faut-il arracher le voile ou sympathiser ?

Le gilet jaune contrevient à l'hypothèse démocratique de la transparence qui veut que l'on sache à qui l'on a affaire pour entrer en débat, voir en conflit. Mais ce désir de transparence, nous y avons si souvent renoncé en acceptant des comités *ad hoc* sur tant des sujets importants (la bioéthique par exemple), dans des circonstances importantes (l'écrasement de la Grèce par exemple) sans vouloir savoir qui tenait réellement les rênes de la décision, mais en sachant pertinemment que nous en étions exclus, sachant donc que la démocratie avait fait long feu, qu'il ressemble plutôt à un violent désir de dévoilement. Arracher le voile, s'il est protecteur. Protecteur des individus et du mouvement. Du meilleur comme du pire.

Vous me direz que si les scrutateurs sont inquiets, c'est leur rôle, ils sont là pour donner l'alarme, s'il y a lieu. Oui mais ils ne s'alarment pas tous des mêmes choses, ils n'ont pas les mêmes histoires, les mêmes sensibilités, les mêmes inquiétudes et les mêmes espérances. Un événement, c'est un ring. Le ring des gilets jaunes, car la bataille se fait aussi en leur sein, ils portent un gilet jaune mais demeurent des individus, unis dans l'espace public, mais forts de leurs individualités qu'ils expriment dans des manières d'être au monde variées et dans les débats, batailles qui se mènent entre deux actes, sur les réseaux sociaux. Le ring des spectateurs savants qui passent beaucoup de temps à se disqualifier entre eux, parfois plus qu'à aller y voir de près. Le ring du pays qui arbitre et maintient une certaine pression.

Sans désir d'arracher le voile, il faudrait chercher à savoir d'expérience qui sont au présent ces gilets jaunes. Aller s'installer sur les ronds points pour discuter, et aussi aller y voir sur les réseaux sociaux, ou encore aller dans les manifestations à Paris ou dans d'autres villes. Il ne s'agirait plus de dévoiler mais de jouer la partie, de faire partie de cette hétérogénéité étrange. Mais il faudrait alors sympathiser ou batailler. Car si le gilet jaune homogénéise le rapport de force face à l'État, il suspend le conflit interne, mais ne l'annule pas.

Epingleur

Pour Emmanuel Macron, Daniel Cohn-Bendit, Jean-Marie Le Pen, Bernard Henri Lévy, Le sous-préfet du Finistère Ivan Bouchier, Renaud Pila (LCI), Jean Quatremer, les Gilets jaunes sont d'abord « *poujadistes* ». Pour Florian Bachelier, député LRM d'Ille-et-Vilaine, « *sous beaucoup de "gilets jaunes", les chemises brunes sont de plus en plus visibles* ».

Si la qualification de poujadiste n'a pas tenu longtemps, il est devenu évident que l'extrême droite était bien là en embuscade et que l'apolitisme des gilets jaunes conduisait souvent à une tolérance à son égard qui ne pouvait qu'effrayer les sensibilités de gauche, qu'elles soient libérales, républicaines, marxistes ou anarchistes. Sont venues les quenelles et l'antisémitisme sans fard devant le Sacré-Cœur peu avant Noël. Certains tenaient la preuve qu'ils avaient eu raison de se méfier des drapeaux tricolores, des Marseillaises entonnées à tue-tête et d'une demande antifiscale classique à l'extrême droite. Il était aisé de prendre l'image arrêtée pour le tout sans même tenter de mener l'enquête ou la bataille. Le surplomb, face à ces « gens-là » devenait définitivement légitime, aucune empathie pour ceux qui réclamaient justice, démocratie et liberté. Ces mots seraient donc pris pour des masques. Soulagement pour certains. La démocratie continuerait à être identifiée au régime de management européen des populations. Des élections comme faux-semblant et rien d'autre. La révolution de Macron est en marche pour la fabrique d'une « bonne société » à la manière de Walter Lippmann. Barbara Stiegler vient de nous en expliquer les fondements : un darwinisme social opposé au véritable libéralisme, sous couvert d'un même capitalisme. Bernard Arnault n'a-t-il pas déclaré, « *les gilets jaunes vont disparaître comme ont disparu les espèces les plus faibles selon le principe de la sélection naturelle* » le 22 février 2019 ? Macron quant à lui maintient le cap et fait de la pédagogie, c'est un bon émule de Lippmann. Il faut s'adapter « les enfants » dit-il, les gilets jaunes sont des fascistes ou des inadaptés. Il faut les dévoiler ou les rééduquer. On fabrique le dispositif du Grand débat pour cela, questionnaire fermé, parole contrôlée, discours du président en abondance.

On commença en milieu tempéré à disqualifier puis insulter ceux qui ne se désolidarisaient pas des gilets jaunes après ces preuves, ceux qui tentaient d'entendre autre chose dans cet événement que l'abrutissement et le fascisme, ceux qui par illusion coupable y voyaient aussi l'insistance d'un désir de liberté. Ceux qui ne pensaient pas que l'usage de la Révolution française ne pouvait être qu'instrumental dans un pays et un mouvement qui reflétait le caractère biface de la culture nationale française, prise entre cette fameuse Révolution et les contre-lumières, entre la Résistance et Vichy, entre le mariage pour tous et la manif pour tous. Taubira n'avait-elle pas affirmé qu'elle approfondissait le travail de la Révolution française en menant au bout l'égalisation des droits civiques ? Quant à la Résistance, il ne faudrait pas oublier qu'elle fut nationale et avec un arc politique extrêmement large en fait, ce qui ne fut pas sans poser problème à l'issue du combat. De ça aussi le pays est héritier.

Certains accusèrent le clan du cinéma d'entretenir le confusionnisme, en refusant de qualifier tous les gilets jaunes de la même manière.

Pourtant la population continuait à soutenir, était-elle à 70 % d'extrême droite, homophobe, raciste, sexiste, antisémite ? Si oui, la partie s'était jouée bien en amont et il ne servait plus à rien de s'étonner. Pour ma part, j'ai l'impression que la revue *Lignes* qui m'aide à formuler régulièrement mes pensées a déjà tout dit, analysé au fil de ses numéros sur la *disparition de la gauche*, sur *l'extrême droite*, sur *l'après-coup de l'histoire*, sur *ce qui nous est arrivé* avec Macron. Mais peut-être que si cette terrible hégémonie politique et culturelle nous crevait les yeux avec les gilets jaunes, fallait-il malgré tout faire le pari d'une bataille à mener car ces gens qui redécouvraient la vie socialisée, défragmentée, désérialisée sur les ronds-points et ceux qui leur offraient un soutien de spectateurs compréhensifs, n'étaient quand même pas tous mauvais. Ils étaient peut-être simplement las de constater que le grand méchant loup bien réel du fascisme donnait tout pouvoir au loup doux du néolibéralisme et à sa capacité de détruire tout ce à quoi ils étaient nombreux à être attachés, sous le nom de « démocratie » ?

Sympathiser

D'où vient la sympathie envers les gilets jaunes pour ceux qui furent d'abord effarouchés par un répertoire d'actions qui n'était pas le leur ? Les drapeaux tricolores, les Marianne au combat, la Marseillaise, ça faisait plus penser à la manif pour tous ou aux bonnets rouges de 2013, qu'au mouvement contre la loi travail ou à Nuit debout.

Sans doute le sentiment qu'avec ces gilets jaunes, le neuf peut gagner la partie sur le vieux. Sans doute parce qu'en inventant une forme politique kaléidoscopique avec la multitude de ronds-points et de pages sur les réseaux sociaux, ils réinventent aussi la foule et la multitude sans esquiver la forme assemblée. Ils montrent une détermination forte et une capacité constante à évoluer subjectivement, apprenant vite les règles du jeu, par exemple sur le dépôt des manifestations, montrant qu'ils comprennent le respect des lois mais qu'il faut que les lois les respectent car la démocratie c'est « le pouvoir du peuple, pour le peuple, par le peuple ». Désormais, ils sauront ce qu'ils feront quand ils ne déposeront pas d'autorisation. L'écotaxe n'a été qu'un embrayeur et loin des cadres traditionnels des partis et des syndicats, ils expliquent l'injustice sociale, les rapports de classe construits par le pouvoir, puis ils se sont mis aussi à parler de la Bourse, du CAC 40, des banques, de l'exploitation des métaux rares... Ils se sont mis à faire de la politique et maintenant beaucoup en conviennent. Ils pointent d'expérience ce qui ne va pas, et prennent en charge leur gilet jaune comme espace de slogan ou de parole. Comment ne pas être d'emblée sensibles à leurs gestes singuliers ? J'ai eu envie de tout regarder, d'agiter le kaléidoscope et de me déplacer. Il y a un vrai mélange et pas seulement des vrais méchants, loin de là. Ils répondent aux accusations, « fâchés mais pas fachos » et semblent de l'intérieur ne pas être prêts justement à se livrer corps et âme à l'extrême droite. On a pu observer comment la demande d'un RIC a fait émerger Étienne Chouard, peu recommandable dans ses amitiés et ses complaisances avec l'extrême droite, puis il a été récusé dans des échanges nourris. Les réseaux extrêmes droitiers ont essayé sans succès de faire du RIC l'unique revendication, beaucoup ont considéré calmement que ce serait insuffisant, l'outil pouvait être légitime, mais la vie à changer ça ne pouvait pas se résumer à un outil. L'appel de Commercy, les ronds-points et cabanes comme place de discussion et de redécouverte d'une socialité perdue, conduisait à penser que quelque chose était bien en mouvement. On venait avec ses victuailles, sa petite famille, ses goûts et ses couleurs même si elles n'étaient pas pensées d'abord comme politiques. Ceux qui n'étaient pas à proprement gilets jaunes venaient aider, apporter à manger, discuter. Une demande de dignité, de justice, d'équité, de vie plutôt que de survie, ça sonne comme l'ouverture d'un possible dans un monde étouffant. Une réparation civile des souffrances endurées en silence. Cette manière étonnante de réinvestir la période révolutionnaire était intéressante aussi, certains rejouaient le Jeu de paume et ses serments, d'autres la Déclaration de 1793, sa résistance à l'oppression, son devoir d'insurrection, des énoncés plutôt que des grands ancêtres. Une première manche a donné une petite victoire aux gilets jaunes. Macron avait dû sortir de son silence et lâcher des miettes. Les gilets jaunes avaient su dire qu'ils ne se contenteraient pas des miettes. Ils demandaient la démission de ce président. « On vient te chercher chez toi ». L'État eut peur.

Réprimer, batailler

La réponse ne fut plus le silence mais une répression féroce. Le face-à-face se durcit. Après janvier, ayant constaté que les gilets jaunes n'étaient pas putschistes, l'État reprit la main et montra qu'il disposait de la violence. La vraie, celle d'une police et d'une

gendarmerie armée qui n'hésita pas à éborgner, à violenter, à faire perdre une main, des dents, à faire usage de grenades d'encercllement, en plus des lacrymogènes, à fabriquer une répression préventive, à arrêter des gens pour rien, à leur faire peur, à faire voter une loi anti-casseur. La peur changea à nouveau de camp et virevolta dans la fatigue.

Ceux de la lanterne donnent l'alarme et des conclusions. Ceux du cinéma sont aussi alarmés, mais ne se contentent pas de donner l'alarme, s'ils décèlent un incendie, ils apportent leurs extincteurs. Ils n'attendent pas de voir si tout va brûler comme on pouvait le supputer vu les flammèches qui semblaient prendre. Non, ils s'activent pour éteindre les flammèches avant l'incendie. Ils discutent sur les réseaux sociaux, dans les manifestations, dans les assemblées populaires, expliquent dans deux textes collectifs pourquoi on ne peut se contenter d'être spectateurs, justement parce qu'on craint l'extrême droite et parce qu'on est bien conscient qu'une culture délétère a depuis plus de vingt ans envahi les imaginaires sociaux. Mais on pense que ce *pratico-inerte* peut sinon se dissoudre du moins se transformer dans l'événement même, que c'est la définition même de l'événement cette compétence transformative. Certes l'alliance de gens qu'on pouvait qualifier quand même de gauche et de gens qu'on pouvait qualifier quand même de droite, ça inquiète vraiment, il y a l'expérience des années 1920, la naissance du fascisme et du nazisme nationaux et socialistes l'un et l'autre, mais alors les leaders jouaient un rôle fort, pas ici. Comment jouer sans trembler ?

Parfois les adeptes du cinéma en font trop, ils prennent des reflets de lumière pour des flammèches et parfois ils ne voient pas les flammes qui ont déjà pris hors-champ. Car la difficulté avec le kaléidoscope, c'est qu'à trop s'éloigner on adopte un point de vue de Sirius où l'on n'entend plus rien, et qu'à trop se rapprocher on entend que ce qu'on peut physiquement appréhender, un rond-point ou deux, un bout de manifestation, un débat sur un réseau social, trois articles des lanterneux, un appel des cinématographes et avec ça, il faut tenter de comprendre dans la discontinuité des gestes. On tente des rapprochements, des totalisations partielles, on se trompe, on reprend. Contrairement à la connaissance de la nature qui peut produire des lois immuables toujours valides pour agir, cette raison en acte est dialectique et elle produit un savoir porté par l'être en tant qu'il est historique, un savoir en situation qui, pour autant, prétend à une autre sorte de Vérité, celle connue par l'effort d'une conscience à l'œuvre. La vérité s'exprime alors dans les limites d'un univers social, et les vérités dévoilent ceux qui les produisent et les transforment par un retour permanent sur leurs actes. « *Si le matérialisme dialectique ne se retournerait sur la praxis révolutionnaire pour l'éclairer, pour la dévoiler à elle-même, il ne s'agirait en fait que d'un reflet mythique comme est aujourd'hui le libéralisme philosophique*²⁸. »

Cette bataille n'est pas seulement de mots, les groupes antifascistes dans de nombreuses villes expliquent ce qu'ils voient et non ce qu'ils dévoilent ou qualifient, ils ne prennent pas la partie pour le tout, mais veulent des gilets jaunes sans les fachos. Écoutons ceux d'Angers :

« Ils se sont d'abord infiltrés sur les ronds-points sans trop s'afficher, ils ont monté des pages Facebook bidons. Ils ont tenté en décembre de déployer une banderole islamophobe et se sont fait dégager. Ils se sont refait virer en janvier. De colère, ils ont abandonné l'idée de participer et ne cherchent plus qu'à se faire les gueules qui ne leur reviennent pas, soit à cause de la couleur de peau, soit à cause d'engagement social, syndical ou associatif. Nous estimons depuis le début du mouvement qu'une présence antifasciste est nécessaire mais ne voulant volontairement pas nous organiser en tant

²⁸ Jean Paul Sartre, *article cité*, p. 145.

qu'identité politique à l'intérieur des cortèges nous n'avons pu que constater notre manque d'organisation afin de lutter contre la présence de ce groupe fasciste. Aujourd'hui en frappant un ami, un gilet jaune comme vous et nous, c'est envers tout le mouvement des gilets jaunes qu'ils ont dirigé leur haine. Après trois mois de lutte, si nous voulons gagner, il va falloir nous débarrasser de la confusion induite par leur présence dans nos cortèges. Nous ne pouvons pas crier « Macron démission » avec des crapules bien pires à nos côtés. Nous ne pouvons pas réclamer plus de justice avec les héritiers des pires dictatures fascistes. Nous ne pouvons pas réclamer plus d'égalité avec ces fils-à-papa qui cautionnent un ordre social d'avant 1789. Comment lutter avec des personnes qui rêvent d'une société fasciste basée sur l'autoritarisme et la discrimination ? Il est temps de tracer une ligne claire entre eux et nous ! » (réseau antifasciste angevin, 14 février 2019.)

Espérer

Les gilets jaunes sans les fachos ne seront pas quelque chose de moins, mais quelque chose de plus, car qui sont ces fachos ? Souvent des nostalgiques de l'Ancien régime qui ont fait réapparaître les fleurs de lys de Maurras quand Macron se prend pour un roi. Alors, si les gilets jaunes sont la nation rassemblée, il faudra bien poursuivre la Révolution et les renvoyer dans leur forêt de Franconie, comme Sieyès renvoyait la noblesse qui se croyait appartenir à une race de seigneurs.

Alors que je travaillais à ce texte les gilets jaunes appelaient à une manifestation d'envergure pour la fin du grand débat national le 16 mars 2019. Ils disaient qu'ils étaient déterminés. Ils le sont encore aujourd'hui, dans la dissémination d'assemblées, de réunions et de petites manifestations. Eux aussi sont dans cette raison dialectique, ils savent les choses d'expérience et pour en discuter sans cesse. Ils savent qu'une révolution qu'ils appellent de leurs vœux depuis le 17 novembre, c'est d'abord de l'action. Ils la voulaient non violente, cette révolution, mais qui cherche constamment à envenimer la situation au lieu de l'apaiser ?

Certains l'espèrent nationale cette révolution, d'autres savent que toute révolution conséquente, c'est-à-dire émancipatrice ne peut l'être. Mais qui a revalorisé Vichy et les Croix-de-Feu ces dix dernières années ? Un certain establishment historien de la lanterne magique qui n'a pourtant jamais admis que des racines fascistes²⁹ étaient bien installées en France dans notre pratico-inerte, nos structures.

Alors oui nous tremblons dans cette conjoncture trouble et dans cet événement. Mais trembler n'empêche ni d'espérer ni d'agir. Il faudrait penser certains que les syndicats se décident à faire jouer leur force, leur puissance comme dans la Résistance un certain général évoquait d'autres forces à mobiliser que celles de l'armée métropolitaine. Il faudrait que la police se lasse d'obéir et que le pays cesse d'être simplement au spectacle.

Bien sûr pour Kant ce n'est pas l'événement Révolution française lui-même, qui a fait signe de progrès, mais la réaction du public à son égard. Je le relis parfois pour me rassurer un peu :

« Peu importe si la révolution d'un peuple plein d'esprit, que nous avons vu s'effectuer de nos jours, réussit ou échoue, peu importe si elle accumule misères et atrocités au point qu'un homme sensé qui la referait avec l'espoir de la mener à bien ne se résoudrait jamais néanmoins à tenter l'expérience à ce prix, cette révolution dis-je, trouve quand

²⁹ Contre ce refus on consultera Michel Dobry, *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris Albin Michel 2003, et Zeev Sternhell, Didier Leschi, Laurent Kestel, *L'histoire refoulée, La Rocque, les Croix de feu et le fascisme français*, Le cerf, 2019.

même dans les esprits de tous les spectateurs (qui ne sont pas eux-mêmes engagés dans ce jeu) une sympathie d'aspiration qui frise le véritable enthousiasme et dont la manifestation même comportait un danger ; cette sympathie par conséquent ne peut avoir d'autre cause qu'une disposition morale du genre humain. »³⁰

Cette disposition morale les révolutionnaires l'appelaient le sentiment d'humanité. Kant affirme une confiance dans le genre humain, et le lire c'est un peu comme revoir Charlie Chaplin dans *Le Dictateur* au moment de sa dernière tirade. On se dit que l'humanité a su rêver dans ses pires expériences historiques, se relever et que, sans doute, elle tente ainsi des gestes d'émancipation fructueux pour tous.

³⁰ E. Kant, *Le Conflit des facultés*, 1798, traduction de A. Philonenko, Paris, Vrin, 1974. C'est la version avec laquelle chacun travaillait dans les années 1980, c'est pourquoi c'est celle que j'ai reproduite ici, mais pour plus de précisions on pourra se référer désormais à la version réalisée par Christian Ferrié, parue en mai 2015 dans la collection « Critique de la politique » chez Payot.

Retour sur l'inquiétant, l'extrême-droite en embuscade, c'est de l'histoire, boucles du temps 2018-2013-1969 etc

Des gilets jaunes se sont rassemblées et ont fait des quenelles, gestes indigestes devant le sacré cœur. Des curés très traditionnalistes ont fait Noël sur des ronds-points. Et des drapeaux de l'action française étaient là dans les manifestations, parfois en nombre, des énoncés antisémites également sur les ronds points et dans les manifestations. Il ne faut pas laisser ces signes comme simples résidus. Il faut aussi comprendre sérieusement d'où ils viennent et comprendre ainsi pourquoi, ce violent désir de liberté et d'égalité n'a pas un visage seulement radieux. Il faut retourner en arrière, rembobiner la pellicule. Pas très longtemps d'abord, juste le temps de retrouver le 20 octobre 2013 le prêtre de Saint-Nicolas-du-Chardonnet entonner dans une manifestation Civitas « y'a bon Banania, y'a pas bon Taubira ». Le 25 octobre à Angers, supposée douce ville, une enfant de 12 ans interpelle la ministre, elle brandit une peau de banane et crie « la guenon mange ta banane ». Dans la même séquence temporelle, une ardennaise frontiste, compare publiquement Taubira à un singe³¹. Ainsi en 2013, un ministre de la République française, femme, noire, d'origine guyanaise ayant porté, dans un gouvernement socialiste, le projet de mariage pour tous permettant à un couple de même sexe de pouvoir se marier, avait reçu ces insultes racistes répétées. Il faut comprendre comment ce que j'appellerai « ce mal », a prospéré.

Remontons maintenant plus loin en arrière. L'humoriste français, Dieudonné, d'origine antillaise, ce qu'on appelle en Italie un bouffon³², invente en 2000 un geste intitulé « quenelle » qui se veut une variante du bras d'honneur anti-système mais qui emprunte le bras tendu au salut nazi. En 2009, Dieudonné se présente aux élections européennes sous l'étiquette du parti antisioniste en Ile-de-France. Sur ses affiches de campagne, il exécute ce geste aux côtés d'Alain Soral. Depuis il encourage tout un chacun à le faire dans toutes sortes de situations. 340 000 fans le suivent sur son site. Chaque année Dieudonné félicite le meilleur de ces adorateurs de la quenelle par une "quenelle d'or". Robert Faurisson, négationniste qui réfute l'existence des chambres à gaz dans les camps allemands s'est vu remettre la "quenelle d'or 2010". Janvier 2014, le ministre de l'intérieur fait interdire le dernier spectacle de l'humoriste jugé antisémite. L'affaire conduit à démultiplier les visites sur le site de Dieudonné. La victoire républicaine eu égard à la loi Gaijot qui interdit les appels à la haine raciale, est une défaite médiatique. Enfin le 24 janvier 2014, des messages SMS circulent auprès de certains parents les incitant à retirer leurs enfants de l'école pour protester contre l'enseignement de la "théorie du genre". Un enseignement qui n'existe pas, comme l'a rappelé le ministre. A Meaux comme à Strasbourg particulièrement, mais *in fine* dans toute la France, l'absentéisme des élèves musulmans est alarmant. Farida Belghoul qui a débuté à l'extrême gauche dans la marche pour l'égalité est à l'origine de ce mouvement. Elle est qualifiée de « formidablement courageuse », par Béatrice Bourges, figure du très réactionnaire *Printemps Français* et signataire du « Manifeste des intellectuels du peuple destiné au parents d'élèves ».

³¹ Suspendue du FN en décembre 2013, elle a été condamnée le 15 juillet à 9 mois de prison ferme par le tribunal de Cayenne, Jean Marie le Pen a alors qualifié les magistrats de « traîtres à la loi et violeur de morale » sur Twitter.

³² Sur cette question du bouffon, je renvoie à Lynda Dematteo, *L'idiotie en politique, subversion et néopopulisme en Italie*, CNRS édition, éditions de la maison des sciences de l'homme, 2007.

Le mot « symptôme » en grec, signifie « coïncidence » ; il est constitué du préfixe, « avec » et du verbe « arriver », « survenir ». Le symptôme est donc, à l'origine, « ce qui survient ensemble », ce qui « concourt » ou « co-incide », au sens littéral du terme.

Il n'est pas certain que les sociétés aient des maladies, mais elles ont des histoires qui comme les maladies font symptômes.

Pour une histoire donnée, les symptômes sont multiples, et parfois, il peut ne pas y avoir de symptôme : l'histoire peut être asymptomatique, rien de visible ne fait saillance. Inversement, un même symptôme peut très souvent être attribué à différentes histoires: on ne peut donc pas conclure automatiquement qu'un symptôme, (par exemple le racisme, l'homophobie, l'antisémitisme, l'orthodoxie haineuse) soit dû à une maladie donnée (par exemple, le fascisme) ; ce serait commettre un sophisme. Le sophisme de l'affirmation du conséquent. Il faut rassembler un faisceau de faits et chercher leur point de cheminement et de convergence.

Jacques Derrida dans l'article « Penser ce qui vient »³³ est encore ici mon compagnon avec son « ce qui nous arrive » est aussi ce qui « arrive par nous ». L'aveu d'impuissance, ou d'irresponsabilité, le choix du silence, relèvent d'une stratégie bien faible lorsque l'air du temps fait suffoquer. Nous sommes collectivement, c'est-à-dire historiquement responsables de cette situation. J'ai la faiblesse de croire que nous demeurons des acteurs historiques et qu'il est possible de démêler notre histoire dans ses fils visibles et invisibles et que c'est même aujourd'hui la tâche qui nous incombe pour entendre que la puissance actuelle de ce mal dont le Rassemblement national fait symptôme n'est pas un importun pathétique, mais bien la résultante d'une histoire. Pour entendre également que cette puissance est la face visible car électorale d'une guerre de position où les batailles ont pris il y a peu, des noms emblématiques « manif pour tous », « quenelle », faisant suite aux « apéros saucisson-pinard » et autres manifestations identitaires dures, le tout dans un climat de crise. Mais la crise économique n'exonère pas de l'histoire politique, elle est comme la guerre, un accélérateur, un révélateur de l'histoire qui se déploie sur le temps long.

Guerre de position

La distinction entre guerre de mouvement et guerre de position est reprise à Clausewitz par Gramsci. Si la Révolution russe pouvait être de mouvement en s'emparant de l'appareil d'Etat, la révolution dans des pays comme l'Italie serait guerre de position, en s'emparant contre la bourgeoisie des esprits aliénés à ses intérêts. Si le premier modèle de rupture est celui de l'insurrection, le second est celui d'une sorte de révolution des nénuphars où une plante finit par envahir l'ensemble du domaine et en change l'écologie. L'affrontement avec l'Etat n'est qu'une partie de la stratégie plutôt désormais moléculaire de la bataille politique : il faut coloniser culturellement les entreprises, la presse, les organisations religieuses, l'école, les arts etc. Gramsci redonnait ainsi toutes leurs places aux superstructures, à l'idéologie et à la praxis qui permettaient de déplacer la donne et l'emprise de la bourgeoisie sur les humbles, de les désaliéner presque malgré eux, en faisant valoir finalement une emprise contre une autre. Gramsci parle alors aussi de « révolution passive », et souligne l'ambivalence de ce type de processus politique.³⁴

³³ Jacques Derrida, « Penser ce qui vient », in René Major, dir, *Derrida pour les temps à venir*, Paris, Stock, l'autre pensée, 2007.

³⁴ On se reportera à l'anthologie des Cahiers de Prison d'Antonio Gramsci publiée par Razmig Keuchichian aux éditions la Fabrique, Paris, 2012, intitulé *Guerre de mouvement, et guerre de position*.

Ce n'est pas tombé dans l'oreille de sourds. L'extrême droite et la droite font leur miel des *cahiers de prison*. Ils enrôlent des intellectuels pour déployer leurs positions dans une récurrence indéniable et qui repose chaque fois sur un brouillage volontaire des repères idéologiques et politiques.

1969.

Lendemain de mai 1968. Les intellectuels de la nouvelle droite parmi lesquels Alain de Benoist créent le GRECE. « Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne ». Ils affirment vouloir affronter le mélange de culture judéo-chrétienne et d'idéologie marxiste du monde intellectuel et universitaire français. Ils ne cachent pas qu'ils sont les bons élèves de Gramsci quand celui-ci affirme que la violence n'est pas nécessaire pour mener et gagner une révolution. Le véritable enjeu est de transformer les consciences dans une dialectique du consentement et de la coercition. Le GRECE affirme régulièrement vouloir « combattre plus par les idées et l'astuce que par la force ». *L'hégémonie* est, chez Gramsci, produite par les travailleurs intellectuels qui ont la tâche spécifique de détruire les valeurs de la société que l'on veut radicalement transformer. Le GRECE œuvre pour disputer le terrain au marxisme et pour une renaissance culturelle de l'Occident. Il y aura une version païenne et une version chrétienne de l'Occident. Du côté païen, une culture du sang pur aryen. Du côté chrétien un autre imaginaire du sang, sangs mêlés pour permettre d'étendre l'empire de la mystique du Christ, sangs mêlés sur un certain mode³⁵ qui rend insupportable l'idée de mariages qui ne seraient pas exogamiques. Quant à des mariages de personnes du même sexe, ce n'est même pas envisageable, car ils ne sont pas voués à la reproduction, signe divin. Le maraige pour tous est diabolique, en retour.

2007. Alliance de Nicolas Sarkozy candidat à l'élection présidentielle avec des hommes comme Patrick Buisson issus de cette nouvelle droite. Dans *Le Figaro* le candidat déclare « Au fond, j'ai fait mienne l'analyse de Gramsci : le pouvoir se gagne par les idées ». Ceux qui parlèrent de « lepénisation des esprits » sont confrontés à une guerre de positions de grande envergure. Patrick Buisson, réécrit l'histoire en faisant un usage immodéré de l'imbroglio, de la confusion des références. Affaiblir la capacité à voir clair est l'objectif d'une première tranchée dans des discours de campagne³⁶ puis sur la chaîne histoire.

Imbroglia

Georges Balandier analyse l'embrouille à la fois comme l'exercice de la ruse en politique et comme une modalité d'intervention dans l'ordre du symbolique. Pour Lynda Dematteo « L'embrouille est le principal mode d'action du bouffon qui engendre le désordre pour mieux renouveler l'ordre. L'imbroglio est une stratégie efficace recherchée pour elle-même dans la mesure où elle fait disparaître les faits sur lesquels s'établissent les débats. »³⁷

Pour obtenir dès 1953 l'amnistie des collaborateurs au nazisme et au Vichysme, la droite maurassienne, l'Action Française met en doute la valeur de la résistance et lui fait honte en s'appuyant sur ses valeurs démocratiques. L'épuration est comparée aux massacres de septembre 1792, le maratisme évoqué pour faire réapparaître le spectre du « juif marat » vengeur et non justicier. Cela permet de révoquer en doute la valeur de la justice des vainqueurs y compris à Nuremberg, de récuser la référence à la Révolution

³⁵ Sur ce point je renvoie aux travaux de l'anthropologue Enric Porqueres y gene « Cognatisme et voies du sang. La créativité du mariage canonique », *L'Homme*, n° 154-155, 2000, pp. 335-356.

³⁶ Lire *Comment Nicolas Sarkozy écrit l'histoire de France*, CVUH, édition agone, 2008.

³⁷ Lynda Dematteo « Anthropologie de l'imbroglio, les formes de la conflictualité politique dans les régimes de l'apparence, *Vacarme*, printemps 2011.

française, de maintenir une association ancienne entre l'imaginaire antirévolutionnaire et antisémite à travers cette figure de Marat. Les promesses émancipatrices du projet universaliste résistant sont enterrées au nom de la clémence démocratique et même des droits de l'homme³⁸.

Mars 1962, les accords d'Evian mettent fin à la guerre d'Algérie et stipulent le droit pour toutes les personnes d'Algérie de garder la nationalité française. Juillet 1962, une ordonnance déclare que « les personnes de statut civil de droit local originaires d'Algérie ainsi que leurs enfants peuvent, en France, se faire reconnaître la nationalité française », s'ils fournissent « une déclaration acceptée par le juge responsable dans leur aire d'habitation dans la République française ». On retire ainsi de fait la nationalité française aux Français musulmans d'Algérie. On la leur redonnera parcimonieusement et d'une manière arbitraire. Le 3 juillet 1962, une ordonnance présidentielle met fin aux mandats électoraux représentatifs des 55 élus d'Algérie dont son Vice-président, Bachaga Saïd Boualem. Michel Debré dans un entretien à Paris-Match, défend alors le suffrage universel dans ces termes : « Le suffrage universel ne pouvait pas se concevoir en 1958. Le corps électoral était le corps électoral de l'Union française, avec tous les Africains et les musulmans d'Algérie ». L'exclusion brutale des harkis, des députés d'Algérie, la marginalisation de Monnerville, président du sénat noir et d'origine guyanaise qui tenta vaillamment de lutter contre l'emprise programmée du pouvoir exécutif contre le pouvoir législatif, expriment la faillite d'un creuset français muticulturel.

La France confrontée à son déni d'égalité et d'humanité choisissait contre ses intellectuels de gauche, Sartre, Fanon mais aussi Lévi Strauss, l'inégalité contre-révolutionnaire. On assiste en fait à une racialisation, ou un blanchiment du nom français. Blanchiment car le nom français n'a pas toujours eu en République cette couleur ou plus exactement cette connotation raciale.³⁹

Une histoire méconnue : déracialiser le nom français.

A la veille de la Révolution française et suite à l'effort de Boulainvilliers pour réaffirmer la qualité de la noblesse sous le nom de race des vainqueurs et des seigneurs, l'abbé Sieyès dans *Qu'est-ce que le Tiers Etat*, avait affirmé qu'il fallait déracialiser les rapports sociaux : « Le Tiers Etat ne doit pas craindre de remonter dans les temps passés. Il se reportera à l'année qui a précédé la conquête ; et puisqu'il est aujourd'hui assez fort pour ne pas se laisser conquérir, sa résistance sans doute sera plus efficace. Pourquoi ne renverrait-il pas dans les forêts de la Franconie toutes ces familles qui conservent la folle prétention d'être issues de la race des conquérants et d'avoir succédé à leurs droits? La nation alors épurée pourra se consoler, je pense, d'être réduite ainsi à ne plus se croire composée des descendants des Gaulois et des Romains. » Les nobles comme tels sont exclus de la nation souveraine, mais en abandonnant sa noblesse on pouvait devenir citoyen.

Cette déracialisation, ou cette manière de congédier la guerre des races au profit d'une simple guerre avec ses vainqueurs et ses vaincus, n'apparaît pas dans ce seul texte. La question n'est plus l'origine raciale mais l'origine politique de la fondation contractuelle. Quand Saint-Just interroge « qu'est-ce qu'un roi près d'un Français ? » Il n'oppose pas seulement un aristocrate face au peuple, mais le pouvoir issu du sang et le pouvoir issu

³⁸Sur les enjeux d'amnistie, Nicole Loraux, *La cité divisée, l'oubli dans la mémoire d'Athènes*, Paris Payot, 1997 ; Stéphane Gacon, *L'amnistie, de la commune à la guerre d'Algérie*, Paris, le Seuil, 2002, Sophie Wahnich, *Une histoire politique de l'amnistie*, Paris PUF, 2007.

³⁹ Lire Todd Shepard, *1962, comment l'indépendance algérienne a transformé la France*, Paris Payot, 2008.

de la conquête politique de sa souveraineté. Une grandeur racialisée et une grandeur politique et historique. Déracialiser la grandeur, c'est la réinscrire dans le temps de l'histoire comme façonnement du monde, là où le sang figeait une tradition hors du temps. La lutte des races est ainsi invalidée et traitée comme une fiction politique chez Sieyès comme chez Saint-Just. La fiction c'est celle des races, qui venaient briser l'idée d'une humanité non seulement une, mais faite d'individus libres et égaux en droit et qui ne peuvent obtenir leur statut social et politique par la naissance, c'est-à-dire par le sang, le corps. Les révolutionnaires bataillent d'abord pour inclure les juifs, les libres de couleurs dans la société puis pour abolir l'esclavage et inclure ainsi dans la nation, l'universalité du genre humain ou chacun comme citoyen prend part à la vie politique commune. Les citoyens français révolutionnés ne sont pas les seuls blancs riches en 1794, même si c'est ce qu'aurait souhaité le lobby colonial contre-révolutionnaire dès 1789⁴⁰.

Guerre de position 2

Saint-Just dans le contexte 1794, interroge : « je voudrais savoir quels étaient du temps de Pompée, les pères dont descendent les rois nos contemporains ? Quels étaient pour leur descendants, leur prétention au gouvernement de la Grande Bretagne, de la Hollande, de l'Espagne et de l'Empire ? Et comme la pensée rapide et la raison trouvent peu d'espace entre les âges, tous ces tyrans sont encore des petits fils de laboureurs, de matelots ou de soldats, qui valaient mieux qu'eux. »⁴¹

Pasolini a-t-il connu Saint-Just ? Ils ont en commun d'aimer ce peuple si souvent abandonné des gouvernants. Pasolini lit Gramsci en 1948. En le lisant il se pense cinéaste intellectuel capable de parler à la paysannerie, à ces petits fils de laboureurs mis à mal par le libéralisme marchand. Saint-Just avait connu les paysans dans l'Aisne, Pasolini dans le Frioul lors d'un soulèvement d'ouvriers agricoles contre les grands propriétaires au lendemain de la guerre. Saint-Just a cru dans des institutions civiles capables de produire cette hégémonie culturelle révolutionnaire et Pasolini a cru dans un « rouge chiffon d'espérance ».

Gayatri Chakravorty Spivak n'a connu ni Pasolini ni Saint-Just mais a lu aussi Gramsci. Lorsqu'elle cherche à donner une voix aux femmes subalternes indiennes et interroge « *Can the Subaltern Speak* » elle s'en réclame. Le travail politique d'un intellectuel réside dans la nécessité de se mettre au service des dominés en se mettant au service d'un seul maître : la situation culturelle et sociale. Elle refuse de croire à la facilité qui consiste à simplement redonner la parole à ceux qui ne l'ont pas. Il faut comme intellectuelle traduire la situation sur un mode critique, pas seulement étudier les subalternes.

Aujourd'hui, en France ce petit peuple est étudié, un peu, mais peu d'intellectuels estiment qu'ils ont à traduire sa situation historique. De fait, ce peuple semble flatté par de mauvais maîtres, pris en otage par un goût pour la dérision : dérision des institutions, dérision de l'espérance, dérision des responsabilités. Le vote front national concerne des classes sociales très aisées et ces classes sociales abandonnées et livrées à un cynisme rigolard, amateur de quenelles, de blagues nauséabondes qui fleurissent avec l'homophobie, le sexisme et toutes les sortes de racismes. Les modestes, les précarisées, les découragés, ceux qui aspirent à s'élever socialement n'ont plus de chiffon rouge, ni de porte parole critique. Le cynisme règne.

⁴⁰ Lire Florence Gauthier, *L'aristocratie de l'épiderme*, CNRS éditions, 2009 et Sophie Wahnich, *L'impossible citoyen, l'étranger dans le discours de la Révolution française*, Paris Payot, 1997, réédition 2010.

⁴¹ *Rapport de Police générale*, 26 germinal an II, *Œuvres complètes* présentées par Miguel Abensour et Anne Kupiec, Paris, Gallimard, 2004.

« Il faut se garder de penser que le public est l'innocente victime de manipulateurs populistes » affirme Lynda Dematteo, spécialiste de la ligue du Nord. « Le public italien se délecte des manœuvres de ses dirigeants. Giulio Andreotti, surnommé « le diable » par ses compatriotes, est l'objet d'une certaine admiration. Silvio Berlusconi lorsqu'il affichait un cynisme et exaltait ce que l'on appelle de l'autre côté des Alpes « la culture de la fourberie » séduisait une large part de la population. La ligue du Nord a fait un usage constant du bluff, du débordement, du brouillage stylistique, du détournement, mais elle le faisait d'une manière décalée donc sans risque pour la conscience de ses partisans qui affichent toujours une certaine distance rigolarde à l'égard de ses discours les plus violents. » Et de conclure « l'honnêteté et la vertu civile sont aujourd'hui tournées en dérision car elles apparaissent comme l'apanage des perdants. La « raison du plus malin » est au contraire socialement valorisée. »⁴²

L'Italie laboratoire de l'Europe ?

Désormais la guerre de position est numérique. Elle use de tous ces registres, bluff, brouillage, détournement sur le net. La quenelle qui se diffuse sous une forme virale dans l'ambiguïté déléste ceux qui la font de toute culpabilité, car être anti système c'est plutôt valorisant, et tant pis si on fleurte avec le pire. Anelka, le footballeur vilipendé pour avoir fait une « quenelle » en cadeau à Dieudonné savait-il ce qu'il faisait ? Son geste a été déclaré antisémite sans que lui le soit. C'était aussi en 2013. Depuis, il n'a cessé de soutenir ceux qui nient la spécificité d'Auschwitz. Les associations et les amalgames fonctionnent en réseau.

Les modes d'action des activistes d'extrême droite identitaires fonctionnent aussi sur ce registre viral. Investir un fastfood Hallal avec des masques de cochon n'a de sens que si l'on sait que la vidéo sera vue des milliers de fois. Diffusion virale. La même génération identitaire occupe le toit de la mosquée de Poitiers pour fêter la date de 732. Elle dit lutter contre l'islamisation de la France au nom des Gaulois et incite de fait à la haine raciale. Diffusion virale. Quand ses porte parole sont mis en examen, les mêmes osent se réclamer des droits de l'homme et de leur patrie à la manière des maurassiens en 1953. Diffusion virale. Organiser un apéro saucisson pinard n'a de sens que dans son relais pour fabriquer la confusion en faisant passer de l'identitaire pour de la laïcité. Diffusion virale. La laïcité est de fait désormais perçue par le plus grand nombre y compris à gauche comme excluante. Elle semble indisponible car parfaitement subvertie. Enfin ce sont des énoncés qui organisent la confusion tel « égalité et réconciliation »⁴³ qui permettent à des Soral de prospérer sur la toile et de faire valoir une nébuleuse ou encore un « amalgame » de tout ce qui obscurcit notre époque.

La réconciliation dans ce cas, c'est la possibilité d'amalgamer ce qui d'ordinaire s'oppose. Ainsi associer la défense de l'Occident chrétien et un islam orthodoxe au nom de la défense de la famille naturelle contre la théorie du genre et contre le mariage pour tous. La réconciliation c'est aussi celle des chrétiens et des païens, païens d'hier du GRECE dont des figures actuelles et issues du GUD font baptiser leur enfant par des intégristes et leur donnent pour parrain Jean Marie Le Pen. Alliance des antisionistes, des lepénistes, de Dieudonné qui lui aussi a fait baptiser un enfant par le même Jean Marie. Alliance des intégristes catholiques et des intégristes musulmans, alliance de l'UMP avec les uns ou les autres. Aujourd'hui on peut être l'épouse d'un membre du gang de Fofana qui a tué le jeune Halimi, avoir soi même été condamnée pour séquestration et

⁴² Lynda Dematteo, art cité.

⁴³ Soral y valorise le ni droite ni gauche, gauche du travail, droite des valeurs, fait des notes positives sur les livres qui portent sur la Révolution française, ainsi les œuvres complètes de Saint-Just évoquées ci-dessus, faisant bien régner l'imbroglio.

être recrutée au sein de l'équipe municipale UDI de la mairie de Bobigny. Comme disait Robespierre, il y a une « clémence cruelle ».

Des discours segmentés pour des publics spécifiques dont l'histoire est spécifique convergent vers des intérêts politiques momentanément communs. Convergent ainsi des identitaires islamophobes, et l'association « la banlieue s'exprime », un groupe antisioniste dur parrainé par Dieudonné qui veut venger la trahison coloniale et postcoloniale française en reprenant la parole. Les mêmes louent le travail contre révolutionnaire de Ronald Sécher qui avec sa notion de génocide franco-français pour parler des guerres civiles de Vendée, accuse la politique révolutionnaire d'être raciale.

Il y a certes des tiraillements, mais la convergence demeure entre dénonciation, exclusion et réconciliation.

Quant au financement de tout ça ? L'alliance est faite avec des hommes d'affaire, voire des gouvernements du monde arabe et perse. La Syrie de Bachar el Assad, le Liban, l'Iran de Mahmoud Ahmadinejad qui parfois par antisionisme, parfois par antisémitisme voir par nazisme, financent de multiples manières cette « réconciliation » sur le mode Soral et Dieudonné. Des films, des entreprises, des campagnes électorales : des millions d'euros.

Ainsi dans cette galaxie, l'antisémitisme occupe une place centrale. L'ancien ami noir d'un juif, travaille avec intensité au négationnisme, à l'antisémitisme sous couvert d'antisionisme. Une autre histoire était cependant possible entre les noirs et les juifs en France.

Une histoire méconnue 2 : cause juive, cause noire en France

La cause juive face à la violence nazie est nouée à la cause noire en France par Gaston Monnerville, député de la Guyanne, le 21 juin 1933. Il prononce en effet au Trocadéro, un discours⁴⁴ qui s'alarme du sort désormais réservé aux Juifs allemands avec l'arrivée de Hitler au pouvoir. Il tient d'abord des propos universalistes. « Chacun de nous se sent atteint au meilleur de son intelligence et de sa sensibilité, lorsqu'il assiste au spectacle d'un gouvernement qui renie ce qui fait la beauté d'une nation civilisée ; je veux dire : le souci d'être juste, la volonté d'être bon envers tous les membres de la famille humaine, quelle qu'en soit la religion, la couleur, la race. » Mais ensuite il affirme une compassion spécifique en tant que « fils de la race noire ». « Nous sommes avec vous dans vos souffrances et dans vos tristesses. Elles provoquent des résonances que ne peuvent pas saisir ceux à qui n'a jamais été ravie la liberté. S'il est vrai que l'hérédité est la mémoire des races, croyez que nous n'avons pas perdu le souvenir des souffrances de la nôtre. Et c'est ce qui, en dehors même du plan supérieur de la solidarité des hommes, nous rapproche davantage de vous et nous détermine à nous associer à votre protestation. Nous sommes à vos côtés et vous nous trouverez toujours à vos côtés, chaque fois qu'il s'agira de lutter contre (...) l'obscurantisme hitlérien. » Il évoque la traite des noirs d'abord, puis l'extermination des Herreros dans les colonies allemandes et conclut : « toujours quelques crimes précèdent les grands crimes ». Il s'inquiète ensuite de la volonté de Hitler de retrouver ses anciennes colonies. Il ne fustige pas cependant le colonialisme français. Il pense alors que la France est une nation civilisée qui dispose de la « conscience de [son] (...) devoir humain. » Il évoque Grégoire, car il rattache alors à l'idéal de la Révolution française, la valeur de la France. « Menons cette lutte avec sérénité, certes, mais une sérénité qui ne doit exclure ni l'ardeur, ni la fermeté. Il y faudra sans doute quelque courage. Pour aboutir, qu'il nous suffise de nous inspirer du

⁴⁴ <http://www.senat.fr/histoire/associations/discours.html>

principe qui a été le guide essentiel de (...) l'abbé Grégoire, (...) : IL N'Y A PAS DE VERTU SANS COURAGE. »⁴⁵

Lorsque Léopold Sédar Senghor, prend la parole en 1945 pour évoquer la question du colonialisme français, il n'a pas la cécité de Gaston Monnerville dans les années 1930. Lui compare ce colonialisme à un mauvais paternalisme, négateur de l'égalité. Il refuse désormais de maintenir l'Empire français si l'égalité n'est pas davantage réalisée. Il évoque alors la France de Vichy collaborant avec les Allemands nazis pour parler des noirs qui accepteraient le maintien d'un tel colonialisme aux cotés des Français. « On nous demande notre coopération pour refaire une France qui soit à la mesure de l'Homme et de l'Universel. Nous acceptons, mais il ne faut pas que la métropole se leurre ou essaye de ruser. Le « Bon nègre » est mort ; les paternalistes doivent en faire leur deuil. (...) Nous voulons une coopération dans la dignité et dans l'honneur, sans quoi ce ne serait que « Kollaboration », à la vichyssoise. »⁴⁶ Ainsi, le colonialisme négateur de l'égalité et de l'universel concret, est implicitement comparé aux actes des nazis avec lesquels des Français ont collaboré.

Un pas de plus est franchi, lorsqu'Aimé Césaire reprend lui aussi en 1945, ce nouage. Il reprend l'idée importante selon laquelle de grands crimes précèdent les grands crimes. Mais cette fois, c'est pour dire à quel point l'occident s'est en fait peu soucié de ce qui était arrivé aux noirs, du fait qu'ils n'étaient justement pas Européens. « Alors un beau jour la bourgeoisie est réveillée par un formidable choc en retour : les gestapos s'affairent, les prisons s'emplissent, les tortionnaires inventent, raffinent, discutent autour des chevalets. On s'étonne, on s'indigne. On dit comme c'est curieux ! Mais bah, c'est le nazisme ça passera ! Et on attend et on espère, et on se tait à soi même la vérité que c'est une barbarie, mais la barbarie suprême, celle qui couronne, celle qui résume la quotidienneté des barbaries ; que c'est du nazisme, oui, mais qu'avant d'en être la victime on en a été le complice ; que ce nazisme là, on l'a supporté avant de le subir, on l'a absout, on a fermé l'œil là dessus, on l'a légitimé, parce que, jusque là ,il ne s'était appliqué qu'à des peuples non européens, que ce nazisme là on l'a cultivé, on en est responsable, et qu'il sourd, qu'il perce, qu'il goutte, avant de l'engloutir dans ses eaux rougies, de toutes les fissures de la civilisation occidentale et chrétienne. »⁴⁷ La violence subie par les noirs a été pour Césaire la face cachée de la violence subie par les juifs, une même cruauté occidentale et chrétienne. Ce qui explicite que l'esclavagisme puisse être conçu dans le regard occidental comme un plagiat par anticipation⁴⁸ du nazisme.

Aimé Césaire souhaite démontrer que la lutte contre le nazisme doit se poursuivre dans le combat contre l'extrême racisme qui continue à être perpétré et envers des juifs et envers des noirs. « Quand je tourne le bouton de ma radio, que j'entends qu'en Amérique des nègres sont lynchés, je dis qu'on nous a menti : Hitler n'est pas mort ; quand je tourne le bouton de ma radio, que j'apprends que des Juifs sont insultés, méprisés, pogromisés, je dis qu'on nous a menti : Hitler n'est pas mort ; que je tourne enfin le bouton de ma radio et que j'apprenne qu'en Afrique le travail forcé est institué, légalisé, je dis que véritablement, on nous a menti : Hitler n'est pas mort. »⁴⁹

⁴⁵En majuscule dans le texte original, Gaston Monnerville.

⁴⁶ Léopold Sédar Senghor, « Défense de l'Afrique noire », *Esprit* premier juillet 1945.

⁴⁷ Aimée Césaire, *Discours sur le colonialisme*, Cité par Franz Fanon dans *Peaux noires masques blancs*, Peau noire, masques blancs, 1952, rééd., Le Seuil, col. « Points », 2001 pp.14-15.

⁴⁸ Pierre Bayart, *Le plagiat par anticipation*, éditions de minuit, Paris, 2009.

⁴⁹ Aimée Césaire, cité de mémoire par Frantz Fanon, *discours politiques*, Campagne électorale 1945, cité par Franz Fanon dans *Peaux noires masques blancs*, *op.cit.* p.72.

Ces textes témoignent d'une double volonté, d'une part associer au travers du nom honni de Hitler la cause noire et la cause juive mais aussi les distinguer car quand même les juifs sont Européens.

Ces textes sont cités par Franz Fanon en 1953, dans son maître ouvrage, *Peau noire, masques blancs*. Mais il s'en démarque autant qu'il s'en inspire, car il souhaite réaffirmer à son tour le lien historique entre cause noire et cause juive. « De prime abord, il peut sembler étonnant que l'attitude de l'antisémite s'apparente à celle du négrophobe. C'est mon professeur de philosophie, d'origine antillaise, qui me le rappelait un jour : « Quand vous entendez dire du mal des Juifs, dressez l'oreille, on parle de vous. » Et je pensais qu'il avait raison universellement, entendant par là que j'étais responsable, dans mon corps et dans mon âme, du sort réservé à mon frère. Depuis lors, j'ai compris qu'il voulait tout simplement dire : un antisémite est forcément négrophobe. »⁵⁰

Mais loin de la négritude et de l'affirmation raciale, Frantz Fanon déclare son désir de se déprendre de toute identité au profit d'une subjectivité libre, non pas déshistoricisée, mais tout en connaissant l'histoire, en ne se laissant pas enfermer par l'histoire. « Je ne suis pas prisonnier de l'Histoire. Je ne dois pas y chercher le sens de ma destinée. Je dois me rappeler à tout instant que le véritable saut consiste à introduire l'invention dans l'existence. Je n'ai pas le droit de me laisser engluier par les déterminations du passé. Je ne suis pas esclave de l'Esclavage qui déshumanise mes pères. [...] Je suis mon propre fondement. »

Dans ce processus Frantz Fanon est conduit à affirmer « Le nègre n'existe pas, pas plus que le blanc, » et ainsi à remettre en question l'histoire longue du préjugé de couleur, mais aussi l'histoire longue des culpabilités transmises. « Vais-je essayer par tous les moyens de faire naître la Culpabilité dans les âmes? La douleur morale devant la densité du Passé? » « Il n'y a pas de monde blanc, il n'y a pas d'éthique blanche, pas davantage d'intelligence blanche. Il y a de part et d'autre du monde des hommes qui cherchent. »

Interpréter les symptômes

La violence qui s'est déchainée à l'égard de Taubira ne relève pas d'un résidu de racisme qu'on croyait éteint. Elle incarne ce que la Ve République a refoulé dès sa naissance en choisissant de marginaliser Monnerville, noir guyanais comme elle, de refouler l'empire au nom d'une France européenne entendez appartenant à l'Occident chrétien⁵¹. Pas de Colombey les deux minarets à Colombey les deux églises. Elle porte ce que cet Occident chrétien déteste, un mariage dont l'objectif n'est pas de diffuser la mystique du Christ mais de jouir ici bas de la vie. Elle incarne l'égalité et l'universalité du droit républicain qui a d'ailleurs emprunté à l'universalisme chrétien, et a affirmé approfondir le travail amorcé par la Révolution française. Il ne serait finalement pas étonnant de la voir bientôt accusée d'être du côté de la cause juive comme le juif Marat, après qu'ait été soupçonné sa loyauté à l'égard des symboles d'identité française.

L'antisémitisme qui se déploie par des signes de connivence antisystème, puise lui aussi dans une histoire longue, celle du renoncement dans les années 1950 à l'anti-nazisme et l'anti-vichysme, puis du renoncement à l'effectivité universelle de la subjectivité de chacun au nom de l'histoire des groupes particuliers.

La cause post-coloniale souhaite penser à nouveau la place de la race dans l'affrontement politique, mais dire comme le parti des Indigènes de la République, il y a les blancs dont les juifs font partis et il y a les non blancs : noirs, arabes musulmans et ils

⁵⁰ Frantz Fanon, *Peaux noires masques blancs*, *op.cit.*, idem pour les citations suivantes.

⁵¹ Qu'il ne s'agit pas de confondre avec l'universalisme chrétien, le premier en fabriquant un communautarisme occidental fermé s'oppose explicitement aux ambitions de l'autre.

ne peuvent faire alliance ni métissage, ce n'est pas critiquer la race mais la réintroduire comme identité. Il y a là bien sur négation de l'idéal révolutionnaire de déracialisation du politique et à cet égard, il est vrai que les acteurs de ce mouvement sont eux aussi antisystème et ambigus en se réclamant du « ni droite ni gauche » et d'un essentialisme supposé stratégique. Pourtant, Gayatri Chakravorty Spivak qui a inventé cette notion ne la pense pas dans ces termes. Elle ne se réclame même pas du post-colonialisme et pense que c'est une erreur de faire usage de son travail dans le contexte européen : « J'ai conscience du fait que l'on découvre cet ancien essai actuellement, parce qu'on a le sentiment qu'il décrit la situation en France, en Autriche, etc. Mais je dirai que cette critique d'un colonialisme du passé ne s'applique pas d'emblée aux situations ici et maintenant. Il ne faut pas calquer les formules »⁵². L'essentialisme stratégique décrivait la manière dont les subalternes essentialisent leur groupe dans les luttes politiques mais pour le repérer plus que pour le louer. Aujourd'hui en Inde, « ces subalternes ont bien plus conscience des supérieurs de ma caste et de l'oppression qui vient de la petite noblesse rurale d'aujourd'hui que de quelques Anglais fantasmatisés dont on ne se souvient que le jour de l'indépendance, comme un petit rituel divin du postcolonial. »⁵³ La fixation postcoloniale d'une analyse du politique fait alors l'économie d'une autre quête d'égalité non comme front de race, mais comme liberté réciproque, c'est-à-dire d'une liberté comme non domination des uns sur les autres, des uns ou des autres.

Face à la victoire encore relative malgré tout, de la guerre de position menée depuis la seconde guerre mondiale par toutes les contre lumières de l'Occident païen et chrétien, il s'est agi de mettre en œuvre à nouveau une contre hégémonie culturelle. Se contenter de décrire le monde à l'échelle un, à l'instar des géographes décrits par Borges quand il réfléchit sur la rigueur de la science⁵⁴ ne paraît vraiment plus suffisant. Nous avons besoin de points de vue et même de points de vue qui cherchent à convaincre qu'un autre monde est possible et souhaitable. Il nous faut assumer de traduire à la manière de Spivak, la position de subalternes qui culturellement n'ont pas pour seul destin et vocation d'aimer se décharger du poids de l'injustice éprouvée en faisant des quenelles et en insultant des ministres. Il s'agit aussi de faire venir cette justice attendue. Cet effort a été abandonné depuis bien longtemps par les supposées élites de la supposée gauche. L'égalité qui doit venir ne sera pas gage de réconciliation improbable et sans doute non souhaitable, mais de reprise d'une autre politique. Les dits subalternes, les classes populaires, celles des gilets jaunes doivent y avoir une vraie place, place souveraine. Alors peut-être pourront-ils refuser vaillamment d'être les jouets consentants de maîtres qui pensent un monde fait de hiérarchies racialisées, plutôt qu'une humanité une. C'est encore de l'histoire, à faire venir. Mais de fait en se réclamant de la Révolution

⁵² Entretien réalisé le 25 janvier 2010 à la librairie le merle moqueur, publié par transeuropeennes en partenariat avec les éditions Amsterdam. http://www.transeuropeennes.eu/fr/articles/voir_pdf/223.

⁵³ Idem.

⁵⁴ Borges "Musée - De la rigueur de la science", in *L'Auteur (Œuvres complètes, Tome II, p 57, Bibliothèque de la Pléiade, Paris, 1999)* : « Dans cet Empire, l'Art de la Cartographie parvint à une telle Perfection que la Carte d'une seule Province occupait toute une Ville et la Carte de l'Empire toute une Province. Avec le temps, ces Cartes Démesurées ne donnèrent plus satisfaction et les Collèges de Cartographes levèrent une Carte de l'Empire, qui avait le Format de l'Empire et qui coïncidait point par point avec lui. Moins portées sur l'Étude de la Cartographie, les Générations Suivantes comprirent que cette Carte Dilatée était inutile et, non sans Impiété, elle l'abandonnèrent à l'Inclémence du Soleil et des Hivers. Dans les Déserts de l'Ouest, subsistent des Ruines en lambeaux de la Carte, habitées par des Animaux et des Mendiants. Dans tout le Pays, il n'y a plus d'autres reliquats des Disciplines Géographiques. Suarez Miranda, *Viajes de Varones Prudentes, Livre IV, Chapitre XLV, Lérida, 1658.* »

française les Gilets jaunes la faisaient revenir, non sans ambiguïtés. Mais pour avoir entendu dans la même semaine plusieurs émissions vilipender à l'automne 2020 la Révolution française soit à nouveau comme matrice des totalitarismes, soit comme chose d'un passé définitivement révolu, je préfère sans hésitation l'ambiguïté des gilets jaunes à la clarté de nos ténors de France-culture.

Gilets jaunes et Révolution française, le mythe, l'histoire

Signalétique ambiguë, appropriation conflictuelle

Faire référence à la Révolution française est bien sur devenu ambigu quand non seulement la signalétique (bonnets phrygiens, drapeaux, marseillaise), mais même les textes révolutionnaires ont été en amont investis par l'extrême droite amalgamée de Soral, de la manif pour tous, puis par les controversés bonnets rouges de 2013. Souvent à l'instar de Macron, cette Révolution française était présentée comme ni de droite ni de gauche, voire présentée explicitement à droite. Nous retrouvons cette difficulté dans l'usage que les Gilets jaunes ont fait et font de la Révolution française. Or le phénomène Révolution française a été lui même conflictuel, et le mouvement des Gilets jaunes aura eu cette qualité indéniable, lui restituer cette dimension conflictuelle par des appropriations si plurielles, qu'il n'est plus possible de faire de l'événement fondateur, un mythe unifié. Cela n'empêche pas de vouloir des « classes populaires unies ». Mais l'unité populaire n'est pas l'homogénéisation des sensibilités politiques. L'objectif est de réinventer un futur où ces sensibilités pourraient s'exprimer dans le conflit mais sans divisions mortifères et dénuées de sens.

La Révolution française n'est pas un bloc et porter un bonnet phrygien depuis le ralliement des catholiques est devenu un signe d'union plus que de révolution. Il témoigne cependant de la volonté de faire référence à « Marianne », la République comme lieu d'une justice et d'une équité à ressaisir. Enfin pour d'autres, il s'agit de refuser un nouvel esclavage. « L'Etat est notre serviteur et nous n'avons pas à en être les esclaves ». Le sentiment d'être privé de la liberté de parole et de jugement, de la liberté de vivre dignement a conduit à cette volonté de résistance présente aussi dans les chansons réinvesties « résiste prouve que tu existes ». « L'esclavage » appartient au vocabulaire politique de l'époque de l'Etat moderne despotique nous avons déjà évoqué les « *soupirs de la France esclave* » de Jurieu au XVIIe siècle. Porter cet énoncé à même un gilet qui revêt le corps, c'est bien dire d'une autre manière qu'avec le bonnet rouge, on compte bien s'affranchir d'une oppression qui n'a que trop duré.

Et porter sur son gilet des dates puis des énoncés révolutionnaires, c'est une manière malgré tout de faire corps avec. On a vu ainsi des gilets jaunes porter 1789/2019, d'autres écrire l'énoncé au complet de l'article 35 de la déclaration de 1793. « Lorsque le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs », d'autres encore déclarer « le peuple a faim », renouant avec l'imaginaire de 1789 et la responsabilité aristocratique d'un « complot de famine », complot à ciel ouvert désormais car les mécanismes socio-économiques qui conduisent les riches à devenir plus riches et les pauvres à s'appauvrir sont bien présents dans les compétences critiques des gilets jaunes. « Les jeunes en galère, les vieux dans la misère, peuple en colère ». « Pour les riches des couilles en or, pour les pauvres des pâtes encore ». L'évasion fiscale est à l'honneur : « transition écologique, stop évasion fiscale », mais aussi le système bancaire, « pour sortir de la misère : exposer l'état réel du système bancaire, séparer les banques de dépôt de celles qui spéculent. » « Un RIC pour une banque nationale et se libérer de la dette », « Gilets jaunes = révolution mondiale contre la finance ».

Il y a dans cet imaginaire social une redécouverte de fondements que certains avaient peut-être trop vite déclarés obsolètes. A ce titre, revisiter la Révolution française c'est bien affirmer un désir de radicalité démocratique comme retour aux racines d'une histoire nationale.

La République c'est comme la mobylette ça fonctionne au mélange

Mais ces drapeaux bleu, blanc, rouge, portés eux aussi à même le corps comme dans les tribunes d'un match de foot, ces « Marseillaise » entonnées à tue-tête, que disent-ils ? On a pu lire toujours à même le gilet « champion du monde en colère ». Macron s'était approprié la fête du foot victorieux et ce mépris des supporters fait partie du carburant nécessaire au démarrage du mouvement. Mais de ce fait même les joueurs de foot n'étant pas des « blancs » ces symboles peuvent dire autre chose que la manifestation d'une classe blanche, fière de l'être et fière de redécouvrir sa puissance d'agir.

La nation française dont chacun semble se réclamer est-elle à ce jour celle du Front national, ethnique et xénophobe, ou celle justement de cette Révolution française qui affirmait sous le nom de nation, l'unité des peuples jusque là désunis, un peuple à qui devait revenir le pouvoir de faire les lois et donc d'être le souverain ?

Indéniablement, le peuple des gilets jaunes est plutôt blanc que black et beur, mais il ne l'est vraiment pas exclusivement. Il faut bien sur donner toute sa part à Pricillia Ludovsky, d'origine antillaise et qui comme porte-parole, messenger, figure, mais non comme leader politique, permet de comprendre que les gilets jaunes sont multiples et qu'il se déclarent « peuple » par delà des écarts politiques, sociaux, ethniques et que sur ce plan ce ne sont pas des petits blancs mais bien un peuple désuni par des clivages qu'ils découvrent être pour une part artificiels, construits pour diviser. Aussi préfèrent-ils découvrir qu'ils partagent déjà les mêmes diagnostics plutôt que de chercher à savoir immédiatement si leurs traductions politiques seront identiques, si leur réponse politique jusque là a été identique. Quand aux quartiers populaires plus ou moins ghettoïsés sont-ils présents ou absents ? Ni l'un, ni l'autre, certains sont présents et d'autres absents, le comité Adama est là mais aussi d'autres associations à Montreuil, à Lyon, à Toulouse, à Grenoble et il suffit de visiter les plates formes et réseaux sociaux pour s'en assurer. Et même si ce ne sont pas toutes les banlieues qui se soulèvent, ils sont de fait beaucoup plus présents que sur la place de la république lors des Nuits debout.

Qu'est-ce alors que le nouveau patriotisme défendu par Pricillia ? Selon cette femme posée qui ne peut être taxée ni de naïve ni de complaisante à l'égard de la situation, en fait une nouvelle solidarité. « L'absence de patriotisme participait au déficit de solidarité. On est isolé, on ne s'occupe que de sa petite personne, on ne s'occupe même pas de ce qu'il se passe dans le pays, on ne se sent même pas appartenir à un pays. Aujourd'hui, c'est cela qui est en train de renaître. On s'occupe de son voisin, on se préoccupe des autres, on fait des trucs ensemble, on est tous dans le même bateau, on va y arriver ensemble... On est un pays. Ce contexte positif de solidarité réveille le sentiment patriotique. »⁵⁵

La patrie est donc « une communauté des affections ». C'était l'expression de Saint-Just, « la patrie n'est point le sol, c'est la communauté des affections, chacun défendant sa chaumière et celle de son voisin, la patrie s'en trouvera défendue »⁵⁶.

Il est certain que les gilets jaunes ne connaissent pas bien la Révolution, qu'elle est effectivement plus un mythe, qu'un lieu pour se donner des Lumières, elle est une source d'inspiration et un espace mental. Mais elle offre aussi des ressources précises qu'ils ne négligent pas.

Ainsi un collectif s'est intitulé « collectif article 35 » et eux aussi se réclament de cet

⁵⁵ Pricillia Ludovsky, 7 mars 2019, entretien paru dans *Reconstruire*

⁵⁶ Saint-Just *Œuvres complètes*, Paris, Gallimard, *op.cit.* 3^e fragment d'institutions républicaines.

article de la déclaration de 1793 où résistance à l'oppression et devoir d'insurrection se conjuguent face aux gouvernements oppresseurs. Face à un gouvernement donc qui viole les droits du peuple, en particulier celui de manifester et de s'informer librement et sans risque pour son intégrité physique, le collectif article 35 a décidé de faire appel au droit international et de déposer plainte contre le président Macron et son ministre de l'intérieur Castaner, au tribunal pénal international de la Haye. Ils souhaitent travailler avec des ONG et demandent que le président ait « à répondre de ses positions totalitaire et criminelle à l'égard de ses citoyens ». Sont particulièrement visés les crimes qu'ils ont commis dans les manifestations. Ils appellent les gilets jaunes abimés par les violences policières et dont les droits n'ont pas été respectés, à témoigner pour nourrir le dossier d'accusation. Ils expliquent que cet article de la déclaration de 1793 ne fait certes pas partie de notre constitution mais qu'ils veulent le faire revivre et, prévoyant sans doute l'attaque, ils affirment qu'ils ne s'identifient nullement à Robespierre, qu'ils ne sont pas robespierristes.

La Révolution mythique est bonne et mauvaise et ils sont dans une sorte de droit d'inventaire tout à fait intéressant, rejetant la figure tutélaire mais pas le droit radical. Ce faisant, ils retrouvent des gestes judiciaires aussi bien révolutionnaires qu'actuels en faisant appel à cette cour pénale internationale pour juger le roi Macron selon un droit des gens revisité. Il y a là une certaine grandiloquence, car « crime contre l'humanité » est sans aucun doute trop fort comme chef d'accusation, mais il s'agit bien de ce que les révolutionnaires appelaient eux « crime de lèse humanité » lorsqu'on empêche les peuples de se ressaisir de leurs droits, ou de « lèse-nation » lorsqu'on trahit son peuple. Deux chefs d'accusation qui avaient justement pesé sur Louis XVI. Cette manière de tirer la sonnette d'alarme sans appeler à la vengeance meurtrière mais bien à la justice, témoigne d'un désir de retenue de la violence qui est le désir révolutionnaire de pouvoir mener à bien une révolution commencée.

Retrouver sa souveraineté

Face à un Etat, qui au nom du maintien de l'ordre, a pris la responsabilité de transformer un conflit politique en confrontations policières au corps à corps, cette judiciarisation témoigne d'un désir puissant de souveraineté. De fait « la remise en cause du système institutionnel est au cœur du mouvement. » Or la sortie de crise en fait accompagne la crise. Grace à une efflorescence d'associations de solidarité, d'éducation populaire, de réflexion politique, ce désir de justice effectivement mis en œuvre, et enfin la création de nouvelles formations politiques, le mouvement laisse d'autres marques que celles des visages éborgnés injustement.

Les gilets jaunes parlent d'un « bloc judiciaire-légal, d'un bloc associatif, et d'un bloc politique ». Ils évoquent une période d'intense politisation, d'ébullition, d'éducation populaire et de désirs d'assemblées. Car sur les sites des gilets jaunes on peut observer une efflorescence d'assemblées, comme si la période était au conseilisme ou au communalisme. C'est de fait une manière de mettre en œuvre une démocratie dite directe appelée de leurs vœux au delà des appels de Commercy mais souvent en accord avec les principes qui ont présidé aux premiers débats sur les ronds point et sur les réseaux sociaux.

Ces assemblées sont parfois enregistrées et les captations rediffusées, mais sinon il y a un nombre incroyable de compte rendus d'assemblées qui témoignent d'une véritable conscience du collectif, qui apparaît sous la forme d'un slogan que l'on retrouve fréquemment, « tous seul on va plus vite, à plusieurs on va plus loin ». Certes, certains assistent aussi à un anti-intellectualisme larvé ou tonitruant, mais ce n'est pas une

position générale.

Aussi, si l'on se rapporte à ce qui se déployait depuis les années 2000, 2010, les gilets jaunes sont, quelque soient leurs options politiques passées et même à venir, une chance pour la démocratie en France. Car cette expérimentation quotidienne d'un droit à la parole, du partage des opinions, de la possibilité de débattre sans (trop) de préjugés, dans une (relative) bienveillance permet de comprendre enfin ce que peut vouloir dire « peuple souverain », comme peuple pensant, imaginant, délibérant et décidant de sa manière de lutter et de penser l'avenir.

Certains commentateurs ont reproché aux historiens des révolutions en générale et de la Révolution française en particulier, d'avoir abusivement joué des analogies, mais c'est ne pas comprendre une autre conception de l'histoire comme totalisation mouvante à la manière de Sartre, car ces analogies ne sont pas à chercher dans les cerveaux ténébreux d'historiens trop enthousiastes, mais bien dans l'invention et la réception des gestes des gilets jaunes eux mêmes. Il y a même là quelque chose de troublant. Car, sans préméditation, des gestes se répètent dans l'obscurité d'un chainage d'émotions qui les appellent dans ce moment de véritable rupture politique vécue.

Une femme proposa à Bordeaux un « collier gilet jaune » à Emmanuel Macron dans une réunion féminine du dit « grand débat », à laquelle il s'était invité. Elle semblait renouveler une demande de compréhension qui s'était manifestée pendant la période révolutionnaire à deux reprises. La première fois quand, en 1789 après la prise de la Bastille, on fit porter au roi la cocarde tricolore révolutionnaire comme signe d'union, et quand le 20 juin 1792 on lui fit porter le bonnet rouge afin d'effacer monsieur veto qui mettait en danger son propre peuple en refusant de ratifier des décrets protecteurs face à l'avancée des armées ennemies. Un journaliste de BFMTV demanda alors à cette femme « Mais qu'est-ce que vous demandez en fait ?! »

Sur son blog de *Mediapart*, le 17 mars 2019, Jean-Pierre Anselme, journaliste peintre qui suit et commente attentivement le mouvement, imagine une réponse à cette question en ventriloque. « À quoi les Gilets jaunes pourraient répondre : « TOUT ! ». Un « tout » dans le droit fil historique du célèbre pamphlet « *Qu'est-ce que le Tiers-État ?* », de l'abbé Sieyès, paru en janvier 1789 en prélude à la convocation des États généraux, et dont les mots, au prix d'une actualisation d'autant plus troublante qu'elle est aisée, sonnent en 2019, aussi forts, justes et clairs qu'alors :

« Qui donc oserait dire que le Tiers-État n'a pas en lui tout ce qu'il faut pour former une nation complète ? Il est l'homme fort et robuste dont un bras est enchaîné. Si l'on ôtait l'ordre privilégié, la nation ne serait pas quelque chose de moins, mais quelque chose de plus. Ainsi qu'est-ce que le Tiers-État ? Tout, mais un tout entravé et opprimé. Que serait-il sans l'ordre privilégié ? Tout. Mais un tout riche et florissant. Rien ne peut aller sans lui, tout irait infiniment mieux sans les autres. » De quoi glacer le sang de la France des riches, cette lie de la société qui a fait sécession ; de quoi faire paniquer leurs fondés de pouvoir et leurs affidés. »

Cet appel à la Révolution française comme désir à la fois d'âge d'or et de rupture, aura mis fin à plusieurs maux qui minaient le pays comme démocratie depuis longtemps.

Fin au refus des conflits et si les débuts du mouvement auront été vécus sous le signe de la rupture d'un contrat moral implicite entre gouvernant et gouvernés, cette supposée « économie morale d'une demande protectrice » n'est très vite plus d'actualité. Les Gilets jaunes veulent décider. Ils agissent pour pouvoir décider de leur avenir et de celui de leurs enfants et ne croient plus qu'ils seront un jour protégés par d'autres qu'eux mêmes.

Ce désir de révolution aura mis fin conséquemment au désir de chefs qui non seulement ne se manifeste plus mais est régulièrement récusé par les gilets jaunes. Que ce soit le chef électoral, le chef stratège unique, le chef d'assemblée, le maître à penser, ils sont absents. Il n'y aura eu que des messagers, des facilitateurs, des organisateurs offrant leurs services sans s'approprier verticalement le monopole de l'élaboration, du talent, de l'intelligence. Cette intelligence demeure collective et délibérative. Comme dirait Claude Lefort, la place du pouvoir demeure vide. En démocratie, expliquait-il, l'Autorité, fondamentalement, n'appartient à personne. Certains individus exercent pendant un laps de temps limité des responsabilités, mais le pouvoir proprement dit reste « inlocalisable, infigurable, indéterminé ». N'est-ce pas là une bonne définition de ce que cherchent à inventer en ce moment les gilets jaunes ?

Le mouvement parce qu'il accepte le mélange complexe demeure bien sur encore confus, mais au printemps 2019, de nombreux segments militants portaient sur leurs gilets jaunes des énoncés bien connus, « un toit c'est un droit » par exemple, mais aussi « l'intermittence en lutte », « CGT-gilets jaunes ». L'appel au mélange, à la solidarité, à l'équité et à l'égalité ne semble pas avoir eu lieu en vain.

La casse sur les Champs Elysées semble bien sur contrevenir à ce désir de sécession démocratique. Castaner parle de « fascistes » et « d'assassins ». Mais pour le coup, il reviendra aux historiens et sociologues de saisir par bribes d'archives vidéo, d'entretiens avec les policiers eux mêmes, d'entretiens avec des gilets jaunes, de comprendre comment un Etat peut laisser ainsi la casse se déployer sans obstacle réel quand la voix immense d'un peuple ne demande qu'à s'effacer pour qu'on entende enfin sa parole. Car, c'est faute d'être entendu qu'on hausse la voix, ce bout de corps tendu dans l'espace. Et elle s'efface quand les mots articulés deviennent le lieu de l'échange constituant.

Nous en étions là quand se préparait une nouvelle séquence de résistance. La peur continuait à virevolter, mais l'espérance était bien du côté de cette voix du peuple.

Mais ce qui se présente comme majoritaire en terme de soutien, ne l'est ni dans la rue ni dans les urnes, et les résultats aux élections qui ont suivi l'événement gilets jaunes n'ont pas été déviés. Il y a malgré ces forts gestes politiques quelque chose de figé, d'inquiétant parce que figé.

Peuple impassible, peuple absenté, peuple improbable, 2016

De l'apathie comme constat

Si la résistance à l'oppression, comme le déclare la Déclaration des droits de 1793, est la conséquence des autres droits de l'homme, l'apathie face à l'oppression néolibérale qui a précédé notre actualité, aura peut être été le mauvais signe de l'ignorance, de l'oubli et du mépris des droits de l'Homme, aujourd'hui comme hier seules causes des malheurs publics et de la corruption des gouvernements.

Les malheurs publics ne manquent pas depuis un long moment : chômage de masse, terrorisme, guerre, parfois une petite épidémie ; « *a fame, peste bello, liberis no domine* » : la prière moyenâgeuse semble redevenue d'actualité. Mais Dieu ne peut nous libérer des maux du temps et il faudrait savoir s'en libérer seuls en résistant à l'oppression de gouvernements corrompus et, surtout, d'une gouvernementalité où à nouveau les peuples sont traités comme des troupeaux. Un temps qualifié de post-démocratique⁵⁷. La longue crise aura au moins révélé ce secret de polichinelle : nos régimes politiques occidentaux, ne sont pas vraiment démocratiques ni à l'échelle nationale, ni à l'échelle européenne, ni à l'échelle globale.

Dans ce déni de démocratie, les différentes échelles sont d'ailleurs intriquées. L'échelle européenne est supposée être déterminée par l'échelle nationale, car les décisions importantes doivent y être ratifiées. Mais désormais, nous le savons trop bien, si les peuples votent mal, on peut renoncer à les faire voter ou les faire voter plusieurs fois. Cette falsification des résultats électoraux sur le traité en vue d'une constitution européenne – car comment appeler le fait de refaire voter les pays qui avaient voté contre, sinon une falsification légalisée ? – a produit un premier dévoilement conduisant un certain nombre d'électeurs à désormais grossir les rangs des abstentionnistes. La crise grecque a montré que l'intrication se faisait désormais à l'échelle globale sans plus tenir compte de l'expression démocratique de la voix d'un peuple qui tente de se ressaisir de ses droits à exister. En effet le « Non » grec au référendum n'a rien changé à la pression exercée par les institutions européennes sur le gouvernement grec. La Troïka constituée d'experts représentant la commission européenne, la banque centrale européenne mais aussi le fonds monétaire international, a gardé son pouvoir intact. L'expertise est ainsi passée du stade de l'audit conçu pour éclairer des décideurs démocratiquement contrôlés, à celui de négociateur et de décideur au sein de l'union européenne sans plus aucun contrôle démocratique. Nous sommes ainsi entrés dans un régime où la finance globalisée décide sous couvert d'institutions autoproclamées, fondamentalement illégitimes du point de vue des peuples souverains et illégales au regard des institutions ratifiées démocratiquement.

Parfois les choses s'aggravent localement quant à cet état de droit qui semble être devenu superflu. Les normes devenues labiles, des situations d'exception font officiellement et légalement office de procédure légale de longue durée. C'est en ce moment le cas en France où l'état d'urgence a d'abord été légalement prolongé depuis l'automne 2015, a failli être constitutionnalisé par des institutions de l'État de droit, puis est entré tout simplement par fragments important dans le droit ordinaire avec le président Macron. Comme si elles avaient décidé de se saborder elles-mêmes, les institutions dites démocratiques ont cautionné. « *L'état d'urgence n'est pas l'arbitraire, ni la suspension de l'État de droit. Les mesures qui ont été prises sous son empire ont été soumises au contrôle du Conseil constitutionnel, du juge administratif et même du*

⁵⁷ C. Crouch, *Postdémocratie*, trad. Y. Coleman, Zürich, éditions Diaphanes, coll. « Transpositions », 2013.

parlement. » Voici ce que me répondait mon député quand je l'enjoignais le 5 février 2016, à l'appel du conseil d'urgence citoyenne de ne pas voter la constitutionnalisation. C'est ainsi par le droit que le droit meurt. En France, de fait le Parlement, le conseil constitutionnel et des juges administratifs ont avalisé ce que la Commission nationale consultative des droits de l'Homme trouvait inacceptable, le terrorisme servant d'alibi ou de justification dans ce que l'on peut considérer comme une nouvelle politique de la peur entretenue.

Or les peuples, quand ils ne sont pas écrasés comme le peuple grec, ont semblé finalement soit s'en accommoder, soit même considérer que cela était naturel. Certes la réforme du Code du travail et la loi sur le travail ont produit des remous. Après les échanges de piques entre membres du parti socialiste usurpateur du nom, une pétition a été signée par près d'un million de personnes, des mouvements se sont organisés. Une certaine jeunesse qui n'a pas subi la même histoire, mais a déjà une expérience désastreuse du monde du travail, a affirmé « on vaut mieux que ça ». Elle le sait dans son corps, elle le sent, elle le dit. Cette loi n'est pas une loi.

Mais pour tous les autres, d'où est venue cette naturalisation tout de même bien partagée d'une organisation de la politique qui ne laisse finalement plus aux peuples qu'une présence ritualisée et évanescence dans l'exercice d'un droit de vote désormais dénué de toute efficience politique réelle ?

De l'apathie comme danger

L'apathie était ce que craignaient le plus les acteurs révolutionnaires français. Le 5 nivôse an II, Robespierre affirme que « *s'il fallait choisir entre un excès de ferveur patriotique et le néant de l'incivisme ou le marasme du modérantisme, il n'y a pas à balancer. Un corps vigoureux, tourmenté par une surabondance de sève, laisse plus de ressource qu'un cadavre*⁵⁸ » Quelque mois plus tard Saint-Just affirme : « *la révolution est glacée, tous les principes sont affaiblis, il ne reste que des bonnets rouges portés par l'intrigue.*⁵⁹ » Or cette glaciation est une perte d'ardeur et il l'attribue à « *l'oppression méchante* » à « *son exemple contagieux qui, de degré en degré, depuis le plus fort jusqu'au plus faible, établit la dépendance* », là où devait régner la liberté.

L'apathie est une absence d'émotion. Pour cette raison les révolutionnaires se sont souciés de produire les institutions civiles réparatrices qui les feront retrouver et permettront de redonner à la Révolution française et au républicanisme sa fameuse sève, celle qui fait de chaque citoyen un veilleur capable de résister à l'oppression grâce à son intuition sensible. Pour Robespierre, les émotions doivent fournir un instinct politique : « *La Nature a mis dans l'homme le sentiment du plaisir et de la douleur, qui le force à fuir les objets physiques qui lui sont nuisibles, et à chercher ceux qui lui conviennent. Le chef-d'œuvre de la société serait de créer en lui, pour les choses morales, un instinct rapide qui sans le secours tardif du raisonnement, le portât à faire le bien et à éviter le mal.*⁶⁰ » Cet instinct sûr, qui doit permettre de juger sans hésitation une situation politique et morale, n'est pas seulement inné ou naturel. Désormais, Robespierre pense qu'il doit être socialement construit et entretenu. Si le peuple est bon, il peut être égaré par ses propres passions ou par les discours passionnés des autres, des « *méchants* ». Retour aux mauvaises institutions et aux mauvaises pratiques.

⁵⁸ *Moniteur*, p. 52, t.18.

⁵⁹ Saint-Just, *Œuvres complètes*, chap. troisième, fragment, Institutions républicaines ; présenté par Miguel Abensour et Anne Kupiec, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2004, p. 1141.

⁶⁰ Bibliothèque nationale, 8°, Le 38 787.

L'institution salvatrice, chez Saint-Just, est l'histoire comme récit civil qui produit une imagination politique sensible. Elle est alors associée au refus des modèles. « *Ne méprisez rien, mais n'imitiez rien de ce qui est passé avant nous : l'héroïsme n'a point de modèle.*⁶¹ » Si les révolutionnaires ont la mémoire de la grandeur romaine liée à sa liberté politique, c'est bien pour eux une liberté monumentale, mais plutôt qu'un modèle, elle est une audace à reconquérir dans le présent révolutionnaire. On pourrait parler, pour une telle transmission qui refuse l'identification avec des maîtres passés, d'une transmission sans totalisation. Pour Saint-Just, la France à son tour pourrait alors jouer un rôle de « *porteur* » de liberté. Or pour jouer ce rôle exemplaire, le sens de la Révolution comme l'expérience révolutionnaire ne doivent pas être falsifiés. « *Précisez tellement tous les principes, toutes les idées qu'on ne les travestisse plus.*⁶² » Il est devenu crucial de faire de la vérité historique elle-même une valeur, une vérité historique qui se confond alors avec le sens à donner aux événements. « *Que chaque empire du monde jette les yeux sur le point d'où il est parti et qu'il nous lise son histoire. [...] Ils ont des siècles de folie et nous avons cinq ans de résistance à l'oppression et d'une adversité qui produit les grands hommes. [...] Si la république romaine renaissait, elle se glorifierait de nous, et rougirait beaucoup de ses autres successeurs.*⁶³ »

Mais si la Révolution française renaissait ne rougirait-elle pas de ce peuple libre tombé de haut ?

De l'apathie comme effet

Mais les hommes ne sont pas nés méchants, dit Saint-Just. Et Patrice Loraux, lorsqu'il réfléchit sur ce que les juntas militaires en Argentine avaient produit comme effet sur la population et la société en faisant « *disparaître* » les militants pour la liberté, propose une théorie de « *l'impassibilité*⁶⁴ ». Face au spectacle de l'immonde, les hommes perdent leur sensibilité et deviennent ainsi potentiellement indifférents et, par là, méchants si l'on veut, incapables en tout cas de résister à l'oppression.

Patrice Loraux évoque une « *pétrification des affects* ». Une capacité de ne plus ressentir. Or il affirme que cette anesthésie est liée au fait qu'on ne se représente plus ce qu'on voit ou ce qu'on est en train de faire. « *Vous représentez-vous ce que vous avez fait*⁶⁵ », demande-t-il, ou ce que vos aïeux ont fait ou regardé ou subi ? Ou ce que nos gouvernements font faire aux fonctionnaires du ministère de l'immigration ou des préfectures que nous rétribuons, nous le représentons-nous ? Ça nous blesse de nous le représenter. Mais une blessure ouverte n'est pas grave si elle fait souffrir, alors que l'impassibilité conduit au pire. En Syrie, en Libye, à Calais, dans nos ministères, sur nos places publiques, dans notre Code du travail ici en France, les politiques publiques inventées, pour faire la guerre aux peuples étrangers, pour contrôler nos frontières, pour faire la guerre au menu peuple, nous blessent. Et si l'on ne veut pas souffrir, compatir, elles réclament l'endurcissement.

Qu'est-ce que s'endurcir ? C'est se mettre *au service de*. Au service de la politique de rétention, au service de Frontex, au service de la politique de contrôle de l'immigration, au service de l'expertise de préférence chiffrée, de l'état d'urgence, de l'arbitraire, au service du confort des uns contre la misère des autres. Le service des acteurs ou des

⁶¹ Saint-Just, Rapport sur la police générale, *Œuvres complètes, op. cit.*, p. 763.

⁶² *Idem.*, p. 762.

⁶³ *Idem.*, p. 753.

⁶⁴ P. Loraux, « Les disparus », in J.-L. Nancy (dir.), « L'Art et la Mémoire des camps. Représenter, exterminer. Rencontre à la maison d'Izieu », *Le Genre humain*, n° 36, 2001, p. 41-59.

⁶⁵ *Idem.*, p.45.

actants qui font le sale boulot, dit-on. Mais c'est aussi avoir son nom entamé par ce sale boulot fait en notre nom, avoir sa sensibilité outragée par ce sale boulot et finalement être devenu sinon d'emblée impassible, déjà impuissant. C'est ça le trauma de la cruauté en acte. *« On finit par sentir puissamment qu'on ne sent plus, qu'on ne sent pas. De proche en proche, le trauma diffuse à travers les peuples où sont perpétrés les crimes. On assiste alors à une réorganisation étrange du réel, où tout ce qui pourrait constituer une faille, une résistance semble disparaître (...) Tout se fait compact tout se soude. »* *« Et celui qui se sera plié peut-être une seule fois à ce service, il lui deviendra impossible d'être tendre en profondeur. »*⁶⁶ Quant à ceux qui regardent ou qui détournent le regard, ils seront peut-être portés au-delà de la douleur et sentiront aussi qu'ils ne sentent plus.

Avant les effets, retour sur les causes, histoire refoulée, falsifié, ignorée

Les causes qui expliquent l'ignorance, l'oubli et le mépris des droits de l'homme sont donc de trois ordres. Des causes qui relèvent d'une falsification de la transmission historique. Le chapitre est long. Des causes qui relèvent de la corruption des gouvernements, pas seulement celle qui s'établit en monnaie sonnante et trébuchante, mais celle qui, loin de toute vertu, donne pouvoir aux dits « méchants » et détruit les bases solides de la liberté des peuples. Des causes qui relèvent de l'outrage et de la collaboration, ce que nous avons appelé « se mettre au service de » et qui fait perdre la tendresse. Mais toutes ces causes sont de l'histoire qui rejoue sur une forme singulière cette apathie face à l'oppression, quand ce n'est pas un désir puissant de se mettre au service d'une oppression accrue en choisissant de nouvelles figures de chefs qui loin de représenter le peuple pourraient encore mieux l'absenter.

L'histoire refoulée activement, voire déclarée morte et, pourrait-on dire aujourd'hui, avec un soulagement non feint est celle de la Révolution française quand elle ne répond pas de la seule interprétation en termes de Révolution bourgeoise. Cette Révolution reste mal connue. Quand un philosophe – un grand philosophe pourtant – dit dans une tribune du 27 janvier 2016 dans le journal La Croix : « Il faut repenser de fond en comble le commun, l'être ensemble, qui sont devenus des mots doucereux. Repenser comment nous sommes au monde. Penser aussi que certaines positions au monde s'usent. La royauté, ce qui a rendu possible la Révolution française, a chuté car elle était usée. Ce que la Révolution française a engendré, la République – et plus largement une civilisation – est aujourd'hui usée à son tour », il commet cette erreur assez caractéristique du rapport de la philosophie à l'histoire : il forme un récit de l'engendrement linéaire des régimes politiques, et de leur usure elle aussi linéaire ; il adopte une conception de l'histoire où le temps est homogène et vide, sans à-présent, sans boucles de rémanence qui permettraient pourtant de ressaisir des foyers de liberté avec audace et ardeur.

Ce sont pourtant les à-présent antiques qui ont conduit à l'humanisme et aux Lumières et mis à bas l'absolutisme plus que la royauté. C'est la réouverture des foyers de liberté qui a frayé un chemin à cette liberté qui fonde notre humanité. Peut-elle d'ailleurs mourir comme meurent des civilisations, cette liberté ? Il faudrait introduire plus de discontinuités pour comprendre historiquement où nous en sommes et ne pas oublier que ce n'est pas la royauté qui a engendré la Révolution, mais que la Révolution est venue interrompre la royauté sans nécessité téléologique. Enfin reconnaître que la Révolution française et le modèle républicain dans lequel nous sommes, celui de la V^e République sont, comme l'huile et l'eau, difficiles à homogénéiser.

⁶⁶ Ces énoncés sont librement inspirés de Patrice Loraux, retravaillés par moi-même pour le spectacle de Vincent Rafis, *Eldorado dit le Policier* donné en 2011 au CDN d'Orléans.

Or ce chemin frayé par la Révolution française a été attaqué par ceux qui n'en voulaient vraiment pas, s'arc-boutant à l'Ancien régime très catholique et très hiérarchique. Ils laissent encore la trace de leur fureur dans les retraductions actuelles de leurs lointains épigones au château de Versailles. Anish Kapoor, né d'une mère juive irakienne et d'un père hindou, en a fait les frais et son monument de vie est devenu un lieu d'inscription mortifère où l'on pouvait lire pèle mèle : « *À Versailles le Christ est roi* », « *Le second viol de la France par l'activisme juif déviant* », « *sacrifice sanglant* » avec des s de ss ; « *La reine sacrifiée deux fois outragée* », une croix de Malte, un cœur vendéen. Anish Kapoor a affirmé dans la presse qu'il refusait de croire que la France se reflétait dans les tags de cette minorité d'esprits étriqués qui s'approprient l'espace public et jugent, au mépris de la loi et au nom de tous, de ce qui est bon ou non, possible ou non, acceptable ou non, digne de la France ou non. Il a malgré tout parlé aussi de sa tristesse face au silence des intellectuels et à la passivité des politiques face à quatre attaques répétées contre son intervention artistique dans l'espace public.

C'est ce chemin frayé qui a été aujourd'hui rendu impraticable par une historiographie antitotalitaire de droite, celle de la galaxie Furet, plus soucieuse de vilipender l'irruption du peuple et la terreur que de penser comment la Révolution française avait inventé un espace délibératif démocratique inédit. Espace récusé dès thermidor, qui refoule toute trace de démocratie insurgente en rétablissant le suffrage censitaire, en fermant les sociétés politiques puis en rédigeant une constitution qui donne tout pouvoir à l'exécutif, le fameux Directoire où les chefs dirigent. Si la III^e République a redonné pouvoir au législatif, elle ne cessa pas de se méfier du peuple, de le traiter en enfant et d'exporter aux colonies cette conception inégalitaire des rapports entre gouvernants et gouvernés, soi-disant pour le bien des gouvernés. Quand à la V^e, tant vantée par ceux mêmes qui l'avaient installée, loin de laisser une quelconque place à la liberté, elle trouve son origine dans ce qu'il faut bien appeler un coup d'État.

Ceux qui ont défendu l'état d'urgence et sa constitutionnalisation se réclament des institutions de la V^e République dont l'assise a d'emblée quelque chose de pourrie comme le dit Hamlet du royaume du Danemark. Les gaullistes avaient encouragé les pieds-noirs à faire sécession pour garder l'Algérie Française et empêcher les négociations d'un cessez-le-feu avec le FLN prévues par Pierre Pflimlin, député MRP, pressenti pour la présidence du Conseil.

L'appel à de Gaulle s'est fait alors en trois temps, par un éditorial du plus grand journal d'Alger le 10 mai 58, une manifestation d'anciens combattants qui mettent à sac le gouvernement général d'Alger, forment un comité de salut public en abusant des mots de la Révolution française, et exigent de Paris « *un gouvernement de salut public, seul capable de conserver l'Algérie partie intégrante de la métropole* ». Les députés, qui n'apprécièrent pas cette intrusion, résistèrent et investirent comme prévu Pierre Pflimlin. La rupture du Parlement avec une Alger sécessionniste de fait était consommée. Les pleins pouvoirs civils et militaires en Algérie sont alors confiés au général Raoul Salan, qui commande l'armée sur place. Or le général Salan, dans un discours public du 15 mai, en appelle finalement aussi au général de Gaulle, sans plus tenir compte du Parlement.

De Gaulle fait répondre le jour même qu'il se tient prêt à « *assumer les pouvoirs de la République* ». Le 19 mai, jouant double jeu, il donne une conférence de presse pour dire qu'il refuse de recevoir le pouvoir des factieux d'Alger. Il se gausse des journalistes qui s'inquiètent de l'éventualité d'une dictature, mais la République était déjà morte.

Le 27 mai, de Gaulle agit sans l'aval du parlement et affirme dans un communiqué qu'il entame le processus régulier pour « *l'établissement d'un gouvernement républicain* ». Là est le coup d'État.

René Coty, président de la République, cède. Le 1^{er} juin, dans un message au Parlement, il en appelle au « *plus illustre des Français* ». La mise au pas du Parlement se poursuit. Le général forme un gouvernement de rassemblement et rédige la nouvelle constitution où le pouvoir exécutif et le président, son chef, détiennent désormais la prééminence du pouvoir, sans se soucier davantage du pouvoir législatif et du peuple qui, comme dans tout régime autoritaire, est convié à des référendums. La nouvelle constitution est d'ailleurs approuvée par référendum le 28 septembre 1958, avec 79,2 % de *Oui*.

C'est alors que le mot « République » subit sa falsification la plus grave. Elle n'est plus un régime public du bien commun, mais le régime d'un chef qui préside un conseil de ministres qui a l'initiative des lois. Cela ressemble bien sûr au modèle monarchique.

Vouloir en finir avec la Révolution française pour en finir avec la V^e République est à ce titre un non-sens historique et politique. L'ignorance, l'oubli, le mépris des droits de l'homme et du citoyen, sont au cœur de notre système politique qui a tourné le dos à l'héritage révolutionnaire forclos. C'est cette forclusion qui agit encore sur nous.

La tendresse perdue, l'outrage

Les spectacles affreux en France, ceux qui peuvent pétrifier la sensibilité ont d'abord concerné la répression des révolutionnaires républicains. En premier lieu, les anciens esclaves qui ont cru à leur nouvelle liberté, récusée si vite par Napoléon. Le spectacle se poursuit en juin 1848 où les ouvriers républicains sont écrasés, puis d'une manière terrible lors de la semaine sanglante qui oppose les Versaillais aux Communards, souvent eux aussi républicains. Les spectacles affreux ce sont ceux de la colonisation où l'on tue, enfume, asservit des populations entières au nom de la civilisation. Travail d'Empire et d'une République troisième du nom qui a déjà dilapidé une grande part de l'héritage. Mais ça bataille encore, car les républicains ne sont pas tous modérés alors, et la République reste un concept politique qui fait naître le conflit. Il y a ceux qui veulent revaloriser l'héritage de toute la Révolution, en faire un bloc, un bloc à assumer pour la liberté, l'égalité, et la fraternité bradées dans les faits en France comme aux colonies, mais dont il faut continuer à affirmer que ce sont les seules normes acceptables et qu'elles permettent la critique des faits, justement.

Le spectacle affreux, c'est celui de l'extermination des juifs par les nazis avec le rôle prééminent du gouvernement collaborateur de Vichy. Nombre de Français, même si évidemment pas tous, disent qu'ils n'ont pas vu, une manière de dire qu'ils ont préféré détourner le regard. Aujourd'hui, ils trouvent parfois insupportable les monuments installés à Drancy en mémoire des convois qui en sont partis. Nul ne sait quelle trace profonde ce spectacle-là a laissé, mais le silence et l'endurcissement produisent silence et endurcissement. L'histoire reste déchirée et déchirante, elle ne permet pas facilement de reprendre voix. Elle le permet d'autant moins que les résistants, ceux qui avaient pris le risque de sauver des juifs et de défendre la patrie révolutionnaire en chantant la Marseillaise, ont perdu la partie dès 1953 avec l'amnistie des collaborateurs. Comment dénouer l'horreur quand ceux qui l'ont agie sont protégés par l'obligation de faire silence. La notion de crime imprescriptible, propre à la France, n'a pas conduit à délier véritablement les langues. La pétrification demeure.

Le spectacle affreux enfin c'est celui de la décolonisation, abandon et trahison des promesses d'égalité : bombardements au Vietnam, à Madagascar et à Sétif, puis la torture en Algérie, un art de la guerre enseigné aux juntas du Chili et d'Argentine.

Il faudrait sauver ceux qui pleurent, comme cet homme déchiré de chagrin dans le cortège mortuaire qui accompagne Pablo Neruda alors que les chars de Pinochet quadrillaient la ville de Santiago. On le voit dans le magnifique film de Bruno Muel, *Septembre chilien*, où résonnent la voix de Simone Signoret et celles de plein d'autres femmes, chiliennes qui savent que c'est une certaine conception du droit de vivre qui a été atteinte, y compris désormais dans la nécessité vécue, face à des ennemis irréconciliables, de devoir prendre les armes. Naomi Klein⁶⁷ fait débiter là, la conquête du néolibéralisme et ce qu'elle appelle le capitalisme du désastre. Là, les *Chicago boys* de Milton Friedman ont commencé à pétrifier la vie. Là ils ont commencé à effacer les conquêtes sociales de l'après-guerre et à semer les actes qui absente durablement les peuples à eux-mêmes.

Nous en étions là avant l'événement gilets jaunes. Or si l'histoire fabrique ses après-coup, elle n'est pas seulement engendrement mais aussi tentatives plus ou moins désespérées d'interrompre la répétition, de faire bifurquer les chemins lorsqu'ils sont devenus des impasses, de faire ressurgir le caractère intempestif d'une humanité libre. Les gilets jaunes en s'affublant de bonnets phrygiens portent-ils ce désir intempestif ?

⁶⁷ Naomi Klein, *La Stratégie du choc, la montée d'un capitalisme du désastre*, Traduction actes sud, 2008.

Election présidentielle, bouillonnement et temps immobile, 2017

L'art de raconter l'histoire a longtemps été l'art de choisir des scansions du temps : courtes, conjoncturelles, longues. De choisir aussi des articulations dans ces scansions. De choisir les lieux où ce schéma de déploiement du temps faisait sens, intelligibilité. L'historien repère alors le partage des eaux, les bifurcations, ruptures, articulations qui singularisent les séquences, fabriquent les avant et les après. Il consolide ou fait naître la conscience que quelque chose s'est passé, est devenu irréversible, qu'il va falloir le prendre en compte, faire avec ou lutter contre. Il tente un diagnostic en croisant les données de son enquête. Déclare avec plus ou moins d'assurance, si ce qui emplit notre présent vécu relève de la péripétie, ou de l'événement, si vraiment quelque chose a changé ou non, si nous sommes comme disait Jaurès dans son histoire de la Révolution française, à un « haut degré de température historique », ou à un degré de très basse température, celle qui permet de conserver le monde comme il va, cette basse température que les sociétés se donnent pour persévérer vaille que vaille dans leur être immuable. Cette histoire froide, dispose de rituels qui lui permettent aussi d'avoir des moments bouillonnants. Aussi bouillonnants soient-ils, ces rituels visent le même objectif : que rien ne change et que ça ne finisse jamais. Un art de bouillonner, de dramatiser, de théâtraliser pour déjouer le temps.

Ce qui nous est arrivé: chronique d'un événement annoncé avec des signaux forts

En Europe, les premiers gouvernants de longue date à avoir perdu leurs prébendes, ont été les élus grecs, le 25 janvier 2015. Ceux du Pasok, du côté supposément socialiste, ceux de nouvelle démocratie, du côté droit. Personne ne parla alors de « dédagisme » mais de la victoire d'une coalition complexe, qui avait choisi une stratégie et une tactique, tout en sachant qu'Aube dorée, l'extrême droite grecque, attendait aussi son tour en embuscade. Cette victoire aux élections législatives arrivait dans une Grèce mise à genoux par cinq années d'austérité imposée par la troïka, la commission européenne, ses propres représentants politiques. Cette austérité avait détruit tous les services publics qui fondent le pacte social des sociétés démocratiques contemporaines, éducation, culture, santé et même le droit à la survie alimentaire. La courbe du taux de mortalité infantile s'était inversée, elle grimpeait à nouveau. Le pays avait traversé la séquence comme on traverse une guerre. Mais cette victoire est de fait restée sans lendemains glorieux. D'abord parce que l'Europe institutionnelle avait prévenu. Elle ne laisserait pas un vote démocratique remettre en question l'ordo-libéralisme. Elle explicitait ainsi que les peuples n'étaient plus convoqués à des élections démocratiques mais bien à des rituels qui, s'ils ne faisaient pas leur travail rituel attendu, à savoir rétablir l'ordre après un moment d'effervescence, ne seraient tout simplement plus considérés. Organisés oui, mais plus considérés. La guerre a donc continué en Grèce, le pays a été vendu à l'encan, et d'une manière effrayante, les diabétiques, faute de pouvoir se faire soigner, ont empli l'espace public de nouvelles « gueules cassées » aux membres amputés. En Grèce, la dette ça se paye et ça se voit.

Ce qui alors s'est joué également, c'est aussi l'abandon en rase campagne d'un idéal collectif européen déjà bien entamé. Trop peu d'Européens se sont sentis atteints dans leur chair par ce qui arrivait aux Grecs, n'en déplaisent à tous les programmes Erasmus, personne ou presque, ne s'est alors senti européen, c'est-à-dire responsable de ce qui arrivait sur le sol de l'Europe. Les manifestations de soutien au peuple grec sont restées

sporadiques, extrêmement faibles, comme si l'ordo-libéralisme avait été intériorisé comme nouvelle et seule nature humaine de l'Europe.

Le président français, François Hollande qui avait fait campagne en 2012 en affirmant qu'il soutiendrait la cause grecque, la cause du peuple grec refusant l'austérité, n'a jamais bronché. L'avertissement donné en Grèce valait menace pour l'ensemble de l'Europe : voici ce qui vous arrivera si vous protestez, si vous vous piquez de croire encore à votre puissance souveraine de peuple, de citoyen, d'humain. Peu importe que Syriza ait d'emblée lutté contre les statuts dérogatoires fiscaux, contre l'évasion fiscale et la corruption. Pour obtenir le versement de l'aide européenne promise, le nouveau gouvernement grec serait contraint de renoncer à l'autonomie réelle de sa politique, quelques semaines à peine après son installation.

C'est dans cette séquence que circula l'affirmation sous forme de secret de Polichinelle, que pour les grandes banques, le prochain pays concerné par la nécessité de se conformer d'une manière plus convaincante à l'ordo-libéralisme, serait la France.

Trop encline encore à maintenir les acquis de l'histoire du mouvement ouvrier avec son droit du travail onéreux, ses retraites et sa sécurité sociale. Il faudrait lui faire comprendre qu'elle constituait une anomalie anachronique. L'âge du fordisme et des débouchés coloniaux était révolu et le train de vie qui allait avec aussi. Mais la France ce n'était pas la Grèce, plus de monde, une histoire de colères révolutionnaires, il ne fallait pas jouer avec le feu. On jouerait avec la réglementation et le droit et on intégrerait les conflits sociaux comme des aléas à gérer. Cela ne modifiait finalement que peu de choses au modèle, cela ferait parti du modèle. Là aussi, il fallait faire baisser la dette publique et donc le coût des services publics. En 2010, une circulaire déclarait déjà que tous les opérateurs de l'Etat, y compris les universités et les organismes de recherche devaient « participer à l'effort de maîtrise des finances et de l'emploi public dans des conditions identiques à celle de l'Etat ». En langage ordinaire, explicite, cela veut dire qu'un emploi sur deux ne sera pas renouvelé. Moins de médecins, d'infirmières, de professeurs, de chercheurs, de théâtres publics, de scènes publiques, de culture, de cheminots, de secrétaires, de facturiers... Moins de fonctionnaires, d'agents, d'argent dépensé pour faire vivre les piliers de la vie démocratique d'après 1945, d'après le nazisme, d'après la collaboration. Les services publics fondateurs de l'unité du territoire, de l'équité sociale, de l'égalité des chances éducatives, mais aussi garants de l'inventivité, de la créativité encore protégées par un pacte social original, tout cela devenait progressivement du passé. Changement de régime par glaciation progressive. La raison procédurale chiffrée fait la nique à la raison sensible. La pensée de l'incommensurable s'évanouit dans le calcul du retour sur investissement. Le fétiche argent triomphe, les rentiers touchent leurs rentes, ils les accumulent dans les paradis fiscaux. Il faudra lisser la courbe des emplois publics et fournir trois fois par an des « documents prévisionnels de gestion des emplois », il faut faire baisser coûte que coûte la masse salariale publique. Puis vient la supposée optimisation des achats, d'autres dans le privé au même moment optimisent leurs impôts. Enfin, d'une manière contemporaine de la crise grecque, le 23 juin 2015, la circulaire qui conduit à une sorte de mise sous tutelle de tous les organismes d'Etat et donc de service public s'intitule « renforcement du dialogue de gestion en vue d'une maîtrise des dépenses ».

La réforme de l'Etat ne date pas de cette gestion budgétaire et comptable publique votée aussi bien par le côté droit que le côté gauche de l'assemblée en 2012, mais de la LOLF votée en 2001, pleinement appliquée en 2006 et qui a réorganisé le cadre financier de la vie politique française, l'a dit-on modernisé. Cette modernité a consisté à transformer l'Etat-ministère et bureaucratique décrit par Max Weber en Etat-entreprise. Le manager

remplace donc le bureaucrate. Ce dernier appliquait d'une manière parfois tatillonne les décisions politiques. Le manager subordonne les décisions politiques aux dites contraintes budgétaires. La politique publique disparaît, le politique s'évanouit devant les injonctions de « Bercy ». Or ce qui a permis de faire entrer la LOLF dans les mœurs de la fonction publique et des ministères est sa dépolitisation. Le slogan qui a accompagné sa mise en œuvre dans les séminaires, formations, intranet était le suivant : « la LOLF « n'est ni de droite ni de gauche ». Cela avait été d'emblée affirmé sur les bancs de l'assemblée nationale en 2001. Raymond Forni avait alors remercié le 7 février 2001, les députés de l'opposition d'avoir compris que le « contrôle de l'efficacité de la dépense n'était ni de droite ni de gauche, mais un simple préalable à des choix politiques dans le sens noble de ce terme ». Et il avait alors été applaudi aussi bien par les bancs du côté droit que du côté gauche. Ce « new public management », outil technique de l'ordolibéralisme européen s'accompagna d'une novlangue : performance, gouvernance, Benchmark, pilotage, stratégie, objectifs opérationnels etc. Plus la novlangue a pénétré, plus cette conception de l'effacement du politique s'est naturalisé et plus la frontière entre la droite et la gauche, déjà bien entamée par l'idée même de deuxième gauche, s'est affirmée. Ni droite ni gauche donc. Il s'agit bien d'une conjoncture.

Ce qui est arrivée par nous : chronique d'une impuissance incorporée

Dans cette conjoncture, avons nous tous assisté passivement à l'effondrement (définitif ?) de tout espoir politique en Europe ? Avons nous laissé enterrer les espoirs qu'avait suscité l'apparition de nouvelles forces politiques émergeant de l'action citoyenne ? Y a-t-il eu une sorte de préférence collective pour le désastre, la course vers l'abîme ?

Il existait pour sortir de cette passivité de nombreux chemins. Nous pouvions faire pression sur notre gouvernement pour qu'il abandonne ses positions de serviteur des intérêts financiers ou se démette, nous pouvions construire de nouveaux réseaux de la solidarité, prendre appui sur le commun, refuser qu'on invoque la sacro-sainte croissance sans se préoccuper de son contenu, lutter contre les grands projets inutiles et défendre ceux qui remettent le développement humain au cœur des choix politiques et économiques.

On ne peut pas dire que rien n'ait été tenté.

La question grecque par exemple a conduit d'une manière têtue mais sporadique des individus à tirer l'alarme dans le train lancé à grande vitesse. De nombreux témoignages d'une douleur insoutenable ont tenté de prévenir les Européens, les Français de ce qui arrivait aux Grecs. Une enquête menée en décembre 2011 par Ariane Monnier, avait produit une série de doléances filmées incluses dans un cahier de doléances contemporaines présenté sur *Mediapart*, certaines d'entre elles ont été projetées dans une soirée *Tenons et mortaises* en 2014 à la BPI. L'université populaire du 18^e arrondissement de Paris a pris l'initiative d'une proposition politique intitulée « De peuple à peuple, interdemos ». Il s'agissait d'un projet de solidarité politique avec la Grèce à travers une vaste collecte de fonds à destination d'actions de terrain dans tous les domaines (santé, alimentation, éducation, culture, logement, surendettement, conseil juridique, aide aux migrants). L'ensemble était fédéré en Grèce par la plateforme *Solidarité pour tous (solidarity4all)* qui recevait les fonds. Cette utilité concrète était aussi l'instrument d'un projet politique explicite dans l'appel : « *Il faut nous constituer comme peuple commun et solidaire face à ce qui est venu détruire l'idée même de tout contrôle démocratique. Organisons une véritable solidarité sociale et politique comme nouveau contrôle démocratique* ». L'objectif de cette collecte était à la fois très ambitieux

avec une volonté de rassembler 300 000 € de collecte minimale, et très modeste en comparaison des besoins. L'action politique consistait à utiliser l'argent comme moyen de l'action et des liens humains. Pas un centime de cette collecte ne devrait aller au remboursement de la dette. Chaque euro devait exprimer le refus des citoyens de se laisser dresser les uns contre les autres, signifier un engagement à ne pas laisser dépecer notre corps politique commun par des politiques qui nous conduisent au ressentiment et à l'abîme. Beaucoup d'argent a été rassemblé autour de 200 000 euros mais seuls 1500 personnes ont répondu à cet appel que seul *Médiapart* dans la presse française a accepté de relayer. Laure Vermeersch a tourné un documentaire intitulé *Alcyons* qui raconte comment se prépare un mariage grâce aux nouvelles solidarités qui sont alors actives pour survivre à Athènes. Les premiers entretiens ont lieu face à la décharge de Phylée, le quartier le plus pauvre d'Athènes, et le désastre écologique devient la toile de fond de ce qui est nommée par les interlocuteurs comme « lutte de classes ». Dans ce film Georgia qui orchestre la solidarité de Phylée affirme : « Nous vivons une guerre économique. Ils veulent nous détruire. C'est ce qui me rend dingue ; « il y a eu moins de morts pendant la guerre que de suicides en Grèce aujourd'hui. » Là où le politique est déchirure, la civilité de la solidarité de Phylée répare et rend plus solide une société qui doit se refonder. Il s'agit alors moins d'inventer des rituels que de les réinvestir quand ils pourraient disparaître dans cette crise. Déshumaniser un peuple c'est faire disparaître la possibilité qu'il maintienne ses rituels autour de la vie et de la mort. Refuser d'être déshumanisé, c'est bien les maintenir. Ce mariage redresse l'humanité de tous, de proche en proche, et c'est pourquoi tout le monde y trouve sens et intérêt, c'est-à-dire relation aux autres. Le mariage est l'occasion de réaliser « une société de secours réciproques et journaliers ». La robe de mariée présente chez le fripier a permis de rêver ce mariage et elle a de fait été offerte à Marilena, mais aussi à tous, pour que le mariage puisse avoir lieu comme un vrai mariage, au sein d'une vraie communauté.

Ce film a été projeté à l'université Paris Diderot, puis un extrait dans une autre soirée *Tenons et mortaises* au salon de la revue de 2015, dans une soirée de l'université populaire du 18^e arrondissement, UP 18, dans une soirée organisée dans le pavillon grecque de la cité universitaire internationale. Il a été projeté à nouveau dans le cadre du festival Horspistes 2018 à la BPI début février.

Pourquoi nous faut-il insister ainsi par ces petits gestes têtus, fragiles ?

Parce qu'en Grèce et partout ailleurs, le problème est celui des promesses européennes durablement abîmées : celle de la paix, celle de l'émancipation sociale et culturelle, celle d'une transition écologique qui serait l'occasion d'une formidable réinvention collective, mais qui se voit sans cesse repoussée par le lobbying à courte-vue. Soutenir les Grecs dans cette séquence de bras de fer, c'était donner les moyens de faire émerger en France et plus généralement en Europe, un nouvel anti-fatalisme. Affirmer qu'une autre politique, une autre économie sont possibles que celles qui nous sont présentées depuis des années dans toute l'Europe comme des nécessités naturelles par les partis dits « de gouvernement ». Ne s'agit-il pas de se réinstituer comme citoyen opposable aux politiques économiques décidées par nos gouvernants, tellement autoritaires et tellement peu créatifs. Ceux qui étaient engagés dans ce mouvement voulaient se faire savoir à eux-mêmes qu'il est « de belles traditions de la solidarité et de la mutualité populaires : modestes, mais vivaces, aptes à produire une tenue au quotidien et peut-être un avenir commun. »

La sortie de l'impuissance politique a pu alors sembler à portée de main. Car cette séquence de résistance a été créative. Ceux qui étaient engagés dans ces actions savaient

que desserrer l'étau ne suffirait pas, qu'il fallait aussi penser aux investissements d'avenir, renégocier les dettes en luttant contre les oligarchies financières ou les gouvernements complices, redéployer le crédit et la création monétaire de manière non spéculative, réorienter les investissements vers des besoins à identifier et à mesurer collectivement. Elaborer tout cela démocratiquement avec les exigences d'un commun créatif. Les « citoyens atterrés » qui s'étaient auto-constitués ne se résignaient ni à l'écrasement technocratique de la décision publique, ni au repli nationaliste et xénophobe de ceux qui ont été, depuis trop longtemps, laissés pour compte. Le moment historique que nous vivions semblait hésiter entre régressions majeures et nouveaux prometteurs.

De fait, cette modalité de faire de la politique n'a pas produit le soutien espéré envers le peuple grec, mais malgré tout, des mouvements citoyens nombreux ont surgi dans un drôle de contexte où le terrorisme s'est invité à la table de l'histoire et est venu faire obstacles aux premiers élans, sans les empêcher malgré tout.

En Espagne, le mouvement des places avaient donné le signal d'un nouveau démocratique, en France ce fut le mouvement des Zads, celui autour de la Coop 21, les initiatives prises contre l'état d'urgence, le mouvement contre la loi travail puis Nuit debout. Chacun de ces gestes a conduit à rassembler, à inventer, à produire l'expérience incorporée d'un désir utopique fort, des gens se sont réunis et désunis, sont entrés en conflit et ont abandonné, parfois quittant des lieux sur la pointe des pieds, parfois en expliquant que l'absence de stratégie menait ces volontés auto-instituantes désordonnées dans l'impasse. Loin d'articuler les différents entre lutte des classes, lutte écologique, lutte pour les libertés publiques, luttes pour les droits des étrangers, la question syrienne, la longue habitude de choisir une lutte spécifique plutôt que de penser leur intersection, a rendu chaque investissement dérisoire car trop fragile.

Le témoignage de subjectivités résistantes a pris le pas sur l'action politique, le démon de l'intériorisation de la défaite et de l'impuissance a finalement gouverné la situation. Certains s'en désolaient sincèrement, d'autres considéraient qu'ils n'étaient finalement pas là pour gagner contre l'Etat d'urgence, la loi travail, mais pour préparer l'avenir fantasmatique d'un autre monde, si éloigné du présent qu'il devenait désespérant de poursuivre tout dialogue. Le film de Mariana Otero intitulé *l'Assemblée*, en témoigne, mettant en scène les contradictions de *Nuit debout* au plus près des acteurs suivis pas à pas avec beaucoup de sollicitude. Autour du film de nombreux débats ont eu lieu et auront lieu, comme pour maintenir un fil, en passage de témoin. Pour faire expérience et repartir en bataille.

Est venue, dans cette séquence, l'idée de fabriquer une candidature citoyenne aux élections présidentielles, de faire émerger un « nom ». Mais c'est le nom même de candidature citoyenne qui est devenu objet de trafic. Il y a eu des candidats citoyens à la pelle et Emmanuel Macron lui même a pu se faire passer pour une figure nouvelle qui ferait appel à des élus nouveaux, issus de la société plutôt que des partis dits de gouvernement. Il fabriquerait un mouvement en marche comme l'histoire et saurait récupérer tout le travail patient des luttes contre hégémoniques qui s'était déployées depuis 2005 et le referendum sur le projet de constitution européenne, 2008 et la crise de sub-primes, 2011 et les printemps arabes, 2015 et la victoire de Syriza et de Tsipras. Cela s'appelle tirer les marrons du feu.

Les élections en Grèce avaient-elles marqué malgré tout un tournant ? Peut être pas, elles n'ont peut-être été qu'un symptôme de plus, mais de fait, il y avait bien là une conjoncture citoyenne qui se déployait dans le désordre, non dénuée d'illusions et parfois même de bêtise. La porte ouverte, loin de permettre de sortir de décades de

destruction, s'ouvrait sur une accélération sous forme de hold up.

Événement rituel, le petit Mahagonny souriant

Le hold up électoral s'organisa avec constance et consentement général dans un imbroglio efficace. Dans la campagne on a peu débattu des faits, beaucoup des dangers.

Le hold up du désir toujours désordonné de se ressaisir de ses droits, s'organisa par l'offre de figures rassurantes et ordonnées. Elles seraient chacune capable de faire la promesse que cette fois oui, le peuple serait entendu. Mais ce peuple sollicité ne serait pas celui d'une myriade de liens horizontaux actifs mais d'un lien vertical pour une figure de leader charismatique, qu'on aime et qu'on déteste mais à qui l'on accepte, vaille que vaille, de se remettre. Cette fabrique populiste s'est organisée à gauche avec Mélenchon, à l'extrême droite avec Marine Le Pen, à l'extrême centre néolibéral avec Emmanuel Macron.

Les citoyens du côté gauche qui avaient espéré un renouveau tout autre et qui avaient refusé de céder à cette défaite en rase campagne n'eurent plus le choix. La défaite était annoncée dans une division entre trois candidats puis deux, puis trois puis... Allez dénombrer ceux qui ont fait la cour à ce peuple inconstitué en intériorité et constituable croyait-t-on, en extériorité... La seule consultation avait pris la forme de primaires, forme importée des Etats-unis et n'ayant aucune efficacité dans ce pays, sinon de permettre que dès le premier tour des primaires, on vote pour éviter le pire et non pour inventer le meilleur. Ceux qui allaient voter pour Macron dès le premier tour, étaient aussi aller voter Juppé aux primaires de droite. L'embrouille donc.

Son prétexte ?

Un vrai danger que certains minimisaient et que d'autres refusaient de minimiser. L'extrême droite faisait florès dans ce pays désorienté mais fort d'une tradition fascisante de longue durée. Des origines du fascisme au XIXe siècle en passant par la cagoule et les Croix de feu, les Maurassiens, les Vichystes et les fervents de l'Algérie française, il y avait de quoi faire. Les premiers, conscients que c'était là l'instrument tout trouvé d'une victoire néolibérale, refusaient de prendre la mesure de cette force politique nationaliste, ils préféraient s'abstenir que de laisser passer un autre fascisme disaient-ils, tout aussi destructeur celui des néolibéraux... Les seconds avaient le sentiment qu'il y aurait plus d'espace pour se battre malgré tout face au néolibéralisme que face à la violence brute qui ne manquerait pas de se répandre dans la rue si le front national obtenait, au second tour, un haut score sinon une victoire. On chercha à se convaincre, on se divisa, on se traita de noms d'oiseaux, l'épuisement était au coin de la rue. Enfin dans les mairies, on raya des listes électorales comme jamais...

La défaite était là

Elle est désormais consommée et personne ne s'est d'abord battu, le peuple est resté apathique, Emmanuel Macron disposa de pleins pouvoirs par sa majorité à l'Assemblée et par ses pouvoirs de président de la cinquième république. Il fabriqua d'emblée la politique néolibérale la plus destructrice que nous ayons connue. Il mis en vente l'aéroport de Paris, comme on avait vendu l'aéroport d'Athènes. La richesse nationale est accaparée par les grosses fortunes. Les insoumis de Mélenchon témoignent au lieu de faire de la politique car sans stratégie d'union, ils ne font pas le poids. Sans rapport de force dans la société et sans rapport de force à l'Assemblée, c'est France pays ouvert. S'invente l'apesanteur historique d'une Start up sans passé, mais avec de l'avenir. On pourrait ressortir les pamphlets du XVIIe siècle celui de Pierre Jurieu sur *Les soupirs de la France esclave*. Les sans papiers qui savent vraiment de quoi ils parlent, titrent dans leur

journal « la tyrannie en marche ». Nous sommes en 2018.

Une loi travail aggravée est passée désormais, les banques européennes ont-elles encore la France sur leur liste ? Elle semble rentrée dans le rang. L'état d'urgence et sa myriade de mesures destructrices des libertés publiques fait partie du droit ordinaire. Qui s'en est véritablement plaint ? La mort de Remi Fraisse sur la Zad de Sivens, d'Adama Traoré dans un commissariat du 93 ont produit d'un côté une demande de non lieu, comme si cette mort n'avait pas de responsables, et de l'autre un harcèlement sans fin de la famille endeuillée et néanmoins indomptée⁶⁸.

L'éducation nationale, l'université et la culture sont les prochains lieux qui vont permettre encore d'ajuster les dépenses. Le comité action publique 2022, constitué sur le modèle de la commission Attali est chargé de « réformer l'Etat », afin de réduire les dépenses publiques, loin de tout contrôle démocratique. Il est présidé par des hommes et femmes du secteur privé dont une dirigeante du terrible Syndic Nexity, de très mauvaise presse pour qui s'intéresse aux enjeux immobiliers, tant il laisse se dégrader le parc immobilier dont il a la charge morale, tant il extorque sans vergogne l'argent des copropriétés fragilisées par sa mauvaise gestion. Et c'est ce comité qui est chargé de rédiger un « rapport identifiant des réformes structurelles et des économies significatives et durables sur l'ensemble du champ des administrations publiques ». A cette fin, est-il ajouté dans la circulaire qui lui donne existence, « ce comité s'interrogera sur l'opportunité du maintien et le niveau de portage de chaque politique publique. Cela pourra notamment le conduire à proposer des transferts entre les différents niveaux de collectivités publiques, des transferts au secteur privé, voire des abandons de mission ». Voilà la chose est dite, « abandon de mission ». Tant pis si vous avez le bac sans place à l'université, vous irez dans le secteur privé, tant pis si vous n'avez aucun soutien pour faire valoir votre droit à étudier en classe préparatoire, vous ferez vos classes préparatoires dans le privé, la procédure APB est devenu un outil regretté de l'équité devant le système scolaire, (et pourtant ce n'était déjà pas l'Amérique !) depuis la procédure Parcours-sup laisse des bacheliers sans affectations et la colère comme l'angoisse sont palpables. Enfin tant pis si les scènes municipales disparaissent et que les scènes nationales n'ont plus les moyens de vivre, le théâtre privé y trouvera son compte, peut-être...

Alors l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir aura été le petit Mahagony souriant, de gangsters en cols blancs qui font main basse sur les bijoux de famille d'une forme de vie démocratique qui devient, à proprement parler « historique ».

La démocratie fondée sur l'égalité des citoyens devant la loi, l'équité dans l'accès aux savoirs, à la culture, à l'éducation, ce socle comme bien sacré qui fonde la dignité de chacun en démocratie, c'est fini. Pour que ça revienne un jour, il faudra le reconquérir et se battre, mais sans doute accepter cette fois, les armes de la stratégie et de la tactique politiques, perdues depuis les années 1980 et que les gilets jaunes ont du réinventer au fur et à mesure en buttant régulièrement sur ce qu'il ne savaient pas encore : la violence d'un régime de post-vérité et de post-démocratie.

Le refus du conflit

Cette situation incombait bien sur aux acteurs, à nous, à vous lecteur, à tous ceux qui n'avaient pas réussi à convaincre qu'il fallait justement éviter cela et à ceux, tous ceux qui finalement étaient soulagés de ne pas désormais avoir à poursuivre un véritable combat politique, puisqu'avec Macron on aurait l'outil parfait qui l'évite, n'étant ni de

⁶⁸ Geoffroy de Lagasnerie, Assa Traore, *Le combat Adama*, Paris Stock, 2019.

droite ni de gauche et étant supposé nous éviter le pire en faisant barrage au front national. Les castors étaient contents. Le barrage pouvait tenir car le FN ne se ressemblait déjà plus.

Mais qu'était ce que ce soulagement ?

Il s'agissait de celui qui naît de la possibilité de vivre dans la mémoire barrée du conflit, ce que Nicole Loraux appelle « le temps non vectorisé de l'histoire »⁶⁹, celui « enkysté d'oubli que la politique est par soi conflit », un oubli qui autorise donc à renoncer à la conflictualité démocratique, qui autorise à refuser la victoire des 99% sur les 1% pourvu qu'on n'ait pas à prendre de risques et à se battre pour de vrai.

Ce refus n'est pas né avec Macron. Il a une longue histoire répétitive et il a aussi des appuis intellectuels puissants, ce sont ceux qui affirment que les acteurs sont peu de choses dans le devenir d'une société, car c'est toujours le système qui l'emporte et non les intentions. Ce sont ceux qui portent beau un certain renoncement à l'histoire chaude. L'idée que l'on pourrait prendre en main son destin tragique s'évanouit dans l'affirmation que le destin plus fort que nous, l'emportera toujours. De fait, le destin politique, historique, c'est bien sur un destin tragique. Mais dans toute tragédie les hommes jouent leur rôle dans l'histoire. Or c'est de ce tragique que les rituels électoraux nous délestent au profit d'une bouffonnerie bouillonnante, où les passions s'exacerbent comme dans un carnaval et puis retombent avant que tout ne rentre dans l'ordre et l'apathie. La véritable lutte des classes en est invisibilisée. Alors les puissants restent puissants et souriants. La mémoire barrée du conflit fabrique de l'histoire froide. Nulle contradiction retravaillée, juste le mouvement du système capitaliste qui s'amplifie et se reproduit.

Cette histoire froide appelée des vœux de François Furet quand il affirmait « la Révolution française est terminée » a puisé ses sources dans le terreau d'une compréhension des structures, non comme composantes de la vie historique, mais comme obstacle à une pensée du temps de l'événement, du véritable événement celui qui fait rupture subjective et non ridicule sur la surface souple du monde. L'événement qui fabrique de nouveaux groupes en fusion à la manière du Sartre de *la Critique de la raison dialectique*, celui où l'on a conscience que l'on est ni simple agent, ni pleinement acteur d'une situation, mais que malgré tout, on en est responsable et qu'on a un rôle à y jouer sur un autre mode que celui de la bouffonnerie ou de la bêtise. Nous en étions là, incapable d'analyser nos situations en tenant compte de nos démons pratico-inerte, incapable de stratégie et de tactique, pris dans les sables mouvants de ces nappes de brouillard, ou parfois petits collectifs esseulés de cassandres qui restent inaudibles et y perdent la voix.

Cette histoire froide où nous ne serions qu'agents d'un système qui s'engendre lui même explique en partie l'impossible pensée stratégique, car la stratégie suppose de faire des choix, de discriminer, de rentrer en conflit justement, et d'admettre qu'on peut se tromper dans ses choix, mais qu'il faut quand même choisir et donc se déchirer sur l'évaluation de la stratégie et pourtant s'unir en amont et en aval du conflit, une fois la stratégie choisie. Reconnaissons que le débat du côté gauche avec Jean Luc Mélenchon était malgré tout, pour une part, un débat stratégique. Peuple constitué de l'extérieur par l'offre d'image, ou travail patient d'une constitution en intériorité par un espace délibératif, ce sont bien deux stratégies qui se sont affrontées, celle qui émanent des institutions de la cinquième république, celle qui leur serait radicalement opposée. Mais sans valorisation de l'espace délibératif, il n'y a tout simplement pas de débat

⁶⁹ Nicole Loraux, *Eloge de l'anachronisme*, Paris, *Le genre humain, l'ancien et le nouveau*, 1993.

stratégique mais affirmation d'une stratégie qui se révèle être pari individuel dans le cadre des institutions liberticides de la Ve République.

L'amour des chefs

La deuxième nappe immobile du temps est celle qui, contiguë de la première, lui donne sa puissance : il s'agit de l'amour des chefs. Cet amour lancinant est lui aussi répétitif, servitude volontaire disait La Boétie analysé par Miguel Abensour⁷⁰. Pour Claude Lefort⁷¹, ce désir de chef se niche au cœur même de la démocratie qui exige beaucoup de ses acteurs. Car oui la démocratie exige d'affronter le tragique, la responsabilité, les contradictions, le conflit, l'angoisse de l'incertitude, la déception face à l'erreur tragique. Bref cette condition démocratique n'est pas de tout repos et Jean Renoir a raison de comparer l'amour pour la Révolution, l'amour de l'émancipation qui vient, à l'amour érotique. Car ce sont les mêmes exigences qui pointent alors et rendent la vie intense, mais aussi incertaine, les mêmes exigences qui nous rendent parfois aussi fragiles que solides.

C'est dans cette infractuosité de la démocratie que les chefs peuvent trouver leur pouvoir de séduction. Claude Lefort avait théorisé que la démocratie véritable reposait sur une place vide, inoccupée en son cœur et indispensable à la liberté. L'espace de jeu qui apparaît avec la démocratie vivante, disparaît dès que la place est occupée par un chef, roi ou chef de parti, figure rassurante et paternelle, cette occupation fait régresser les êtres démocratiques à la situation d'enfants qui aiment leurs parents car ces derniers sont supposés les protéger des adversités et de l'incertitude. La place peut être occupée aussi par une idéologie solide, à laquelle chacun peut s'identifier, et l'indétermination démocratique vole alors aussi en éclat au profit de certitudes quasi divines, jupitériennes en fait.

Avec Emmanuel Macron, le pays a à faire avec une combinaison remarquable, l'idéologie néolibérale naturalisée et le chef qui est là pour l'appliquer. En expliquant que les Français ont envie que cette place vide soit désormais occupée, entendez par un exécutif fort et actif qui va, grâce à sa volonté réelle, transformer de fond en comble le pays, ce qu'il propose à chacun c'est de redevenir ce petit enfant insouciant. Insouciant malgré le terrorisme, malgré la guerre, malgré l'exercice de la domination entrepreneuriale au cœur de toutes nos institutions publiques et privées, malgré l'esclavage qui redevient banalité du mal à l'ombre de l'Europe en Lybie et même au cœur de l'Europe avec la délocalisation sur place décrite par Emmanuel Terray. Or non seulement il fait régresser à une époque où le roi était le père de ses peuples, capable de protéger tous ses enfants, mais il réinvente cette figure en la faisant passer pour le comble de l'efficacité des institutions démocratiques. Quand Emmanuel Macron affirme que les Français ne se sont pas remis du traumatisme de la terreur, et de la mort du roi, il identifie le pays au côté droit qui n'a pas supporté que justice soit faite du crime de haute trahison d'un monarque qui avait fui à l'étranger pour faire la guerre à son peuple et qui avait trahi ses serments de 1790 à 1792. Le côté gauche était certes morne d'avoir à tuer le roi, mais il savait que depuis sa fuite et son arrestation la place était vide. Il sentait que non seulement le roi ne pourrait pas être remplacé, mais qu'il ne le fallait pas, pas de dictature, pas d'exécutif puissant chez les Républicains de l'an II, pas de personnalisation du pouvoir. Il va falloir assumer la liberté conquise. Assumer sa condition d'humain, sa condition tragique. Cette manière de subvertir l'idéal démocratique né en France avec la

⁷⁰ Miguel Abensour, *La Boétie, prophète de la liberté*, Paris, Sens et Tonka, 2018.

⁷¹ « La dissolution des repères et l'enjeu démocratique » in *Le temps présent, Ecrits 1945-2005*, Belin, 2007.

Révolution française est le comble de notre situation.

Expériences à refonder ?

Des pistes pour aujourd'hui, ou demain , un jour qui viendra peut-être...

Article 7 (DDHC 1793). - Le droit de manifester sa pensée et ses opinions, soit par la voie de la presse, soit de toute autre manière, le droit de s'assembler paisiblement, le libre exercice des cultes, ne peuvent être interdits. - La nécessité d'énoncer ces droits suppose ou la présence ou le souvenir récent du despotisme.

Le droit de s'assembler paisiblement semble être devenue une idée sans réserve empirique pour les plus jeunes qui se sont fait nasser et asperger de gaz lacrimogènes régulièrement depuis le mouvement anti CPE et particulièrement pendant le mouvement contre la loi travail en 2016 et encore le premier mai 2018 ou dans la Zad de notre dame des landes. La manifestation avait pris des airs de guerre civile avec ses détonations et aussi ses violences faite à l'intégrité du corps et même à la vie. Flash balls qui emportent ici un œil, grenades qui emportent là un jarret, rebondissent sur une poitrine et laissent résonner plusieurs jours après, la sensation d'une atteinte morale à l'intégrité corporelle. Grenade encore à Sivens qui a emporté la vie de Rémi Fraisse dans l'impunité qui se trame depuis si longtemps entre la police et la jeunesse des quartiers dits « sensibles », sans ironie. Qui est sensible à la mort de tous ces jeunes gens, les non-lieux sonnent comme des glas. La vie comme telle vaudrait si peu désormais ?

Cela a empiré l'automne 2020.

Quant au libre exercice des cultes il est pris au piège entre cette affirmation libérale et l'offensive fondamentaliste réactionnaire c'est-à-dire politique elle aussi, tous les fondamentalismes, le musulman de l'islam radical qui tue pour terroriser et détruire, le catholique qui manifeste pour empêcher à d'autres formes de l'amour d'exister, le fondamentalisme juif qui enferme dans une guerre impossible les descendants des socialistes et des rescapés, les apéros saucisson pinard de l'extrême droite qui récusent l'humanité commune, la communauté des affections sociales, humaines, le respect mutuel de chacun, qui a été au fondement de toute la construction laïque en France. Parler devient alors un exercice risqué et l'invective vient nourrir censure et auto-censure. Alors oui avec ce risque de soutenir sans le vouloir le terrorisme et ainsi de faire offense aux morts, le risque de soutenir le racisme en s'opposant aux fondamentalismes, le risque d'être instrumentalisé quand l'antisémitisme inquiète, cela n'a rien d'évident aujourd'hui de prendre la parole. Sans doute est-ce d'ailleurs cela la marque du despotisme de fait, ce qui interdit à la démocratie d'exister comme telle dans l'espace public partagé. « Malheur à ceux qui vivent dans un temps où l'on persuade par la finesse de l'esprit et où l'homme ingénue, au milieu des factions déliées est trouvé criminel parce qu'il ne peut comprendre le crime. Alors toute délibération cesse, parce que dans son résultat on ne trouve plus et celui qui avait raison et celui qui était dans l'erreur, mais celui qui était le plus insolent et celui qui était le plus timide. Toute délibération cessant sur l'intérêt public, les volontés sont substituées au droit, voilà la tyrannie»⁷².

La censure implicite, le relativisme généralisé, la novlangue, produisent plus de silences que de débats. En remettant au cœur du questionnement actuel sur les procès de management, l'élaboration collective du sens du travail, de sa qualité, de la fierté qu'on peut ou non avoir à l'accomplir, des pistes s'ouvrent pour retravailler au re-devenir démocrate. S'il faut donc continuer à développer une critique marxiste conséquente du

⁷² Saint-Just *Œuvres complètes, op.cit.* Fragment d'institutions républicaines, 8.

capitalisme, il nous faut aussi développer une critique libérale du néolibéralisme. L'école, l'université, les lieux de la culture sont aujourd'hui les premières convoitées par les mâchoires voraces. Or elles sont dans les démocraties au fondement de l'égalité, car reconnues comme dette sacrée de chacun envers chacun. C'est pourquoi la société démocratique déclare collectivement que les questions en jeu dans l'éducation publique celle des lycées comme celle des théâtres doit être soustraite aux circuits marchands d'économie classique. Cette éducation relève de l'économie du don et non de l'échange marchand. Marcel Mauss a en effet montré la coexistence de deux circuits distincts d'échange : le circuit du don cérémoniel (l'échange kula) glorieux et festif et le circuit de l'échange utile (le gimwali) qui est le lieu de tractations souvent âpres. Or l'échange kula, est d'abord « une affaire de reconnaissance réciproque », enjeu social par excellence qui fonde la possibilité même de concevoir l'égalité entre les êtres humains. L'utilité sociale des objets échangés est celle qui conduit à faire tenir une société, à faire société. C'est le sens même des mobilisations étudiantes pour protéger l'égalité des savoirs et les manières de les acquérir, les manières d'y avoir accès⁷³. Mais c'est aussi les raisons pour lesquelles on ne peut considérer l'art de produire des biens culturels comme des entreprises ordinaires à privatiser ou à communaliser. L'artiste produit un bien indivis, un bien sacré et il doit circuler pour accomplir sa fonction sociale, celle de nourrir le désir démocratique.

Ces lieux ont en France été abusivement fermés, réduits à une virtualité visuelle pour les universités, à une expectative de calendrier toujours repoussé pour les cinémas, les théâtres, les musées.

Quadrature du rapport de force politique.

Elle suppose de penser ensemble l'organisation du commun et la question étatique. Car c'est bien cet ensemble qui a été au cœur de notre tourmente ce printemps et cet automne 2020. L'organisation du commun s'est jouée par exemple dans la coordination du travail à l'hôpital de mars à juin 2020, la question étatique dans l'élaboration de politiques publiques sans contrôle démocratique, voire parfois sans contrôle gouvernemental dont l'hôpital a été le jouet depuis une dizaine d'années. De nombreux médecins ont prévenu que l'hôpital allait s'écrouler, ils ont expliqué, manifesté, fait grève, mais les gouvernements sont restés sourds-dingues. Les soignants ont fait face avec vaillance grâce à leur intelligence collective, service par service, mais l'État a été incapable d'organiser les brigades de supplétifs volontaires. Ils se sont signalés et n'ont jamais été appelés : médecins tout juste à la retraite, infirmières en congés sont nombreux à avoir été simplement ignorés. Ensuite, le pouvoir exécutif qui est en fait devenu un pouvoir absolu qui concentre la décision et prend le parlement pour une chambre d'enregistrement digne des Parlements d'Ancien régime, -le 49.3 ne serait-il pas le nouveau lit de justice des petites broncas parlementaires ?-, n'a rien voulu entendre de ce qui s'était passé. Il a distribué des primettes sans équité et sans revalorisation réelle des salaires, les syndicats les plus puissants ne se sont battus que pour une revalorisation salariale et non pour une réorganisation de l'administration hospitalière. Pourtant l'hôpital dépense mal car il fait du retour sur investissement court-termiste en ayant une logique comptable à l'acte que déplorent les chefs de

⁷³ Voir dossier vacarme la démocratie malade de son devenir universitaire (2012)

service. Mais l'hôpital ne peut se passer de l'Etat, c'est une institution qui a besoin d'une échelle nationale car ses investissements sont lourds. Et l'Etat démocratique ne peut se passer de l'hôpital, car il est supposé protéger sa population.

L'hôpital a besoin de temps car l'organisation d'un service performant ne se fait pas en miettes. C'est le lieu par excellence où il est nécessaire d'articuler dépense sociale et étatique comme droit créance, et organisation sociale du travail comme *désubordination* dans le rapport à l'Etat. Déjà en 1793, on pensait l'assistance publique dont fait partie l'hôpital, comme une « dette sacrée » que la société doit à ses membres. Un chef de service doit pouvoir inventer avec ses soignants sa manière de travailler au mieux dans cette logique de créance, où l'incommensurable médical est indemnisé par la société, pour que chacun soit bien soigné. Peut-être même pourra t-il un jour n'être plus chef de service, mais référent en cas de doute. L'imaginaire de l'orchestre symphonique avec son chef d'orchestre fougueux et des musiciens qui s'ennuient ne peut servir de modèle. Il faut revenir à l'ensemble baroque, où l'écoute réciproque, les envolés d'affetti singuliers font la qualité du musical comme « ensemble ».

Mais, si l'Etat a une fonction de fait protectrice ou prédatrice, l'élaboration de normes par des institutions globales relève aussi de la fonction étatique. Si l'Etat est le môle qui prétend décider pour nous, organiser notre vie, notre survie, notre bien être, alors l'Etat se loge aussi dans des souverainetés mouvantes qui décident sans nous de ce qui nous arrive, grands organismes internationaux comme l'OMC, multinationales, bourses, ONG complexes...S'il faut penser ensemble le commun local et le global, c'est sans l'illusion que le local réceptacle du global puisse seul lutter contre son oppression désormais indubitable. Le penser ensemble donc, non pour imaginer que le commun pourra seul venir à bout de l'Etat molaire, mais pour interroger d'autres échelles du politique où notre expérience ne se fait qu'en ricochet ; pour le meilleur quand l'étatisation est synonyme de généralisation du progrès de la protection sociale, pour le pire quand l'étatisation est synonyme de confiscation de l'impôt prélevé à la source pour payer dettes oppressives, polices armées, pour le pire quand l'étatisation est synonyme d'abandon de la responsabilité sanitaire et confiscation de l'esprit mutualiste de la sécurité sociale.

L'Etat est tyrannique quand il agit à l'encontre du bien commun, de l'intérêt général. L'alibi du ruissellement peut-il servir encore à camoufler une servitude organisée et parfois même volontaire ? Loin du bien commun, la confiscation de l'intelligence de chacun et de l'intelligence collective par la subordination est non seulement préparée mais scélée par les lois travail, retraite, état d'urgence, LPR (loi de programmation de la recherche), sécurité globale, sur le séparatisme. Toutes ces lois qui loin de produire l'idéal du droit émancipateur à la manière dont Kant pouvait en parler en constatant l'enthousiasme des spectateurs devant la Révolution française, fabrique un bouclier légal pour les puissants. Face à ces lois, de vastes mouvements de résistances à l'oppression, dans les règles démocratiques, règles discursives, pétitions, livres, films, manifestantes avec ampleur et inventivité, règles grévistes avec ténacité. Pourtant tous ces actes sont restés actes morts du fait du refus absolu du pouvoir, de répondre de son appropriation abusive du qualificatif de « démocratique ».

Ce n'est pas alors l'échelle de la décision qui conduit à l'absence de démocratie, ni même que les décisions soient prises sans les Etats comme tels, mais bien que ces décisions soient prises sans passer par des filtres de liberté politique que sont les collectivités politiques multiples et à toutes les échelles. Certains de ces filtres restent à inventer, d'autres aussi élémentaires qu'un parlement représentatif et non pas confisqué, qui vote les lois, doivent être réappropriées. Car comment ne pas trouver étrange de se battre

contre des lois, sans jamais que soit énoncé une évidence : ces lois ne peuvent être détruites que du lieu qui les a produites, le Parlement... Pourquoi refuser de le penser sérieusement quand on est gilet jaune, quand on est syndicaliste, quand on est maraîcher écologiste, agriculteur, quand on est chercheur ou enseignant, cinéaste que sais-je ? Comment cette aliénation s'est-elle propagée ?

De fait, un tel refus de la représentation nous éloigne des imaginaires de tous les fronts populaires de jadis, ou de l'imaginaire d'une Rosa Luxemburg. Peut-être suis je trop historienne, mais il y a là pour moi une véritable énigme. Si nous voulons refuser d'être tyrannisés, refuser que la circulation des capitaux, des hommes et des techniques ne soit le symptôme d'une mise au travail généralisée non seulement des hommes mais aussi de la nature, il nous faut nous réapproprier les lieux de fabrique de la loi, de son contrôle, de sa révision, de son élaboration.

C'est pourquoi la question du contrôle démocratique aujourd'hui est devenue cruciale : ceux qui agissent, fabriquent la vie au quotidien, cultivent, enseignent, soignent, créent des choses, des idées, des formes, reçoivent les clients, ceux qui fondent des foyers, créent des êtres, savent intimement ce qui est juste ou injuste, efficace ou non pour la vie. Il faut valoriser toutes les formes actuelles et inactuelles qui permettent d'exprimer ces compétences, pour que chacun puisse, en démocratie être entendu et écouté, que l'intelligence soit retraduite dans les lois. Manifestations, pétitions, conventions, assemblées primaires, referendum, tous ces outils doivent fabriquer la panoplie d'une *désubordination* politique. Cette *désubordination* ne peut pas être seulement locale ou nationale, ce serait retomber dans la férocité de l'isolement indifférent au sort de la commune humanité et ignorer la réalité de notre situation.

Cette première quadrature suppose donc de refonder pas à pas notre conception des liens sociaux et politiques : pour ne pas avoir à produire face à des lois injustes de *l'insubordination*, il faudrait tendre à cette *désubordination*, reprendre possession de notre intelligence sans nous en remettre à des chefs, des responsables, des décideurs, des administrateurs, des consensus mous et sans débat, des paroles d'autorité, des figures charismatiques... Il s'agit donc bien de refonder des institutions démocratiques qui garantissent cette *désubordination*, l'organisent, la protègent. Il s'agit ainsi non pas d'attendre que le miracle du commun advienne mais bien de refonder la commune humanité à toute les échelles de sa réalisation, et les outils de contrôle démocratique qui pourraient la protéger.

La quadrature identitaire/subjectivante.

Il nous faut penser les antidotes à toutes les oppressions : oppressions de genre, de groupes ethnicisés, oppressions culturelles de toute sorte, oppressions idéologiques qui ne seront pas seulement dissoutes pas la non subordination politique et sociale. Cela aidera bien sur, sur le long terme, mais dans les contrats privés, dans les foyers, dans les imaginaires hérités et reproduits, cela restera présent et il faudra des outils pour le refuser fermement. Car obtenir un contrôle démocratique sans contrôler le potentiel de domination d'un groupe culturel majoritaire sur les groupes minoritaires, ce serait faire advenir une nouvelle sorte de fascisme avec à son service une police raciste et sexiste. Contre toute pureté idéologique, de race, ou de culture, il faut penser ensemble l'universalité de la liberté de conscience et la libre singularité de tout sujet individuel ou collectif. Penser les normes qui protègent ces libertés et cette pluralité, penser les recours qui permettront aux individus de faire respecter ces normes. Là encore refonder, mais aussi réprimer sérieusement toute discrimination, et éduquer très sérieusement, le plus tôt possible et dans tous les lieux de la culture et du savoir, avec

toutes les formes disponibles afin de fabriquer une contre hégémonie culturelle à celle qu'ont fabriqué depuis 1969 les tenants du GRECE et ceux qui les ont suivis l'hégémonie de l'identité en lieu et place de l'histoire mouvante des groupes des individus et du monde. Car la demande d'identité est d'abord venu de l'Occident apeuré par l'arrivée sur son territoire des afropéens, et n'est ce pas une erreur de s'y être engouffré ?

« Il faut cesser de croire qu'être libre c'est se déclarer indépendant pour faire le mal ». Chez mon ami Saint-Just faire le mal, c'est exercer une domination, que ce soit celle des hommes sur les femmes, des riches sur les pauvres, des vieux sur les jeunes, ou des jeunes sur les vieux...des uns sur les autres. Cette domination est une oppression, mais de la même manière qu'on ne fera pas cesser l'oppression des hommes sur les femmes en produisant un genre unique avec deux sexes, nous ne pouvons imaginer faire cesser l'oppression des groupes sociaux ou culturels des uns sur les autres, en les faisant simplement disparaître dans un bain d'acide idéologique. Refonder les conditions actuelles de la liberté comme non domination, suppose de penser à nouveaux frais la coexistence et l'hybridation religieuse, culturelle, politique.

Enfin, il faut redonner des réserves empiriques de liberté de conscience au concept de laïcité dévoyé par son association à l'imaginaire de l'éradication du religieux, voire du religieux autre. L'idéal de ceux qui fondèrent la laïcité ne visait nullement à neutraliser le religieux, le politique, le culturel, minoritaires, mais à lui permettre d'être reconnu dans sa pluralité, même à l'école. Cette dernière constituait une sorte de « safe space » pour tous. Qu'est-ce à dire ? Un lieu où l'altérité doit être accueillie par les enseignants qui se doivent de ne jamais blesser la conscience d'un enfant ou d'une famille par des propos désobligeants à l'égard d'un groupe, d'une religion, d'un peuple. Ne pas dégrader, mépriser, humilier, disqualifier...mais bien accueillir les écarts et les mettre au travail pour une communauté scolaire. Même les normes religieuses doivent le plus souvent être respectées dans leur dignité pourvu qu'elles n'entravent pas l'instruction scientifique et l'éducation commune. Par contre les querelles religieuses, culturelles, sociales, la vindicte doivent rester à la porte. L'école n'a nullement à être éradicatrice, elle se doit elle aussi de préserver la liberté de conscience, et le plus simple pour ce faire serait face à cette pluralité de croyances, de prendre en compte non le seul calendrier catholique mais tous les calendriers religieux afin qu'aucune épreuve déterminante ne puisse se dérouler un jour considéré comme sacré par la famille d'un enfant scolarisé. Ce serait un bon arrangement et un bon début. Elle se doit non de forclure les débats, mais de fournir des outils aux enfants pour qu'ils sachent débattre, défendre leurs opinions, leur histoire et leur vision du monde et qu'ils puissent apprendre à élaborer leur point de vue, comme individu et comme membre d'un groupe. Cela ne peut se faire sans que le cadre politique soit réellement démocratique, et l'école ne peut répondre à nos désirs que si elle s'insère dans un tel cadre. Les errances tiennent à l'impossibilité d'enseigner la démocratie quand cette dernière est bafouée jour après jour dans le monde ordinaire. Le « safe space » n'est pas là pour fabriquer une bulle fragile, mais pour que dans ce commun de l'école communale les tentations des « gate communities » comme des ghettos puissent être déjouées. Le processus de ce désir de non domination et de non ségrégation ne peut s'accomplir en dehors d'un contexte démocratique. Ils doivent s'accompagner l'un l'autre.

Il y a des hommes et des femmes, des juifs, des chrétiens et des musulmans et mille autres manières de croire et de chamaniser et de penser et de rire et de vivre. Il faut protéger cette multiplicité, et pour la protéger la laisser devenir encore plus multiple, non en favorisant l'hégémonie sérielle, mais en faisant en sorte que chaque culture vivante s'hybride de toute culture vivante, selon ses affinités subjectives. Car la

subjectivité n'est pas l'identité, et plutôt que de penser un monde homogène et gris, il faudrait savoir apprécier le kaléidoscope de notre incessant remue ménage et reconnaître que même face à l'adversité, il n'est pas nécessaire de se ressembler pour s'assembler.

Car si nous héritons d'une histoire, d'un patrimoine, d'une tradition, qu'elle peut soit nous nourrir soit nous opprimer, -en fait souvent les deux en même temps-, nous sommes aussi acteurs de l'histoire que nous faisons et pouvons bifurquer, dilapider, ou faire fructifier l'héritage, nous pouvons aussi faire bifurquer notre tradition, nous pouvons inventer son devenir.

La logique identitaire finit toujours par essentialiser les êtres, à déclarer les seules structures responsables de l'oppression des majorités sur les minorités, par acculer les victimes à réclamer des lieux protégés et donc séparés, refabriquant au nom de la cause, des ghettos. C'est pourquoi elle n'est pas émancipatrice, au mieux elle protège, au pire elle renforce la ségrégation sociale, mentale, spatiale. Si dans les années 1970 et 1980 certains avaient pensé pouvoir mettre en œuvre un essentialisme stratégique, il a mal tourné et nous devons aujourd'hui reprendre la question autrement.

La quadrature économique.

Les questions semblent insolubles. Si la croissance est là alors le chômage baisse, mais si la croissance se déploie selon les règles actuelles du marché, non seulement la planète se détraque, mais les normes de bien être social baissent et depuis plus de 20 ans à une vitesse toujours plus rapide, non seulement en termes de pouvoir d'achat, mais en termes de protection sociale, de droit à la santé, à la retraite, à l'éducation, au chômage, à toute procédure de sécurisation d'un vaste droit à l'existence digne, d'un vaste droit à vivre dans un monde vivant reconnu comme tel, c'est-à-dire dans sa fragilité et en conséquence qui doit être respecté dans cette fragilité.

Ce n'est pas un savoir nouveau, mais les parcs naturels qui visaient à protéger des écosystèmes reconnus patrimoniaux ont montré leurs limites depuis belle lurette. Ils ont trop souvent autorisé à fabriquer des poubelles à leurs frontières : là on exploite l'uranium, là on fabrique du PFOE, là du ciment, là du glyphosphate, une usine classée SEVESO explose, les corps souffrent, les enfants vomissent mais l'Etat affirme que tout va bien....Ils ont aussi conduit à autoriser un étalement urbain délétère, la voiture polluante, les taxes injustes qui pèsent sur ceux qui vivent loin du centre mais ont besoin du centre...

Le monde est un et soit on le protège partout soit on finit par ne le protéger nulle part, nous le savons d'expérience désormais avec le réchauffement climatique et la pandémie. Il faudrait donc renoncer à cette idée de croissance, ou nous disent les économistes hétérodoxes proposer pour cette croissance un nouveau calcul qui inclut du côté des gains ce qui est aujourd'hui considéré comme perte. Qualités de l'air, de l'eau, de la nourriture, de la vie, protection de la biodiversité pourraient faire partie du calcul. Il s'agirait pour inventer cette croissance d'accepter la décroissance industrielle et de valoriser la croissance du nombre d'agriculteurs, du nombre d'enseignants, de soignants, de chercheurs, d'artistes etc. Augmenter donc la part de valeur ajoutée reconnue pour tous ces métiers qui certes ne rapportent pas d'argent mais fondent le rapport social en éduquant, en élevant, et en soignant. Car le doux commerce est d'abord le commerce des personnes, c'est à dire non pas l'esclavage mais les liens libres qu'elles filent, nouent et tissent, non pas dans un rapport marchand mais dans un rapport d'affects sociaux : hospitalité, amitié, fraternité, solidarité, amour même.

Le rapport marchand lui est âpre et calculateur, froid par définition. La quadrature actuelle consisterait à réarticuler la polarité entre ces activités non marchandes et incommensurables et les activités marchandes et de reconnaître que la valeur des sociétés repose sur l'incommensurable plus que sur la marchandise.

Certes nous vivons dans un régime de la rareté de certaines choses, mais aussi dans un régime de surabondance de beaucoup d'autres. Produire pour détruire n'est plus raisonnable. Il faudrait donc tenter de redéfinir la part de luxe et la part d'ordinaire dans nos consommations et offrir le luxe et l'ordinaire à chacun.

On voit bien qu'une telle proposition consiste à repenser conjointement nos productions et nos consommations mais aussi l'égalisation des conditions de vie. Or un tel processus suppose bien sur et avant tout de renverser l'encastrement de l'économique et du politique. Aujourd'hui l'économie naturalisée dicte ses lois au politique, au point de n'avoir que des managers aux manettes des décisions. Trump ou Macron sont des archétypes de cette situation d'encastrement du politique dans l'économique. La *désubordination* du politique à l'égard de l'économique permettrait de le désencastrenter et ainsi de pouvoir mener une autre politique publique entre autre de la dette et de la monnaie.

Nous pourrions alors reconnaître le caractère fictif de la monnaie comme convention et de ce fait la possibilité de distinguer entre dettes et dettes. Il a des dettes sur la longue durée qui sont pour la plupart des dettes publiques, possible à annuler dès qu'elles ont opéré leur effet de relance satisfaisante de la vie. Des dettes de moyenne durée (les acteurs sociaux) avec des règles permettant l'initiative en faveur d'une décarbonisation et de la décroissance raisonnée pour fabriquer un nouveau *buen vivir* (échelle de temps trois à cinq générations) et des dettes à l'échelle d'une vie, ou d'une séquence de la vie pour les individus ou acteurs privés.

L'expérience du covid nous a montré deux choses. L'argent facile existe. Ce sont des milliards qui ont été déversés sur les secteurs que l'Etat manager a voulu relancer, mais cet argent facile n'a nullement été déversé sur l'hôpital public, la recherche ou l'enseignement. Ce qui est alors récusé c'est l'argent qui produit un retour sur investissement non pas marchand, mais vivant. Ce qui est récusé, c'est la dépense ou l'investissement publics pour faire fructifier la socialité et non pas l'enrichissement individuel. Bref nous ne pouvons pas dire que nous ne savons pas que ces choix sont d'abord des choix idéologiques et qu'il s'agit de changer d'idéologie et donc d'économie politique. Il nous faut réinventer le rôle de la dette, de la propriété individuelle, de la propriété collective ou commune, des biens nationaux. Nous ne voulons plus que les pertes soient nationalisées et les gains privatisés. Nous voulons vivre de notre travail et bien vivre, pas seulement survivre.

La quadrature alors réside dans la situation économique globale, car il faudrait pouvoir agir de conserve avec d'autres partenaires, d'autres pays, d'autres organismes, ce renversement ne pourra vraisemblablement pas se faire dans un seul pays, à moins de reconquérir un pouvoir bancaire qui a été spolié, mais il n'y a pas si longtemps.

Les banques sont l'un des premiers lieux qui pourraient être communalisés et cela dépend de l'Etat donc dans notre proposition, du politique. La désubordination bancaire pourrait se réaliser avec nos salaires. C'est notre effort, notre sueur, notre temps, notre vie que cet argent que nous déposons chaque mois, et nous devons en reprendre possession.

Epilogue

Kant, encore.

« Je soutiens que je peux prédire au genre humain même sans esprit prophétique d'après les apparences et signes précurseurs de notre époque qu'il atteindra (...) à un état tel que les hommes pourront se donner la Constitution qu'ils veulent et la Constitution qui empêchera une guerre offensive, que dès lors ces progrès ne seront plus remis en question. Un tel phénomène dans l'histoire de l'humanité ne s'oublie plus parce qu'il a révélé dans la nature humaine une disposition, une faculté de progresser telle *qu'aucune politique n'aurait pu, à force de subtilité, la dégager du cours antérieur des événements*, seules la nature et la liberté réunies dans l'espèce humaine suivant les principes internes du droit étaient en mesure de l'annoncer encore que *d'une manière indéterminée et comme un événement contingent*. Mais si le but visé par cet événement n'était pas encore atteint quand bien même la révolution ou la réforme de la Constitution d'un peuple auraient finalement échoué, ou bien si, passé un certain laps de temps, tout retombait dans l'ornière précédente comme le prédisent maintenant certains politiques, *cette prophétie philosophique n'en perdrait rien de sa force*. Car cet événement est trop important, trop mêlé aux intérêts de l'humanité et d'une influence trop vaste sur toutes les parties du monde pour ne pas *devoir être remis en mémoire au peuple à l'occasion de circonstances favorables* et rappelé lors de la crise de nouvelles tentatives de ce genre, car, dans une affaire aussi importante pour l'espèce humaine, il faut bien que la constitution proche atteigne enfin un certain moment cette solidité que *l'enseignement d'expériences répétées* ne saurait manquer de lui donner dans tous les esprits.

Foucault aussi, longtemps après *les Mots et les choses*, relut ce mantra en 1983, le cita dans cet extrait même, et conclut dans ces termes : « La révolution, de toute façon, risquera toujours de retomber dans l'ornière, mais comme événement dont le contenu même est inimportant, son existence atteste une virtualité permanente et qui ne peut être oubliée : pour l'histoire future, c'est la garantie de la continuité même d'une démarche vers le progrès⁷⁴. »

Grandir

Une petite fille de douze ans, très délurée s'est amusée à inventer une solution rêvée à nos impasses, un soir de juillet 2017. Elle était imprégnée de ce qui venait de se dérouler depuis son entrée en sixième, une drôle de campagne électorale qui avait fait d'elle une « grande » et elle disait :

« Le candidat, la prochaine fois, si vous voulez vraiment être respectueux de vos idées, il devrait être tiré au sort, et presque resté inconnu ».

« Comme le soldat inconnu ? » demanda son grand père en souriant.

« Oui comme le soldat inconnu. »

« Et les débats avec les autres candidats ? Comment il fera ? » demanda sa mère.

« Il ne fera pas, il se fera représenter chaque fois par quelqu'un d'autre, qu'on aura choisi à l'avance. »

« Et comment ils auront été choisis ces porte parole ? »

« Dans des assemblées, parce qu'ils auront su traduire ce que disaient les autres », mais avait-elle ajouté, « il faudrait vous y mettre tout de suite, car sinon, une fois de plus vous ne serez pas prêts » et après un éclat de rire, elle avait dit, « bon je n'ai pas que ça à faire » et elle était partie rejoindre ses copains pour jouer.

Le 15 mars 2019, cette petite fille a fait grève pour le climat. Elle adore Greta Thunberg,

⁷⁴ M. Foucault, *Dits et Écrits*, t. IV, p. 686.

il faut dire qu'elles semblent avoir presque le même âge. « C'était plus drôle que la manif de samedi » avait-elle asséné chez elle, en ponctuant son effet d'un éclat de rire. Tant mieux s'était dit silencieusement sa mère, car les actes des gilets jaunes, c'était vraiment dangereux à Paris. Chacune à leur manière, elles accusaient le système capitaliste et néolibéral de détruire la vie. « Terre ronde, mère féconde, femme souveraine... où avait-elle entendu cette ritournelle qui lui revenait dans les oreilles ? Ah oui cette comédie musicale populaire assez étrange, *les Amants de la Bastille*...⁷⁵

⁷⁵ Sur les enjeux de cette comédie musicale voir le mémoire de master de Marianne Acqua, *Du rêve à l'éveil, 1789, les amants de la Bastille, ou le songe d'une révolution*, Paris, Diderot, 2014.